

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

MONOGRAPHIE
D'UN ÉTABLISSEMENT
MÉTALLURGIQUE

SIS A LA FOIS EN FRANCE & EN ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 2 Juin 1909, à 10 heures précises

PAR

HENRY GRANDET

Président: M. BEAUREGARD.

Suffragants: { MM. JAY.
 HITIER. } *Professeurs.*

CHARTRES

IMPRIMERIE EDMOND GARNIER

10, RUE RABUAN-DU-COUDRAY, 10

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE DE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

MONOGRAPHIE
D'UN ÉTABLISSEMENT
MÉTALLURGIQUE

SIS A LA FOIS EN FRANCE & EN ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 2 Juin 1909, à 10 heures précises

PAR

HENRY GRANDET



Président: M. BEAUREGARD.

Suffragants: { MM. JAY.
HITIER. } *Professeurs.*

CHARTRES
IMPRIMERIE EDMOND GARNIER

10. RUE RABUAN-DU-COUDRAY, 10

1909

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AVANT-PROPOS

Le développement de l'agriculture n'est plus aujourd'hui le seul indice de l'activité économique des nations. « Pâturage et labourage, disait Sully, sont les deux mamelles de la France, les vrais mines et trésors du Pérou. » Vraie alors, cette manière d'axiome ne le serait plus à l'heure actuelle. La fortune de la France n'est plus limitée maintenant à ses seules ressources agricoles.

L'agriculture marque dans la vie des peuples une première étape; c'est, dans la première période des sociétés, la source exclusive de toute richesse, et longtemps la plus importante : mais, du jour où le commerce et l'industrie commencent à se développer, ils ne tardent guère à prendre dans l'économie nationale une place prépondérante.

Sans doute la France doit beaucoup à sa splendide agriculture : presque tout dans le passé, beaucoup encore dans le présent et même dans l'avenir : mais s'il nous faut comparer le développement économique de la France avec celui des autres nations, le degré de prospérité de l'agriculture, si grand chez nous, si médiocre au contraire chez nos voisins

d'Outre-Manche, ne saurait évidemment nous tenir lieu d'étalon.

Les nations industrielles occupent aujourd'hui la première place dans la vie mondiale, et c'est parce que, par la nature même de son sol et de son sous-sol comme par l'esprit de sa race, la France est restée une nation agricole plutôt qu'industrielle, qu'à l'heure présente elle peut paraître un peu distancée par certains de ses concurrents sur le grand marché du monde.

Mais, si d'autres peuples nous ont dépassés dans la voie de l'expansion industrielle et commerciale, nul ne peut se vanter d'une fortune aussi sûrement assise que la nôtre. C'est que l'activité française s'est dépensée harmonieusement dans toutes les branches de la production, sans en négliger aucune. Aussi la production française forme-t-elle un tout équilibré. Notre industrie, largement mais normalement développée sans que l'agriculture lui ait été sacrifiée, fait dans le monde excellente figure. Inférieure à d'autres comme puissance de production, elle est en revanche plus saine, plus vigoureuse, plus apte à supporter les mauvais jours. Dans la crise que vient de traverser et que traverse encore l'industrie, dans l'ancien, comme dans le nouveau monde, c'est l'industrie française qui a le moins souffert de l'épreuve, parce qu'elle n'avait pas été développée, comme en certains pays, hors de toute proportion avec les autres branches de la production et les ressources de la fortune nationale.

On ne saurait donc non plus vouloir préjuger de la prospérité d'un peuple par le seul développement de son industrie; mais si l'on veut mesurer, non pas la fortune publique d'une nation, mais ce que nous appellerons son activité éco-

nomique, alors ce critérium recouvre sa valeur et l'on peut, sans trop de crainte d'erreur, s'en tenir à lui.

Il est une industrie en particulier qui permet par son importance toute spéciale aujourd'hui, de se rendre assez exactement compte de l'intensité de la vie économique d'un peuple, c'est l'industrie du fer et de l'acier. Il n'est pas une des grandes nations modernes qui ne possède une industrie métallurgique puissante, susceptible par conséquent de servir de base de comparaison. Trois pays, les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, occupent dans la sidérurgie mondiale une situation hors pair : ensuite vient la France par l'importance de son tonnage global (1).

La France, avons-nous dit, présente le type de l'industrie modérément et rationnellement développée; l'Allemagne, au contraire, est peut-être le pays où l'industrie métallurgique s'est le plus brusquement et exagérément développée. Le contraste entre les deux pays est d'autant plus intéressant à étudier que le siège de l'activité métallurgique française se trouve situé en Lorraine, à deux pas et dans le même bassin minier qu'un des deux grands centres producteurs de l'Allemagne; c'est donc, en somme, dans les mêmes conditions que métallurgistes français et allemands se trouvent appelés à travailler, si on fait abstraction des différences de législation dans l'un et l'autre pays. Il peut être curieux de comparer en passant les méthodes française et allemande, comme de noter, le cas échéant, la répercussion sur une même industrie, de textes législatifs ou de procédés commerciaux différents, dus à des esprits de race

(1) Au point de vue de la production industrielle, la petite Belgique serait en effet bien supérieure à la France.

opposés. Nous en aurons souvent l'occasion dans cette étude qui a pour objet un des établissements métallurgiques les plus importants de notre vieux monde.

Vieilles de 200 ans d'activité ininterrompue, les usines de la maison de Wendel offrent, tant au point de vue historique qu'économique, un sujet inépuisable d'étude. Nous n'avons pas d'ailleurs la prétention de traiter toutes les questions qui sont cependant liées d'une façon si intime à la vie d'un grand établissement métallurgique comme les usines de Wendel. Nous nous sommes seulement efforcés de dégager la physionomie propre de l'entreprise, si remarquable à tant de points de vue, tant par son ancienneté, par son caractère purement familial, par son développement progressif et continu, par sa gestion prudente et hardie tout à la fois, poursuivie sans défaillance pendant de longues années, que par sa situation toute particulière à cheval sur la frontière, travaillant à la fois pour les marchés français et aliemand, en lutte par conséquent avec la concurrence française comme avec la concurrence allemande.

Nous verrons, en Allemagne, MM. de Wendel s'opposer énergiquement à la trustomanie envahissante qui tendrait à anéantir complètement la personnalité des usines au profit du Syndicat, et maintenir haut et ferme sur ses derniers retranchements le drapeau de la libre concurrence. Nous verrons la puissante organisation de ce Stahlwerksverband qui contrôle toute la production allemande de l'acier, et nous étudierons l'immense développement qu'il a pris comparativement aux groupements similaires français. Enfin nous aurons l'occasion de toucher à la question ouvrière d'un intérêt si actuel et tous les jours plus brûlant. Sans sortir du cadre de cette étude qui n'est en fait qu'une

monographie des établissements de Wendel, nous examinerons brièvement, sans prétendre la comparer ni la juger, l'œuvre législative des peuples allemand et français en matière de protection ouvrière, lois d'assistance et de retraites, ainsi que l'incidence de ces lois.

Nous n'aborderons pas, à ce sujet, la question, si grosse d'imprévu et de conséquences, du repos hebdomadaire et de la réglementation de la journée de travail; cela nous entraînerait trop loin : mais nous aurons l'occasion de voir que l'initiative patronale a souvent, à Hayange comme en bien d'autres endroits d'ailleurs, devancé en ces matières, l'obligation légale, et qu'elle la supplée ou la complète encore aujourd'hui en bien des points. Cette constatation ne sera d'ailleurs une surprise pour personne, dans le monde de ceux qui s'intéressent aux questions ouvrières et savent la solidarité qui unit en réalité patrons et ouvriers.

Nous ferons cependant remarquer que, d'une façon générale, l'administration allemande s'est montrée jusqu'ici moins formaliste et moins tracassière, en matière de réglementation du travail, que l'administration française. Les textes sont moins restrictifs et l'interprétation plus large aussi : les dérogations sont plus facilement accordées. Il paraît toutefois qu'une réglementation plus sévère sera incessamment appliquée.

Enfin, il nous sera permis, en terminant cette étude, de faire ressortir l'importance du rôle que joue aujourd'hui dans la vie économique d'une région et même d'un pays le fonctionnement d'une entreprise comme celle que dirigent MM. de Wendel : la perturbation que ne manquerait pas d'amener sa disparition, si pareille hypothèse était admissible, en serait la meilleure preuve.

En ce qui concerne cette étude, nous devons le meilleur de nos renseignements historiques à l'ouvrage si instructif de Herr Dr Alfred Weyhmann « Geschichte der Alten Eisenindustrie in Lothringen ». Le docteur Weyhmann avait d'ailleurs largement mis à contribution les archives de la maison de Wendel. Quant aux renseignements statistiques, ils sont dus entièrement à l'obligeance de MM. de Wendel qui ont bien voulu les mettre à notre disposition ainsi que nous donner quelques détails sur l'étendue de leurs affaires

MONOGRAPHIE
D'UN ÉTABLISSEMENT MÉTALLURGIQUE
SIS A LA FOIS EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

CHAPITRE PREMIER

ANTIQUITÉ DE LA MÉTALLURGIE DU FER
EN LORRAINE

La maison de Wendel possède en Lorraine, tant en France qu'en Allemagne, de puissantes usines métallurgiques qui font d'elle un des plus gros producteurs de fer du vieux continent. Elle produit annuellement près d'un million de tonnes de fonte, ce qui équivaut à peu de chose près au tiers de la production française et lui assurerait aujourd'hui la maîtrise incontestée du marché français, si les funestes événements de 1870, en entraînant le démembrement de la Lorraine, n'avaient englobé en territoire allemand les usines de la Société. Des trois centres principaux où les Wendel travaillent aujourd'hui le fer, deux, Hayange, berceau de la maison, et Moyeuvre, se trouvent aujourd'hui en Allemagne; c'est là que ces messieurs produisent les 600.000 tonnes d'acier qui font de leur maison la première du bassin lorrain et lui assignent le quatrième rang dans toute l'Allemagne, immédiatement après le Phœnix, Krupp et Thyssen. La maison de Wendel a eu d'autant plus de

mérite à conserver ce rang que nos voisins d'outre-Rhin ont pris depuis peu l'habitude de pratiquer sur une grande échelle les fusions de sociétés, opérations qui ont naturellement pour résultat de doubler ou de tripler l'importance de la Société fusionnaire, en totalisant les productions individuelles des sociétés absorbées; tel est notamment le cas du Phœnix, la seule usine d'ailleurs qui égale la production d'Hayange, si nous considérons, non plus les tonnages d'acier, mais ceux de fonte.

Le traité de Francfort avait fait des usines Wendel, entreprise française, une maison allemande. MM. de Wendel ne pouvaient se résigner ainsi à la perte du marché français. Ils fondèrent en 1881 avec le concours du Creusot, une filiale française qui ne tarda pas à prendre un rapide développement. Aujourd'hui, l'usine de Jœuf, créée à proximité immédiate de Moyeuvre, mais en France, ne le cède en importance à aucune autre usine française. Son tonnage est sensiblement le même que celui des trois autres grandes usines de la région, Homécourt, Longwy, Micheville; il dépasse tous les autres et de tous ces établissements, c'est assurément un des plus prospères.

Par cette création, MM. de Wendel tendaient à reprendre en France la haute situation qu'ils y occupaient avant la guerre, dans cette Lorraine où depuis 200 ans s'exerçait leur activité industrielle.

Singulière destinée, d'ailleurs, que celle de cette terre de Lorraine. Théâtre autrefois des rivalités politiques, elle est devenue aujourd'hui le champ clos de la concurrence industrielle. Sans remonter aux temps quasi-héroïques des fils du Débonnaire, on la voit sans cesse objet des convoitises de ses puissants voisins de l'est et de l'ouest. C'est qu'elle est le

champ de bataille sur lequel viennent se heurter deux races, deux civilisations, la germaine et la gauloise. Un moment sur le point de devenir la proie du Bourguignon, elle ne doit le salut de son indépendance qu'aux victoires suisses de Granson et de Morat. Dès lors elle s'oriente plutôt vers l'Allemagne; mais bientôt les rois de France reprennent les ambitieuses visées de leurs cousins de Bourgogne. Les ducs de Lorraine se voient contraints de soutenir des luttes incessantes contre les tentatives d'empiètement de nos rois. Deux siècles durant, la politique française aura pour but manifeste, sinon toujours avoué, l'occupation des plateaux lorrains, politique qui se verra enfin définitivement couronnée de succès sous le règne de Louis XV.

Enfin, dans un passé récent autant que douloureux, la Lorraine a de nouveau connu les armées, puis la domination allemandes. Coupée en deux par le traité de Francfort, elle a vu ses nouvelles frontières se hérissier de part et d'autre de canons et de forteresses; elle menaçait de se muer en un vaste et triste camp, stérile et morne, lorsqu'une grande découverte vint attirer sur elle l'attention industrielle. La fonte phosphoreuse de Lorraine ne pouvait être transformée en acier par le procédé Bessemer : quand la découverte du procédé Thomas Gilchrist permit de réaliser cette transformation, un grand mouvement d'activité économique se dessina aussitôt qui porta vers la Lorraine l'effort des métallurgistes français et allemands. La Lorraine, un beau matin, se réveilla à l'état de ruche bourdonnante d'activité humaine. De toute part des aciéries se créaient. La découverte du bassin de Briey vint encore accentuer ce déplacement de l'industrie du fer vers la Lorraine. En France nos principales sociétés métallurgiques, celles du centre notam-

ment, fondaient des établissements dans l'Est; c'était le Creusot, qui s'intéressait dans Jœuf; Châtillon-Commentry, qui s'installait à Neuves-Maisons; les Aciéries de la Marine qui rachetaient à la Société de Vézin-Aulnoye, les usines d'Homécourt. Entre temps, Longwy, puis Micheville s'étaient créés. Pareil mouvement en Allemagne où les usines surgissaient de terre comme par enchantement tout le long des vallées de la Fentsch et de l'Orne; à Uckange, MM. Stumm; à Thionville les Roechling; à Rombach, la grande Société de ce nom qui, fondée en 1888, possède aujourd'hui un capital actions de 35 millions de marks, et 25 millions d'obligations; à Knuttange encore. Aumetz la Paix. Ainsi des deux côtés de la frontière l'activité des deux grands peuples rivaux qui depuis bientôt quarante ans ont rengainé leur épée, se mesure sur le terrain de la lutte économique.

L'industrie du fer n'était d'ailleurs pas nouvelle venue en Lorraine. Déjà très florissante en 1870, elle pouvait se vanter de lointaines origines.

La production du fer avait pris en Lorraine, dès le moyen âge un développement relativement très prononcé et rarement interrompu. La présence de forges dans les vallées d'Hayange et de Moyeuvre dès une époque reculée, est attestée par de nombreuses mentions dans les archives locales.

Dès 871, on trouve établie au confluent de l'Orne et du Couroy, une colonie *cujus vocabulum est modover*; c'est aujourd'hui Moyeuvre-Grande. Cette localité est citée pour la première fois sous ce nom de Modover dans une charte de l'abbaye de Gorze. Un savant allemand, M. Metzen, a essayé de prouver l'existence quasi-générale d'une relation

entre les noms des localités et leur origine. Il semble bien que tel soit le cas de Moyeuivre. En 971 le village de Vendœuvre, près de Nancy, est connu sous le nom de *Vendopera*; or, comme Moyeuivre, Vendœuvre s'élève sur un terrain riche en minerai de fer. La terminaison : *œuvre* serait la corruption du mot latin *opera*, équivalent au *Werk* allemand (Eisenverk : usine de fer). En fait, nous trouvons encore des forges à Vendœuvre, arrondissement de Châteauroux, au milieu du siècle dernier, ainsi qu'à Vendeuvre (département de l'Aube) où, en 1517, Nicolas Bourbon consacre un poème didactique à la louange de l'industrie métallurgique. Lui-même était fils d'un maître de forges. De même Grosouvre dans l'Allier est devenu le centre d'établissements sidérurgiques considérables. Enfin, à côté même de Moyeuivre, on trouve Jœuf, altération de Jœuvre due à la prononciation dialectique locale qui prononce également Moyeuf.

En tous cas, nous trouvons en 1240 la preuve irréfutable de l'exploitation des minerais lorrains; c'est la concession du privilège consenti par Ph. de Florence aux religieux de Villers-Bettnach pour la recherche du minerai sur les terres soumises à sa juridiction. Tels furent, sans doute, les premiers exploiters des mines d'Hayange, de celles du moins qui s'étendaient sous le territoire de l'ancienne seigneurie de Florange, Hayange formant une seigneurie indépendante.

En 1260, Thierry, seigneur de Hayange, concède à Thiébault, comte de Bar, l'exploitation de ses minerais de fer :

« Je Thierris, chevaliers, sires de Haenges, fas connessant a toz ke j'ai doneit et ottriet a mon segnor Thiebat, conte de Bar, la mine dou ban de Haienges pour toz ses fevres ki

forgent en ses fores de Brie par tot oukil soent et ki la puent panre sans mefat. En tesmognage de la kel chose j'ai fait saeler ces lettres du sael l'abeit de Saint Pierremont... Ke furent faites en l'en ke li miliars corroit par mil et II^e et sexante ans, le mardi apres feste Saint Luc. »

Mais, en 1264, il cède aussi les mines d'Hayange à Henri de Luxembourg. Il en résulta un conflit qui nécessita l'intervention du roi de France comme arbitre. La sentence royale fut en faveur du comte de Bar.

C'est l'époque des forges forestières de la forêt de Briey. La première forge hydraulique fut construite en 1323, à Pont-à-Mousson, sur l'Orne, par le comte Edouard de Bar, de concert avec un bourgeois du lieu nommé Thouvignon, qui en prenait la ferme à vie. Les expériences tentées avec des forges hydrauliques ne fournirent, paraît-il, généralement que des résultats médiocres. Cependant Moyeuve-Grande, avec sa forge hydraulique devint de plus en plus le centre de l'industrie. Quant à Hayange, un document de 1451, le livre annuel des recettes du comté de Bar, nous apprend qu'il y existait alors trois forges grevées chacune d'une redevance en nature de cent livres de fer.

Toutefois, il est certain que, comparativement à l'époque, la métallurgie lorraine était loin d'occuper en Europe la situation prépondérante qu'elle y a aujourd'hui; l'industrie du fer avait acquis en Allemagne, dans l'ouest notamment, un développement infiniment plus considérable. Le fer lorrain était considéré comme de qualité inférieure à cause des nombreux éléments de phosphore qu'il contenait. Il avait pourtant des débouchés assez étendus puisque nous voyons en 1470-71 un certain Jean Le Clerc, et Jaicommin de Moyeuve, se rendre à la foire d'Anvers,

pour y vendre leurs produits et des objets de quincaillerie. La ville de Metz était d'ailleurs sans doute le plus gros client des forges barroises pour l'achat des menus fers, en attendant qu'elle devînt elle-même propriétaire de forges vers 1491. C'est un curieux exemple d'entreprise d'industrie communale.

Cependant l'importance des forges duciales établies dans la forêt de Briey, allait déclinant. A partir de 1492, il n'est plus fait mention de recette que pour les deux forges de Moyeuivre qui versent respectivement 3 s. 1 d. et 2 s. 1 d. par journée de travail. En 1496 nous voyons domicilié à Moyeuivre un bombardier du nom de Jean; ce fait indique clairement que la forge de Moyeuivre se livrait dès le x^{ve} siècle, à la fabrication du matériel de guerre. En 1550, le maire obtint une indemnité de frais de voyage pour avoir effectué le transport de 1.500 boulets à 18 onces sur Stenay. Il est probable que le ralentissement de l'activité des forges au début du x^{ve} siècle est dû à l'épuisement des gîtes d'affleurement exploités à ciel ouvert. L'exploitation régulière des mines par galeries exigeait la concentration des menues exploitations en une entreprise importante disposant des moyens nécessaires.

A partir de 1560, une révolution se produit dans l'exploitation des forges; elles ne sont plus affermées, mais le fisc entreprend de les administrer directement en régie. Les forges de Moyeuivre furent reconstruites ou remises à neuf et en 1565 la production totale s'éleva à 346.400 livres de fer, un peu plus de 173 tonnes, à peine le quart de la production journalière d'aujourd'hui. Le maître de forges se vit allouer comme traitement une somme de 346 livres, une par millier de fer, et son contrôleur 173 livres. C'était une

rémunération modeste, mais il faut tenir compte que c'était la première année de la nouvelle exploitation. Il y avait alors deux forges d'importance à peu près égale. Il faut enfin noter qu'il n'y avait pas d'exploitation ininterrompue, le travail chômant pendant les mois d'hiver à cause des neiges et gelées, ainsi qu'en avril et mai, les forgerons étant pour la plupart, occupés aux travaux de construction. Quant au prix de vente, il s'élevait régulièrement à cinquante francs par millier de fer ouvré, ce qui, étant données les charges de l'entreprise, ne devait pas suffire à la rémunérer convenablement.

Aussi l'exploitation en régie fut-elle bientôt abandonnée pour faire place au système de l'amodiation. Les premiers fermiers, Goz et Chaulnet exploitèrent les forges de 1566 à 1572. A cette époque, ils furent remplacés par Louis Galvain, lequel s'engageait à payer un cens annuel de 13.000 fr. Quand, 24 ans plus tard, Galvain abandonna la direction des forges, soit en 1596, ce cens avait atteint progressivement le chiffre de 28.700 livres, ce qui indique la marche prospère de l'établissement. Le nouvel amodiateur fut Louis Pierron de Bettainvilliers, fils de Jean Pierron, ancien contrôleur des forges duciales sous le régime de l'exploitation en régie directe. Le sire de Bettainvilliers conserva l'exploitation des forges jusqu'en 1664, époque à laquelle il céda la place aux deux fils de son prédécesseur, Pierre et Melchior Gauvain; ceux-ci furent remplacés à leur tour 13 ans plus tard par Pierre-Abraham Fabert. Nous trouvons alors de nombreuses preuves du développement industriel de Moyeuve; c'est ainsi que le chiffre des aides perçues par le bureau de recette de Moyeuve passait de 320 livres en 1600, à 610 en 1628, alors que le chiffre total de la prévôté de Briey passait

seulement de 2.070 à 2.790 francs. On peut aussi constater qu'à cette même date de 1628, la ville de Briey, siège de la prévôté, ne possédait que 4 cabarets payant un impôt professionnel total de 13 fr. 4 gr., tandis que Moyeuvre-Grande en comptait 13 rapportant un impôt professionnel total de 53 fr. 9 gr.

Pour enlever le bail aux frères Gaulvain, Pierre-Abraham Fabert, riche bourgeois de Metz, s'était engagé à verser, à titre de don gratuit une somme de 100.000 francs. Mais ce fut son fils, le jeune Abraham de Fabert, le futur maréchal de France, alors simple capitaine d'artillerie, qui prit l'exploitation à son compte. Il fit à Moyeuvre des travaux considérables; aujourd'hui encore, on peut voir chez MM. de Wendel le barrage qu'il fit élever pour retenir les eaux de l'Orne et fournir la force motrice à ses usines. Le château du maréchal est également resté debout et abrite aujourd'hui l'hôpital créé par MM. de Wendel pour leurs ouvriers. Moyeuvre connut alors une grande prospérité. D'après l'historien Barre, le bénéfice net se serait monté à environ 60.000 livres par an. Une « Histoire du maréchal de Fabert », publiée en 1697, s'exprime ainsi : « Ces forges, les plus belles qui soient en Europe, et auxquelles un cheval et un tomberau suffisent pour fournir de mine a deux gros fourneaux, dans lesquels on la jette, comme elle vient de la montagne et sans être lavée, lui produisoient tous les ans un million et demi de fer, qui se vendoit quarante écus le millier. Ce qui étoit comme un petit Pérou, dont il ne jouit que cinq ans et demi, parce que la guerre ayant été déclarée l'année 1633 entre les deux couronnes de France et de Lorraine, ces forges furent pillées par les garnisons de Luxembourg et de Thionville. Ce fut une perte extrêmement

considérable pour Mons. de Fabert, à qui il resta néanmoins vingt cinq mille pistoles d'or de profit, somme dont un ami se chargea quelque temps après, pour la lui faire valoir, comme si c'était son propre argent ».

Les événements politiques qui suivirent ne permirent pas à Fabert de recueillir les bénéfices qu'il était en droit d'attendre de ses travaux et des sacrifices qu'il avait faits. Mais il eut une compensation dans les honneurs que lui rapporta sa brillante carrière militaire.

Parallèlement aux forges domaniales de Moyeuve se développaient aussi les usines de la vallée de la Fentsch. Un état des redevances dressé le 4 septembre 1615 par la Chambre des Comptes de Bruxelles mentionne huit différentes forges établies sur la Fentsch et chargées envers le roi d'Espagne en sa qualité de souverain et seigneur foncier, du cens en nature variant de 200 à 400 livres de fer. Le plus important de ces maîtres de forges paraît avoir été Rodolphe Hullin, sieur de La Roche, propriétaire des forges d'Hayange. Il y avait aussi les forges de Fontoy et celles de Gustal. Un Lenoncourt, le marquis de Marolles, possédait également une forge, appelée du nom de son propriétaire, la Marolle. Toutes ces forges réunies étaient d'ailleurs loin d'égaliser en importance les grandes forges de Moyeuve. Quand La Roche Hullin mourut en 1685, son gendre Le Comte lui succéda et racheta les parts de ses belles-sœurs. Mais il s'endetta, dut hypothéquer sa terre seigneuriale d'Angevillers, et se vit finalement obligé de liquider. Les établissements Lecomte se composaient alors :

1^o De la forge proprement dite appelée la Rodolphe, avec deux affineries et une chaufferie;

2^o d'une maison de maître bâtie en face de la Rodolphe;

3° d'une platinerie en construction au-dessous de la forge Rodolphe;

4° d'une fonderie, également en construction et enfin, d'un fourneau dit de la Magdelaine, situé à l'extrémité d'Hayange.

Les établissements Lecomte furent achetés par Jean-Martin de Wendel.

CHAPITRE II

Historique des Forges de la Maison Wendel. Leur développement

C'est à cette époque que nous voyons pour la première fois apparaître le nom de Wendel désormais inséparable des annales de la métallurgie lorraine. Pendant les deux siècles qui vont suivre, on peut dire que l'histoire de l'industrie du fer en Lorraine ne fait plus qu'un avec celle de cette maison, et s'identifie à elle. Ce n'est que dans les temps les plus récents que des établissements importants se sont créés à côté de ceux de MM. de Wendel, dans ce pays aujourd'hui couvert d'une soudaine floraison d'usines. Et combien modeste pourtant le point de départ de cette puissante entreprise : c'est pour la modique somme de 9.623 livres que, le 26 mars 1704, Jean-Martin de Wendel se rend acquéreur des usines du sieur Le Comte, posant ainsi les fondements de l'activité industrielle développée dans la suite avec tant d'éclat par sa famille dans les vallées de la Fentsch et de l'Orne. S'il en faut croire M. d'Huart, le prix d'achat des forges d'Hayange en 1704 ne se serait même pas élevé au chiffre de la dépense d'une journée d'activité en

1845, chiffre qui aujourd'hui nous paraîtrait lui-même bien minime. Mais il faut observer qu'il ne s'agissait là que des établissements de la raison sociale Le Comte; de plus, ces usines avaient été complètement négligées pendant les dernières années et leur remise en état exigeait des sommes considérables, sans préjudice des travaux neufs dont la réalisation apparaissait comme nécessaire. Les capitaux que Jean-Martin de Wendel engageait dans son exploitation étaient donc en réalité très supérieurs au prix d'acquisition. Le procès-verbal des experts chargés de la réception des usines renferme une description très détaillée des bâtiments en question et estime le chiffre des sommes nécessaires aux réparations ainsi qu'il suit « : pour le fourneau de la Magdeleine 1.800 livres, pour la forge la Rodolphe environ 3.870 francs; et, pour la construction entière de la platinerie et de la fonderie, environ 4.500 livres : ensemble 11.116 livres.

Jean-Martin de Wendel possédait sans doute les moyens financiers nécessaires, aussi bien que les connaissances techniques indispensables, pour donner du développement et de l'expansion à une entreprise qui, jusque-là, avait toujours souffert de la détresse. Il était issu d'une famille d'officiers : son grand-père, Jean-Georges de Wendel, originaire de Coblençe, fut colonel d'un régiment de Cravattes au service de l'empereur Ferdinand; son père, Christian, servit sous les ordres de Charles IV de Lorraine. La première fois que l'histoire fasse mention de J.-M. de Wendel, c'est en qualité d'administrateur de la seigneurie d'Ottange, qui renfermait d'ailleurs des mines de fer d'une certaine importance. L'achat de la forge du sieur Le Comte fut bientôt suivi d'autres acquisitions. Le 16 juillet 1705, J.-M. de

Wendel se rendit aussi acquéreur, auprès du roi de France, de la seigneurie foncière d'Hayange, y compris les moyenne et basse justice, ainsi que divers autres droits seigneuriaux. Parmi ces derniers se trouvait une rente annuelle de 7 livres 10 sols à laquelle était assujettie la forge que possédait Joachim de Lenoncourt, marquis de Marolles. Cette rente n'étant pas acquittée depuis plusieurs années, J.-M. de Wendel en profita pour réunir la Marolle à ses propres forges. Il transigea avec Philippe du Caurel, héritier de la marquise de Marolles et devint ainsi propriétaire de la forge la Marolle, moyennant une somme de 780 livres dont 180 furent distraites pour arrérages de la rente seigneuriale; c'est le 22 avril 1711, sept ans après les usines Le Comte, que la Marolle rentra définitivement dans le patrimoine de J.-M. de Wendel.

Cependant, les deux comtesses de Sœteren, dames de Florange, prétendaient à la propriété de la fenderie de Suzange, dépendant de l'usine de la Marolle. Ces dames furent déboutées de leur réclamation par arrêt du bailliage de Thionville du 22 juin 1715, de sorte que J.-M. de Wendel put être mis en possession de la fenderie le 13 septembre 1715. Il se trouvait dès lors avoir réuni dans une même main la plupart des forges de la vallée : il poursuivait ainsi un but raisonné : le développement que l'industrie du fer commençait à prendre à l'aube du XVIII^e siècle n'était possible que par le groupement ou la fusion des différentes petites usines en une seule et grande entreprise. J.-M. de Wendel semble bien l'avoir pressenti, et il en poursuivit la réalisation. Ses efforts furent d'ailleurs couronnés de succès et les résultats obtenus démontrèrent avec évidence la justesse de ses vues ainsi que ses capacités d'industriel. Il

mourut en 1737, laissant à ses enfants une fortune évaluée à 700.000 livres.

Son fils aîné, Charles, lui succéda dans la direction des affaires. En 1759, il obtint l'amodiation héréditaire des forges de Kreuzwald (office de Bouzonville) que les frères Quien avaient élevées en 1739 pour le compte du domaine de Lorraine. Il obtint également, à la même époque, l'amodiation héréditaire de la forge de Sainte-Fontaine située à environ une lieue et demie de Kreuzwald, ainsi que la forge hydraulique de Hombourg avec le moulin banal, le moulin à foulon et la scierie qui en dépendaient. A cette forge était affecté le privilège exclusif de fouiller la mine à trois lieues à la ronde, et l'autorisation pour les agrandissements nécessaires de l'usine était accordée à l'avance. Charles de Wendel concentra toute son activité sur cette région : les forges de Hombourg ne tardèrent pas, sous sa direction, à atteindre un degré de prospérité élevé.

Il ne faudrait pourtant pas en conclure que les établissements d'Hayange aient été délaissés ni que leur développement se soit trouvé enrayé. Toutefois, à cette époque, Hayange était aux prises avec un obstacle sérieux : la difficulté de se procurer du minerai se prêtant à la réduction. Les forges tiraient alors leur mine de la forêt de Florange où avaient été découverts des gisements considérables de limonite, minerai d'alluvion, dont l'exploitation se faisait à ciel ouvert. A différentes reprises Charles de Wendel obtint l'autorisation d'extraire le minerai dans certaines parties de la forêt : citons les arrêts du 16 décembre 1749, du 27 février 1759, qui lui accordaient le droit de fouiller sur 1 arpent 3 perches et 2 arpents respectivement. Par arrêt du 18 octobre 1768, il obtint, pour une durée de douze ans,

une nouvelle concession de 1 arpent 10 perches, dans la partie nord de la forêt connue pour être la plus riche en minerai. En dehors d'une indemnité à payer d'avance et équivalent à la valeur du bois qui se trouvait sur le terrain en question, le concessionnaire s'engageait à remettre le sol en état dès la cessation des travaux d'extraction, et à le replanter en jeunes chênes ou hêtres. L'autorisation n'était d'ailleurs accordée qu'en considération des fournitures de munition dont Charles de Wendel avait pris l'entreprise pour le compte des arsenaux de l'État.

C'est dans le même esprit que l'arrêt du 3 septembre 1772 donne suite à une supplique « contenant que pour assurer le service de Sa Majesté et les fournitures nécessaires à l'artillerie dont l'entreprise est depuis longtemps confiée au dit sieur d'Hayange qui a toujours cru devoir singulièrement s'occuper des soins de se procurer la quantité suffisante de bois pour l'approvisionnement annuel de ses forges (1) ».

Cette branche de fabrication paraît donc avoir formé, pendant tout le siècle, une spécialité de la maison. Ce serait cependant une erreur de croire que de telles fournitures faites pour le compte de l'État, aient toujours été une source de bénéfices importants pour le fournisseur; on pourra se convaincre du contraire par la suite. Aussi quand Charles de Wendel mourut, le 15 septembre 1784, la situation de l'entreprise, contrairement aux apparences, n'était que très peu brillante. Ce fut la veuve de Ch. de Wendel, la dame Marguerite d'Hausen, connue plus tard sous le nom de « la dame d'Hayange » qui recueillit sa succession et se

(1) Archives départementales de Metz.

chargea elle-même de la direction des forges. Elle fit preuve, à cette occasion, de capacités remarquables ainsi que d'une énergie qui ne se laissa jamais abattre.

Les Wendel exploitaient alors deux des trois centres métallurgiques les plus importants de la région : Kreutzwald, près de Forbach, et Hayange sur la Fentsch. Chacun de ces établissements produisait annuellement environ 140.000 livres de fonte, soit individuellement un peu moins que les forges domaniales de Moyeuve qui approchaient des 1.500.000 livres.

Cette production de 1.400 tonnes qui passait pour énorme à l'époque, nous ferait sourire aujourd'hui puisqu'elle ne représenterait guère que 17 heures d'activité des fourneaux actuels, une demi-journée à peine, en comptant ceux de Jœuf.

Un mémoire adressé en 1788 par la maison Wendel au maréchal de Ségur fournit de curieux renseignements relatifs à la situation générale des affaires industrielles à cette époque, notamment au sujet de ces fournitures militaires qui constituaient, comme on le sait, une des branches les plus importantes de la fabrication d'Hayange. Dans ce mémoire, Marguerite d'Hausen représente au maréchal : « que depuis plus d'un siècle les forges d'Hayange dont elle est propriétaire, sont occupées pour le service de l'artillerie, en bombes, boulets, affûts de mortiers, essieux, balles de fer battu, etc., et que ces fournitures ont toujours été faites à la satisfaction des acheteurs; que, durant tout ce temps, elles n'ont jamais demandé d'augmentation de prix, que forcées par les circonstances; la dame d'Hayange éprouve depuis quelque temps une perte sur lesdites fournitures, occasionnée par le renchérissement excessif de la main-

d'œuvre, du prix du bois..., etc., ce qu'elle va démontrer :

1^o *Prix de fabrication par millier de différentes fournitures.*

a) Matière brute, mise en œuvre du minerai, coulée de la fonte, etc. 10 queues de charbon à 4 l. 10 s.	45 l. — s. — d.
25 quintaux de mines en roche à 4 sols 6 deniers.	5 l. 12 s. 6 d.
15 quintaux de mines en dragée à 4 sols 6 deniers.	4 l. 17 s. 6 d.
Les fondeurs, chargeurs, couleurs, mouleurs, batteurs de boulets, etc., etc., coûtent par mil	7 l. 5 s. 9 d.
	62 l. 15 s. 9 d.
b) Frais généraux	4 l. — s. — d.
c) Bois pour la batterie des boulets . .	3 l. — s. — d.
d) Droit de marque des fers.	6 l. 11 s. 3 d.
Prix coûtant	76 l. 7 s. — d.

L'État ne paye les fers coulés que 77 livres, or, le bénéfice n'est que de 13 sols par mil; il faut encore ajouter à la dépense l'intérêt de l'immeuble de l'usine, qui est un objet d'environ 6 livres par mil.

2^o *Balles de fer forgé.*

Pour fabriquer un mil pesant de balles de fer forgé, on emploie 12 $\frac{1}{2}$ quintaux de fer commun dont le prix coûtant

est de 160 livres les 10 quintaux, cy....	200 l. — s. — d.
Arrondissage du fer.....	6 l. — s. — d.
Houille pour arrondir.....	15 l. — s. — d.
Aux ouvriers pour façon desdites	
balles	54 l. — s. — d.
Houille pour façonner.....	30 l. — s. — d.
Outils en étampes, tranches, etc..	6 l. — s. — d.
Un commis attaché à cette partie	
pour calibrer.....	2 l. — s. — d.
Embarillage.	2 l. 10 s. — d.
Entretien des ateliers.....	5 l. 10 s. — d.
Les rebuts qui vont à 10 p. cent et	
que l'on évalue à.....	10 l. — s. — d.

Prix coûtant 328 l. — s. — d.

L'État ne paye ces balles que 300 livres, or il y a une perte de 28 livres par mil.

3^o *Affûts de mortiers.*

La fonte que l'on employe pour les affûts de mortier qui se fabriquent aux fourneaux de Creutzwald, avec les mines choisies et que l'on tire du lointain, coûte brute suivant les détails qui en ont été faits..... 101 l. 10 s. — d.

En outre :

Marque des fers.....	6 l. 10 s. — d.
Terre et crottin pour les moules..	10 l. 10 s. — d.
Charbon pour sécher les moules..	25 l. — s. — d.
Fil de fer pour les contenir.....	3 l. 10 s. — d.
Façon aux mouleurs.....	33 l. — s. — d.

A reporter. 178 l. 40 s. — d.

<i>Report.</i>	178 l. 40 s. — d.
Elbarbage	7 l. — s. — d.
Transport jusqu'à l'arsenal de Metz.	8 l. — s. — d.
Entretien des outils et frais de ré- gie	4 l. — s. — d.
Entretien des outils et frais de ré- gie	4 l. — s. — d.
Intérêt de l'immeuble de l'usine. .	6 l. — s. — d.
Prix coûtant	205 l. 1 s. 3 d.

L'État ne paye ces affûts que 200 livres le mil; or il y a une perte de 5 livres, 1 sols, 2 deniers par mil.

4^o *Essieux.*

Pour fabriquer 10 quintaux d'essieux, on emploie 14 quintaux de fer choisi en mises redoublées dont le prix coûtant est de 203 livres le mil, cy.....	284 l.	4 s.	— d.
Aux ouvriers.....	88 l.	— s.	— d.
3 $\frac{1}{2}$ bannes de charbon à 35 livres .			
l'une	122 l.	10 s.	— d.
Outils en limes, chasses, tranches,			
etc., etc.....	20 l.	— s.	— d.
Bois pour recuire.....	7 l.	10 s.	— d.
Un commis employé à cette partie	8 l.	— s.	— d.
Transport jusqu'à l'arsenal de			
Metz.	8 l.	— s.	— d.
Intérêt de l'immeuble de l'usine..	6 l.	— s.	— d.
Prix coûtant.....	544 l.	4 s.	— d.

L'État ne paye ces essieux que 450 livres par quintal; or il y a une perte de 94 livres, 4 sols par mil.

5^o *Tôles.*

Pour fabriquer 10 quintaux de tôles, on emploie 19 quintaux de fer en barres, dont le prix coûtant est de 180 l.	
les 10 quintaux, cy.....	342 l. — s. — d.
Aux platineurs pour façon.....	51 l. — s. — d.
4 bannes de charbon à 35 livres	
l'une.....	140 l. — s. — d.
Frais généraux.....	15 l. — s. — d.
Transport jusqu'à l'arsenal de	
Metz.....	8 l. — s. — d.
Intérêt de l'immeuble de l'usine..	20 l. — s. — d.
Perte pour les rebuts.....	110 l. — s. — d.
Prix coûtant.....	686 l. — s. — d.

L'État ne paye ces tôles que 500 livres les 10 quintaux; or la perte est de 186 livres on vend ces tôles dans le commerce 750 livres les 10 quintaux).

6^o *Fers de construction.*

Pour fabriquer 10 quintaux de fers de construction il faut 16 quintaux de fonte choisie dont le prix coûtant est de 77 livres cy.....	123 l. 4 s. — d.
Façon à l'affineur.....	12 l. — s. — d.
Façon au platineur.....	15 l. — s. — d.
Charbon pour l'affinage et le platinage	55 l. — s. — d.
Frais généraux.....	5 l. — s. — d.
<i>A reporter</i>	240 l. 4 s. — p.

<i>Report</i>	210 l.	4 s.	— d.
Transp. jusqu'à l'arsenal de Metz .	8 l.	— s.	— d.
Intérêts de l'immeuble de l'usine.	8 l.	— s.	— d.
Prix coûtant.....	226 l.	4 s.	— d.

L'État ne paye ces fers en moyenne que 225 livres. Il y a également perte sur cet objet de fabrication.

D'après les calculs qu'on vient d'établir, il est évident que la dame d'Hayange éprouve depuis quelque temps une perte considérable sur les objets de fourniture dont elle est chargée. Depuis environ un an, les propriétaires de forges n'ont pu se dispenser, vu l'augmentation du prix des bois, celle de la main-d'œuvre, etc., d'augmenter en proportion le prix des fers, cette augmentation dans le commerce est de 15 livres par mil, et plus, la dame d'Hayange vient de l'obtenir par le nouveau traité qu'elle a renouvelé, il y a trois mois, avec le fermier général pour les fournitures qu'elle fait aux salines de Lorraine. Cette augmentation survenue sur le prix des fers de commerce est constatée par les états existants dans les bureaux de l'Intendance de la Généralité de Metz. En conséquence la dame d'Hayange sollicite les prix ci-après détaillés, savoir :

Pour les balles de fer battu.....	960 l.	par 10 quintaux.
— bombes et boulets de		
tout calibre.....	90 l.	—
— affûts de mortiers.....	225 l.	—
— essieux.....	600 l.	—
— tôles, prix de commerce.	750 l.	—
— fers ébauchés.....	260 l.	—
— fers redoublés.....	235 l.	—
— bandages	210 l.	—

Si les prix ci-dessus ne devaient pas être accordés, la

maison se trouverait dans l'impossibilité de pouvoir continuer l'approvisionnement des arsenaux. »

Il paraît que le gouvernement finit par reconnaître au moins pour partie le bien fondé des réclamations de l'usine; toujours est-il qu'il lui accorda des prix d'unité plus élevés. Les relations commerciales ne furent donc pas interrompues, et bientôt, les fournitures de l'armée procurèrent aux forges d'Hayange et à leurs propriétaires un prestige hors de pair. Il n'est pas douteux qu'à la fin du XVIII^e siècle, les entreprises Wendel avaient obtenu une importance bien supérieure à celle des forges domaniales de Moyeuvre, malgré la célébrité déjà ancienne de ces dernières.

Les premières tempêtes de la Révolution ne touchèrent les provinces de l'Est que dans une mesure assez restreinte. Il faut citer cependant la loi du 28 juillet 1791, relative aux mines. Le droit antérieurement en vigueur reposait sur l'édit de Louis XIV de 1680, introduisant les droits de marque des fers. Une ordonnance de Léopold de Lorraine en avait reproduit en 1699 les principaux termes; mais une modification importante y avait été apportée en 1723 par un édit soumettant à l'agrément royal la création de nouveaux fourneaux ou forges marchant au bois, dont la consommation prenait des proportions inquiétantes. Enfin, l'édit du 7 avril 1786 avait élevé de 1 sol à 2 s. $\frac{1}{2}$ par quintal l'indemnité due aux propriétaires fonciers pour l'extraction du minerai sur leurs immeubles.

La loi du 28 juillet 1791, œuvre de la Constituante, reconnaissait aux propriétaires fonciers jusqu'à 100 pieds de profondeur, le droit de fouiller sur leur propre sol : la nation se réservait de disposer des tréfonds sous forme de concession. Ces dispositions n'étaient toutefois pas applicables aux

mines de fer dont l'exploitation était soumise aux prescriptions spéciales suivantes : « Il ne pourra, à l'avenir, être établi aucune usine pour la fonte des minerais qu'ensuite d'une permission qui sera accordée par le Corps législatif. » Cet article était en somme la reproduction de l'édit de 1723. En outre : « tout demandeur en permission d'établir un ou plusieurs fourneaux ou usines, sera tenu de désigner les moyens qu'il a de se procurer les minerais, et l'espèce de combustible dont il prétend se servir pour alimenter ses fourneaux (art. 4). La permission d'établir une usine pour la fonte des minerais emportera avec elle le droit de faire des recherches dans les propriétés étrangères. Les concessionnaires ne pourront ouvrir leurs fouilles dans des terres labourées, jardins, vignes, etc..., que du consentement des propriétaires de ce fonds qui ne pourront, dans aucun cas être forcés à le donner (article 6). Lorsque la présence du minerai a été constatée, et si le propriétaire du terrain, après l'expiration d'un délai déterminé, ne fait pas l'extraction dudit minerai, ou s'il l'interrompt ou ne la suit pas avec l'activité qu'elle exige, les maîtres d'usines pourront se faire autoriser à y procéder eux-mêmes (article 10). Lorsque sur le refus du propriétaire, les maîtres d'usines auront fait extraire le minerai, le prix en sera réglé entre eux, de gré à gré ou par experts choisis ou nommés d'office (article 12). Indépendamment du prix du minerai, le maître de forges sera tenu d'indemniser lesdits propriétaires, soit à raison de la non-jouissance des terrains, soit pour les dégâts qui seront faits à la superficie (article 13). La mine extraite de la terre pourra être lavée et transportée en toute saison, à charge pour les maîtres de forges de dédommager ceux sur la propriété desquels ils établiront des

patouillets ou lavoirs, des chemins pour le transport ou charroi (article 17). L'exploitation ou fouille dans les bois est soumise à des formalités spéciales (article 15). »

L'ancien principe qui consistait à traiter les minerais de fer différemment des autres minéraux et à considérer son exploitation plutôt comme une exploitation secondaire de la métallurgie que comme une industrie indépendante, se trouvait ainsi maintenu.

La nécessité d'employer la houille au lieu du charbon de bois, pour la production du fer et pour la fabrication des balles de fusil, nécessité que constatait aussi le rapport sur les forges de Moyeuve devenues bien national, se manifestait de plus en plus, surtout à Hayange où cette branche de l'industrie avait déjà pris un développement considérable. Déjà auparavant Charles de Wendel avait obtenu l'autorisation de faire des recherches dans un rayon assez étendu autour d'Hayange, en vue d'y découvrir de la houille. Quand la nouvelle loi sur les mines fut mise en vigueur, ses héritiers adressèrent à l'administration, le 20 avril 1792, le mémoire suivant, dans le but de s'assurer la propriété du charbon qu'on pourrait éventuellement découvrir.

*« A Monsieur le Président et Messieurs les Membres
du Département de la Moselle,*

» Ont l'honneur d'exposer Wendel l'aîné, Balthasar et la Cottière que feu le Sieur Wendel, leur père et beau-père, à cause des exploitations des mines de fer et des avantages que procurerait à la province la découverte de mine de charbon de terre ou houille, ayant demandé et obtenu du Conseil une permission de faire des recherches et fouilles dans un arrondissement dont le village de Eutrange était le centre,

lequel comprenait les côtes Saint-Michel et Batzeller, ban de Metzange et Beuvange, les bans d'Algrange, Nilvange, Hayange et Machepic d'environ trois lieues de rayon, ladite permission avait été prolongée, lorsque la mort enleva le Sieur Wendel père à sa famille. Des affaires principales éloignèrent la Dame sa veuve de cet objet de recherche de charbon de terre sans que cependant les employés dans ses affaires aient cessé de temps à autre de faire quelques fouilles.

» Les Sieurs Wendel l'aîné, Balthasar et la Cottière ayant obtenu de Ma dite Dame, leur mère et belle-mère, de faire à leur compte risque et péril toutes recherches de charbon de terre sur la permission qu'elle avait cy-devant obtenue, se sont particulièrement occupés de tel objet et notamment encore près d'Hayange.

» En conséquence les Sieurs exposants supplient très humblement Monsieur le Président et Messieurs les Membres du Département de leur permettre de continuer de faire des recherches et fouilles pour la découverte du charbon de terre dans les environs du village d'Hayange près Thionville dans un arrondissement de 3 lieues en tous sens à partir dudit Hayange comme centre, à l'exclusion de tout autre, en cas de découverte et de réussite leur en accorder la concession à perpétuité par forme d'indemnité en considération des frais que les suppliants ont déjà faits et seront encore dans le cas de faire.

» Hayange, le 20 avril 1792.

» *de Balthasar, ainsy qu'au nom des
Sieurs Wendel l'aîné et la Cottière, ses beaux-frères
tous deux absents* ».

» Pareille requette a été adressée le 20 juillet de l'année dernière à Monsieur d'Hunoltsein, président).

Les travaux de fouilles, quoique répétés à différentes reprises restèrent d'ailleurs sans résultat. Mais déjà nous voyons apparaître cette préoccupation dominante de la maison de Wendel d'assurer son indépendance comme combustible. Parmi les signataires du mémoire ci-dessus, il faut relever le nom d'Ignace de Wendel, fils aîné de Charles de Wendel. Primitivement officier d'artillerie, il se consacra ensuite à l'industrie et créa plusieurs établissements importants, tels que les manufactures d'armes de Charleville et de Tulle, la fonderie de canons d'Indret, les forges de Berchivé qui furent brûlées pendant les guerres de la Révolution. En 1782 il s'associa avec M. de Sérilly pour fonder l'établissement qui est devenu aujourd'hui le Creusot; il se proposait d'y exploiter les procédés d'un ingénieur anglais M. Wilkinson, pour la fabrication du fer au coke, mais les événements politiques empêchèrent le succès de cette entreprise. Il se rendit alors en 1792 à Hayange auprès de sa mère qu'il aida de ses conseils. Esprit distingué, il était en relation avec la plupart des savants de son temps; il a laissé de nombreux écrits sur la métallurgie au XVIII^e siècle et fut le promoteur de la fabrication de la fonte au coke.

Avant le retour de son fils Ignace, ce bohème de l'industrie, M^{me} d'Hayange avait été aidée dans la direction des usines par son gendre, M. de Balthasar, lieutenant-colonel au régiment suisse de Diesbach; elle avait une seconde fille mariée au capitaine de La Cottière.

Mais bientôt la Terreur emprisonna M. de Balthasar tenu pour suspect en sa qualité d'ancien officier d'un régiment suisse dévoué au roi. D'autre part, Ignace de Wendel dont la sécurité personnelle paraissait de jour en jour plus menacée, se retira en Luxembourg dans le courant de 1793,

puis en Saxe où il mourut deux ans plus tard à Ilmenau après avoir entretenu un commerce suivi avec Goethe. M^{me} de Wendel resta donc seule à Hayange pour défendre le patrimoine familial exposé aux attaques incessantes des hommes du pouvoir.

Dès le 9 février 1792, l'Assemblée Législative avait déclaré biens nationaux toutes les propriétés foncières des émigrés, mettant ainsi la nation en possession d'une quantité innombrable de biens. Des décrets du 19 mars, du 1^{er} août, puis du 19 novembre 1793 vinrent encore aggraver ces mesures; la mise hors la loi suffit pour entraîner la confiscation des biens; quiconque, d'ailleurs, conservait sur son immeuble les insignes du pouvoir royal pouvait encourir la même peine.

Ignace de Wendel avait émigré : de même Balthasar, quoique enfermé dans les cachots de la Convention, avait été porté sur la liste des émigrés. Mais, Charles de Wendel en mourant avait laissé à sa veuve toute sa fortune. Marguerite d'Hausen, en sa qualité de légataire universelle, était donc seule propriétaire d'Hayange; il n'y avait par conséquent nul motif de procéder à la confiscation des forges. Le gouvernement crut cependant pouvoir passer outre et prononcer la déchéance de M^{me} de Wendel dans ses biens, comme mère d'émigrés. Cependant, pour éviter un arrêt de l'exploitation Wendel, le gouvernement pour lequel les fournitures de munitions revêtaient alors une importance exceptionnelle en raison des nécessités de la guerre, se borna à séquestrer la totalité des établissements Wendel et à soumettre leur exploitation à la surveillance du ministère de la guerre. M^{me} de Wendel continua d'abord à prendre une part très active à l'administration des forges;

ce n'est que plus tard que Gaud, le délégué de la Guerre est cité comme le seul fondé de pouvoir et directeur responsable des établissements.

 L'on éprouvait d'ailleurs les plus grandes difficultés pour se procurer la main-d'œuvre nécessaire. Les besoins du recrutement surtout, dans ces provinces de l'Est, enlevaient aux usines leur personnel indispensable. Aussi le représentant du peuple près de l'armée de la Moselle crut-il devoir prendre l'arrêté suivant : « La citoyenne Wendel, propriétaire des usines d'Hayange, d'Hombourg, Creutzwald et Sainte-Fontaine est autorisée, non seulement par la loi, mais encore par le représentant du peuple près l'armée de la Moselle, vu l'urgence de conserver tous les ouvriers quelconques et en quel lieu qu'ils résident ainsi que les citoyens utiles aux écritures et surveillance pour le service des dites forges cy-dessus dénommées, il est donc défendu au nom de la Nation et de ses intérêts, de troubler ou retenir aucun objet, ni ouvriers utiles, sous le prétexte de recrutement ou de marche en masse; le tout étant fondé sur le bien général, rendons responsables toutes les municipalités du ressort desquelles dépendent lesdites usines de l'exécution du présent, et leur enjoignons d'en donner avis au district duquel ils dépendent, comme aussi la citoyenne Wendel est responsable de l'abus qu'elle en pourrait faire en favorisant qui que ce soit.

» A Hayange, le 4 septembre 1793, l'an II^e de la République Française une et indivisible.

» CUSSET,

» *Représentant du peuple près l'armée de la Moselle.* »

Il fallait aussi assurer l'apport régulier des matières pre-

mières. Aussi les « commissaires chargés par la représentation nationale d'aviser à tous les moyens propres à tenir les usines d'Hayange dans le meilleur état d'activité possible » adressaient-ils le 2 décembre 1793 une requête aux administrateurs du district de Briey, demandant que tous les voituriers d'Hayange, Nilvange, Knutange et Ersange fussent mis à leur disposition uniquement pour « voiturier le charbon nécessaire à l'entretien journalier attendu qu'il n'existait plus de charbon aux fourneaux d'Hayange que pour les alimenter pendant quinze jours ».

L'autorité dut aussi se charger de fournir des vivres aux ouvriers. La plus grande activité régnait alors dans les forges. Aux termes d'une déclaration, signée Hausen-Wendel, en date du 4 décembre 1793, la quantité de fonte et de fer produite par les usines d'Hayange, par 24 heures, se montait, à cette époque, à : 600 boulets de 4 pouces, 248 boulets de 8 pouces, 52 obus de 6 pouces, 32 obus de 8 pouces et 4.800 balles de fer battu. Le 3 germinal an II (23 mars 1794) le citoyen Gaud, régisseur des forges d'Hayange, écrivait aux administrateurs du Directoire du district de Briey, que : « malgré les difficultés qu'il a eu à surmonter pour se procurer du combustible, les forges ont pu produire, du 9 avril 1793 au 10 janvier 1794, un poids de 1.099.572 livres en obus et boulets, 30.000 livres de fer rond et 162.382 livres en petites balles de fer battu pour le service de l'artillerie, lesquelles munitions ont été livrées directement à l'armée en campagne ».

Cependant, les ressources financières manquaient, l'État ne payant pas les fournitures. Les ouvriers, non payés, menacèrent de quitter les usines. La municipalité se fit l'écho de ces récriminations en adressant aux administra-

teurs du district de Briey une pétition où elle déclarait : « que si l'on ne payait pas immédiatement les ouvriers, ils chercheraient ailleurs de quoi exister, et abandonneront le travail ». Cette pétition est en date du 11 germinal an II. Pour parer quelque peu au manque d'argent, le directeur de l'artillerie Gaudchamps fit expédier à Gaud, le 18 germinal an II, un acompte de 24.000 livres; il déclarait en même temps ne pouvoir faire davantage. D'autre part, les charrois étaient devenus impossibles, faute de fourrage pour les bœufs ou chevaux et le transport des munitions, dans ces conditions ne pouvait non plus se faire.

Il est probable que cette disette de ressources, dans un pays riche à la fois de son industrie et de son agriculture, était due au système, alors en vigueur, des assignats contre lesquels nul n'était pressé d'échanger ses produits, et la dépréciation sans cesse croissante de ce papier-monnaie, n'était pas faite pour remédier à cet état de choses. La situation n'était d'ailleurs pas meilleure à Moyeuve où des grèves se déclarèrent à l'usine qui était alors exploitée nationalement par un certain Savouret.

Entre-temps, le ministère de la guerre à Paris, auquel l'administration des forges en régie occasionnait de fréquentes tracasseries, songea à faire procéder à l'adjudication à bail des forges d'Hayange. Toutefois l'exécution de ce projet traîna plusieurs années. Ce n'est qu'en 1797 que l'administration centrale, enfin résolue, fit annoncer par voie d'affiches la mise en adjudication des forges pour une période de dix-huit années. M^{me} de Wendel adressa alors à l'administration de la Guerre la lettre suivante :

« Au citoyen Ministre de la Guerre. La Veuve Wendel, propriétaire des forges d'Hayange, Hombourg et autres,

département de la Moselle. Vous expose qu'elle est informée que l'administration centrale dudit département vient de faire annoncer par des affiches que les forges d'Hayange et dépendances, seraient laissées à bail le 1^{er} fructidor prochain pour dix-huit années. L'exposante ne vous fatiguera des malheurs qu'elle et sa famille ont éprouvés, mais elle a l'honneur de vous représenter que dans la propriété de ces forges, le citoyen Balthazar, son gendre, cy-devant lieutenant-colonel au régiment Suisse de Diesbach, y a la totalité de sa fortune, qu'il a été inscrit mal à propos sur la liste des émigrés dont il a déjà été rayé provisoirement, et il vient de produire un acte d'origine Suisse pour opérer sa radiation définitive; cette pièce est entre les mains de l'agent du canton de Berne.

» Ces forges ont de tout temps été exploitées par la famille pour le service de l'artillerie, elle n'a cessé depuis plus de soixante ans de livrer les munitions nécessaires aux arsenaux de terre et de mer; l'artillerie connaît les sacrifices qu'elle a faits pour perfectionner ses établissements; les témoignages qu'elle vous en a produits ne laissent aucun doute à cet égard. Ces forges ont été mises sous le séquestre depuis environ quatre ans, sous prétexte qu'elle est mère d'émigrés; l'artillerie s'est à cette époque chargée de leur exploitation; l'exposante a le plus grand intérêt à la continuer tant par rapport à son gendre que par rapport à ses créanciers; elle espère que l'on aura égard à ces anciens et loyaux services et que le gouvernement par une suite de sa justice ne voudra pas à la veille du rapport d'une loi révolutionnaire qui a mis ses biens sous séquestre les aliéner par un bail qui détruirait toutes ses espérances. Si cette entreprise passait en d'autres mains, la veuve Wendel ne

pourrait par la suite prétendre qu'au prix du bail qui serait loin de la mettre à même de payer les intérêts des sommes considérables qu'elle doit sur ces établissements dont les produits ne sont dus qu'à l'industrie et dont les baillistes profiteraient à son détriment ce qui l'exposerait à une insolvabilité absolue....»

Cette lettre, datée du 5 thermidor au V (23 juillet 97) porte en marge l'annotation suivante : « Recommandée avec les plus vives instances par les représentants du peuple, députés du département de la Moselle, soussignés, qui connaissent la vérité des faits exposés en la pétition ». C'est une preuve de l'estime générale dont la dame d'Hayange jouissait personnellement dans toute la région. Le gouvernement parut d'abord disposé à prendre en considération la requête de M^{me} de Wendel. Cependant, le 11 décembre, il se décida à faire procéder à l'adjudication qui eut lieu à l'extinction des feux. A la 25^e surenchère, le citoyen Louis Granthil, résidant à Thionville, emporta la concession à bail moyennant un canon annuel de 51.000 francs. L'adjudication était faite pour dix-huit ans et comprenait les forges d'Hayange, Hombourg et Sainte-Fontaine, la plâtrerie de Saint-Louis et les fourneaux de Kreutzwald, ainsi que tous les bâtiments en dépendant et autres biens appartenant à la dame de Wendel, en bois, terres, prés, moulins, étangs, maisons, etc., tels qu'ils sont et se comportent. On ne laissa à M^{me} de Wendel que la jouissance d'un appartement au château d'Hayange avec une partie du jardin. Le bailliste s'engageait à exécuter avec exactitude toutes les commandes qui lui seraient faites par le service de l'artillerie.

Le ministère de la Guerre s'empressa de ratifier l'adjudi-

cation et manifesta par la suite la satisfaction que lui donnait cette combinaison, quand il fut question de procéder à la vente des forges. Il craignait en effet qu'on ne provoquât ainsi une révolution complète dans l'économie intérieure de l'usine et peut-être même une interruption dans la fourniture des munitions d'artillerie, si indispensable à cette époque. L'adjudicataire Granthil venait précisément de prendre commande de « 276 milliers de fer, 20.000 boulets, 7.000 bombes, 12.000 obus et quantité d'essieux et autres objets dont il importait qu'aucun obstacle n'arrêtât l'exécution (1) ».

Le gouvernement crut cependant devoir passer outre. Il fit procéder à une estimation de la totalité de la fortune de la famille Wendel : le résultat de cette estimation, sans doute peu bienveillante, fut de 937.840 francs à l'actif contre 589.076 francs au passif, soit un peu moins de 350.000 francs nets. Les forges d'Hayange furent évaluées à 200.000 francs. Jugeant que cette somme représentait à peu près la part des membres émigrés de la famille, le gouvernement confisqua comme bien national les établissements d'Hayange. M^{me} de Wendel fut laissée en possession des autres usines grevées de la totalité du passif. En réalité, les forges d'Hayange représentaient la part la plus précieuse du patrimoine Wendel : la meilleure preuve en est que le canon auquel Granthil avait été imposé fut seulement ramené de 51.000 à 30.600 francs. M^{me} de Wendel dut d'ailleurs vendre peu après, ce qui lui avait été laissé, pour éteindre les dettes de la famille.

C'est le 23 germinal an VIII, que le gouvernement fit

(1) Lettre du ministre de la guerre au ministre des finances.

procéder à la vente des forges par adjudication publique. La mise à prix fut fixée à 1.224.000 francs, soit plus de six fois le prix d'évaluation sur lequel on s'était basé pour confisquer les forges. Celles-ci furent adjugées au bailliste Granthil, après de nombreuses surenchères. Le procès verbal s'exprime à ce sujet ainsi qu'il suit : « Il a été allumé un premier feu pendant la durée duquel lesdits forges ont été portées :

- à 4.000.000 fr. par le citoyen Druneau, demeurant à Luxembourg;
- à 5.000.000 fr. par le citoyen Cerf Goudchaux, de Metz;
- à 6.000.000 fr. par ledit citoyen Druneau;
- à 7.000.000 fr. par le citoyen Granthil, demeurant audit Hayange;
- à 7.010.000 fr. par ledit Druneau;
- à 8.000.000 fr. par ledit citoyen Granthil;
- à 8.010.000 fr. par ledit Druneau;
- à 9.000.000 fr. par ledit citoyen Granthil;
- à 9.010.000 fr. par ledit citoyen Druneau;
- à 10.000.000 fr. par ledit citoyen Granthil;
- à 10.010.000 fr. par ledit citoyen Druneau;
- à 11.000.000 fr. par ledit citoyen Granthil; et ledit feu éteint, nous avons fait allumer un second, pendant lequel l'enchère a été portée.
- à 12.500.000 fr. par le citoyen Druneau;
- à 12.510.000 fr. par le citoyen Bodron;
- à 13.000.000 fr. par le citoyen Granthil;
- à 13.500.000 fr. par le citoyen Gœury, Marchand;
- à 14.000.000 fr. par le citoyen Granthil; et le 2^e feu éteint avons fait allumer un troisième, pen-

dant lequel l'enchère a été portée à 15.000.000 fr. par ledit citoyen Gœury; à 16.000.000 fr. par ledit citoyen Granthil;

On reste stupéfait à l'énoncé de ce chiffre. En possession du bail depuis bientôt une année, Granthil devait être à même de se rendre compte du revenu possible des forges. Quelque considérables que fussent alors les fournitures pour l'armée, elles ne pouvaient, à beaucoup près, donner lieu à des bénéfices justifiant un prix d'acquisition aussi élevé. D'autre part Granthil ne pouvait spéculer, pour effectuer ses paiements, sur la dépréciation des assignats alors disparus. Il avait bien été créé des « billets de rescription » qui étaient acceptés en paiement lors des ventes de biens nationaux. Ces billets étant sujets à de nombreuses fluctuations sous l'influence des nouvelles de la guerre, il n'était pas rare que l'on pût s'en procurer à 80, 60 et même 50 % de leur valeur; c'est ce que firent sans nul doute Granthil et sa société. Mais lors même de cette hypothèse, et dans le cas le plus favorable, les 16 millions précités ne se seraient encore trouvés réduits qu'à huit, et ce dernier chiffre demeure pareillement inexplicable.

Dans de telles conditions, l'entreprise de Granthil ne pouvait prospérer. Pût-il même réunir les 16 millions en question, cela est fort douteux. Toujours est-il qu'il fit de mauvaises affaires, fut mis en faillite et déclaré déchu de son acquisition. Par arrêté du 16 floréal an XI (5 mai 1803) l'administration ordonna la revente des forges. Cette nouvelle adjudication eut lieu le 8 messidor (27 juin) : la mise à prix fut cette fois de 201.900 francs seulement, le 10^e en sus compris, et non plus de 1.224.000 francs et « personne n'ayant enchéri, dit le procès-verbal, nous avons fait

allumer un premier feu, pendant lequel le prix du bien ci-dessus désigné a été porté à la somme de 215.000 fr. par le citoyen Charles Auburtin cadet, négociant à Metz; ledit feu éteint, nous en avons successivement fait allumer trois autres, le dernier desquels s'est éteint sur l'enchère faite par le citoyen Auburtin cadet à la somme de 222.000 fr. Nous avons fait allumer un cinquième et dernier feu, lequel s'étant éteint sans enchères, avons adjugé et adjudgeons audit citoyen Charles Auburtin cadet, comme dernier enchérisseur, le bien ci-dessus spécifié et désigné, moyennant le prix et somme de 222.000 fr. formant le montant de la dernière enchère... Laquelle adjudication ledit citoyen... a déclaré être pour et au profit du citoyen Charles Wendel, résidant à Immering, département de la Sarre, François Wendel, Jacob Lacottière, tous deux résidant à Metz à ce présent, lesquels en ont accepté la propriété, chacun pour un quart, pour eux et leurs héritiers ou ayant-cause, et le quatrième quart pour et au profit du citoyen Alexandre Balthazard, résidant à Hombourg près Francfort... Et pour sûreté du prix de la dite vente lesdits et nommés acquéreurs ont présenté pour cautions et principal payeur, etc., etc. »

Il semble que le prix d'adjudication de 1803 correspondait bien à peu près à la valeur des usines, si l'on tient compte de la dépréciation qui résultait, pour la propriété, de l'état instable de la paix en Europe. Il était, en tous cas, nul ne le contestera, beaucoup plus en rapport avec la productivité possible de l'usine que le prix de l'adjudication Granthil. Les héritiers de Marguerite d'Hausen, ses petits-fils, Charles et François de Wendel, rentrèrent aussitôt à Hayange pour assumer la direction des forges.

La dame d'Hayange ne vit pas la réintégration des siens dans leur propriété; après une vie consacrée tout entière à la défense du patrimoine familial, elle s'était éteinte le 25 janvier 1802 à Metz où, depuis peu, elle vivait, retirée.

François de Wendel revenait de l'exil, dépourvu de toute ressource financière; il ne possédait en propre que 30 louis; c'est grâce à l'appui d'amis de sa famille et au moyen d'un emprunt réalisé auprès d'un banquier de Mulhouse qu'il put racheter les forges et les remettre en exploitation. Sous l'impulsion que leur donna leur nouveau propriétaire les forges d'Hayange ne tardèrent pas à connaître une nouvelle ère de prospérité. La guerre qui éclata bientôt de nouveau n'exerça aucune influence fâcheuse sur la marche des affaires et la période de paix qui succéda en 1815 aux guerres de l'Empire vit encore se développer la production progressive d'Hayange. Cette époque est aussi marquée par une acquisition considérable, celle des forges de Moyeuivre, que Nicolas Marin revendit à François de Wendel le 6 octobre 1811. Il les tenait d'un certain Villeroi qui les avait acquises du Domaine dans le courant de 1797 moyennant un prix de 179.400 francs. Ainsi se trouvaient réunies en de mêmes mains ces deux localités industrielles jusqu'alors rivales et qui étaient désormais destinées à prospérer sous une même direction. Des deux grandes forges lorraines, l'une privée, l'autre domaniale, c'était finalement la première qui l'emportait en absorbant sa rivale.

Métallurgiste distingué, en digne fils de son père Ignace, François de Wendel importa en Lorraine les procédés de puddlage à la houille qu'il avait été étudier sur place en Angleterre, ne craignant pas de revêtir dans ce but la cotte bleue de l'ouvrier. La mise en œuvre de la nouvelle méthode

n'alla pas sans difficultés. Dans son journal où il consignait les notes les plus diverses, François de Wendel se plaint à fréquentes reprises des tracas et des déboires que lui cause la fabrication de ce qu'il appelle la fonte anglaise. Cependant son énergie et sa patience finirent par triompher de la routine et des obstacles de toutes sortes : quand il mourut en 1826, encore jeune, la production des usines s'élevait à environ 3.000 tonnes de fonte et 2.600 de fers. L'extraction de minerai se montait à 9.000 tonnes.

M^{me} François de Wendel, héritière de son mari, continua à administrer les usines. En réalité la gérance fut exercée par son gendre, M. de Gargan, aidé ensuite de M. Charles de Wendel, son beau-frère. Sous la direction de ces deux messieurs, les usines s'accrurent des houillères de Petite-Rosselle et des fours à coke de Hirschback. Le sondage effectué par M. de Gargan dans le but de trouver de la houille est le premier auquel on ait procédé en Lorraine. Ce sondage fut pratiqué à proximité immédiate de la frontière dans l'espoir de recouper les filons des mines rhénanes. Aujourd'hui Petite-Rosselle est un des plus beaux fleurons de la couronne industrielle de MM. de Wendel.

A la mort du baron de Gargan survenue en 1851, M. Charles de Wendel conserva seul la direction des usines. C'est à lui que sont dus les premiers fourneaux à récupération de chaleur qui aient été établis à Hayange. C'est également lui qui créa en 1854 l'usine de Stiring-Wendel, à proximité des houillères de Rosselle : cette usine prit aussitôt un développement considérable sous l'impulsion que surent leur donner MM. Charles de Wendel et Théodore de Gargan, ce dernier associé à la gérance depuis 1857. Quand Charles de Wendel mourut, en 1870, à la veille de

la guerre, il laissait les forges en pleine prospérité industrielle, mais dans une situation que les événements politiques allaient rendre bien critique. La production des fourneaux s'élevait à cette époque, au total de 134.000 tonnes réparties entre les établissements d'Hayange, Moyeuvre et Stirin, ce dernier ayant pris un développement tout particulièrement important.

Le tableau ci-dessous donne d'ailleurs l'indication de la marche ascensionnelle de l'affaire pendant la période 1850-70. On peut se rendre compte que, lorsque éclata la guerre, les forges étaient en voie de développement rapide puisque, dans l'espace des 6 ou 7 dernières années, la production de fonte était passée de 80 à 130.000 tonnes et la production de fers de 60 à 110.000.

	Production de fonte	Production de fer
1850.....	22,370 t.	18.874 t.
1851.....	26,455 t.	21.073 t.
1852.....	30,488 t.	26.352 t.
1853.....	28,893 t.	27.405 t.
1854.....	42,402 t.	35.225 t.
1855.....	45,218 t.	37.170 t.
1856.....	55,121 t.	41.974 t.
1857.....	57,100 t.	39.259 t.
1858.....	55,899 t.	35.810 t.
1859.....	49,510 t.	42.588 t.
1860.....	60,533 t.	48.396 t.
1861.....	68,232 t.	50.291 t.
1862.....	85,584 t.	64.143 t.
1863.....	80,351 t.	61.433 t.
1864.....	88,157 t.	61.588 t.
1865.....	104,416 t.	78.435 t.
1866.....	126,287 t.	79.755 t.
1867.....	133,550 t.	87.155 t.
1868.....	130,158 t.	100.621 t.
1869.....	134,439 t.	110.351 t.

En juillet 1870 tout fut arrêté; les hauts fourneaux

furent bouchés. L'usine de Stirin fut même le théâtre d'un violent combat à la suite de la journée de Forbach; un millier d'hommes, dit-on, y furent mis hors de combat.

Les pertes matérielles dépassèrent 1.500.000 francs.

M. Henri de Wendel qui, depuis la mort de son père, Charles de Wendel, assistait son oncle de Gargan dans la direction des affaires, fut, dès le début de la guerre, interné par les Allemands dans la forteresse d'Ehrenbreitstein. Rentré à Hayange après le traité de Francfort, il employa toute son activité à réorganiser immédiatement les usines et à défendre la prospérité des établissements de Wendel contre la concurrence allemande. Passionnément attaché aux anciennes traditions, il s'efforça toute sa vie de les maintenir à Hayange.

Quand les usines furent remises en activité, en février 71, elles comprenaient 14 hauts-fourneaux dont la fonte était presque entièrement transformée dans les fours à puddler. Les produits finis consistaient en rails, fers en barre, tôles, articles de moulage, fil de fer, pointes et autres accessoires de moindre importance.

M^{me} de Wendel mourut en 1872. Peu de temps auparavant l'entreprise avait été constituée en société sous la raison sociale « Les Petits-Fils de François de Wendel » avec le baron de Gargan et MM. Henri et Robert de Wendel comme gérants.

L'exploitation de Stiring-Wendel était devenue fort difficile depuis l'annexion. La Compagnie de l'Est, pour avoir des transports de retour pour ses wagons qui retournaient vides vers la Sarre, avait consenti à MM. de Wendel un tarif très réduit pour les transports de minerai. Les chemins de fer allemands ayant refusé de maintenir ce

tarif, on dut éteindre les fourneaux de Stiring qui fut dès lors alimenté avec des fontes expédiées d'Hayange.

Cette période de 1875-80 marque d'ailleurs pour la maison de Wendel une ère critique. L'usage de l'acier se substituait rapidement à celui du fer qui, à cette époque, rentrait seul dans les moyens de production d'Hayange et de Moyeuve dont les ateliers à puddlage installés par M. Henri de Wendel passaient alors à juste titre pour des modèles du genre. Ce n'est que lorsque le procédé Thomas Gilchrist, que M. Henri de Wendel fut d'ailleurs le premier à appliquer aux fontes phosphoreuses de Lorraine, eut permis de créer l'aciérie d'Hayange, que l'avenir put paraître assuré.

En même temps qu'elle acquérait une licence Thomas pour la Lorraine, c'est-à-dire en 1880, la Société des P.-F. de Fr. de Wendel fondait en Lorraine française la filiale de Jœuf à laquelle MM. Schneider du Creusot apportaient le brevet Thomas dont ils avaient la licence pour la France. Ainsi se trouvaient associées en une même entreprise ces deux maisons d'Hayange et du Creusot entre lesquelles le rôle si important joué par Ignace de Wendel dans la fondation du Creusot établissait déjà une sorte de communauté d'origine.

L'usine de Jœuf était spécialement destinée à la fabrication de rails en acier. Elle constitua une société indépendante.

La fabrication de l'acier qui, de plus en plus, tendait à se substituer à celle du fer, eut pour conséquence l'abandon des usines de Stiring où les lingots d'acier expédiés d'Hayange arrivaient naturellement froids, ce qui, outre les frais de transport, nécessitait un réchauffage coûteux. C'est alors qu'on construisit à Hayange les nouveaux laminoirs de

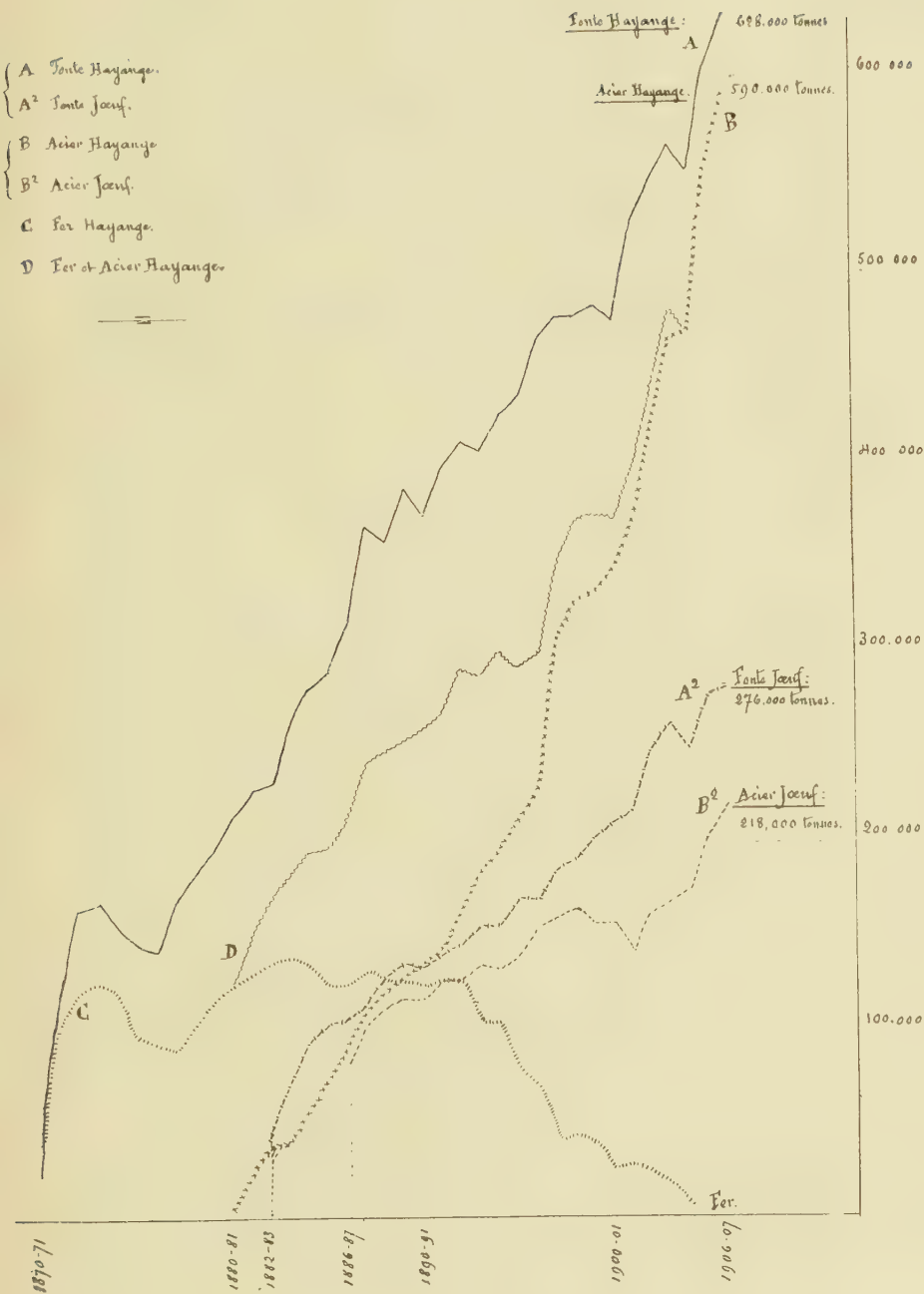
Saint-Jacques, à côté de l'aciérie : cette création date de 1897.

Pendant toutes ces transformations, la production n'avait cessé de se développer d'une façon continue. Croissant régulièrement d'année en année, elle atteignait finalement en 1906-07 le total de 907.000 tonnes de fonte et de 815.000 tonnes d'acier dont plus des deux tiers pour la Société des Petits-Fils, et un peu moins d'un tiers pour Jœuf.

En même temps qu'elle progressait, la production s'était d'ailleurs transformée. La chaudronnerie, la quincaillerie, les articles de moulage avaient constitué longtemps des branches importantes de la fabrication d'Hayange. Pendant toute la première moitié du siècle, MM. de Wendel s'étaient assigné pour but d'approvisionner entièrement en fers de toutes sortes la région avoisinante. Tel était alors le champ ouvert à l'activité d'une entreprise comme celle d'Hayange. Les nouveaux modes de transport, avec la vapeur et les chemins de fer, allaient modifier profondément cet état de choses. Abandonnant désormais au commerce les menues fabrications de pointes, clous, fers à chevaux, vis, petits fers de toutes espèces, véritable bimbeloterie dont, en raison de la minutie qu'elle exigeait, ne pouvait plus s'accommoder une affaire devenue aussi importante, la maison allait tendre, de tous ses efforts, à développer sa production en gros produits et à réduire l'emploi de la main-d'œuvre au moyen d'un outillage puissant. Fabriquant l'acier dans des conditions d'extrême bon marché depuis l'introduction du procédé Thomas, la maison, au lieu de fournir directement le petit public consommateur, allait se trouver en situation d'approvisionner des usines de transformation au moyen d'une fabrication extrêmement simplifiée. Puis quand elle eut suffisamment déve-

loppé sa production d'acier brut, elle s'appliqua de nouveau à transformer elle-même ses produits sans sortir toutefois de la grande fabrication; entrée de bonne heure dans cette voie, elle ne livre plus aujourd'hui au Stahlwerksverband que 12.000 tonnes de demi-produits sur un total de 590.000 tonnes d'acier, cependant que la plupart des autres usines lorraines vendent encore à l'heure actuelle une partie considérable de leur production sous forme de blooms ou de billettes. Ainsi la fabrication de la maison de Wendel dans ces 30 dernières années a subi une double évolution, dont le premier temps fut marqué par l'abandon des petites fabrications en vue du développement de la production brute et dont le second temps constitua au contraire une étape vers le finissage des produits, but pleinement atteint aujourd'hui, dans les usines allemandes des Petits-Fils et en bonne voie de l'être bientôt dans l'usine française de Jœuf. Les courbes ci-contre qui reproduisent année par année les tonnages produits par les différents établissements de Wendel, permettent d'ailleurs de suivre pas à pas le développement et les transformations de la fabrication. Toutes sont d'ailleurs caractérisées par une ascension nettement continue pour peu que l'on néglige quelques variations sans importance d'une année à l'autre. Seule la représentative de la production de fer à Hayange fléchit d'une façon à peu près constante depuis l'année 1884, la fabrication du fer cédant alors peu à peu la place à celle de l'acier, mais la résultante de cette courbe et de celle de l'acier monte, elle, d'une façon ininterrompue jusqu'en 1905 où elle se confond définitivement avec la représentative de l'acier.

On remarquera qu'à Hayange surtout, l'augmentation de la production a été particulièrement rapide depuis 1900.



La production d'acier a presque doublé, passant de 340.000 tonnes à 590.000 en l'espace d'une demi-douzaine d'années. Cette augmentation est due pour partie à la mise en marche de l'aciérie Martin qui a commencé à fonctionner en 1903 et a contribué pour 70.000 tonnes à la production de l'exercice 1906-07.

La production de l'acier s'est développée un peu moins vite à Jœuf où elle est restée à peu près stationnaire pendant la période 1897-1904 pour se relever vivement dans les toutes dernières années.

Si on fait un bloc des usines des deux sociétés, on constate que depuis 1900 la production d'acier a augmenté de 300.000 tonnes; celle de fonte de 200.000 seulement. La quantité d'acier produite par les différents établissements de Wendel en 1901-02 atteignait seulement 498.935 tonnes; elle se montait en 1906-07 à 802. 136 tonnes. C'est là une progression extraordinairement rapide.

Pour réaliser cette énorme production, les usines de Wendel occupent aujourd'hui un personnel de plus de 20.000 ouvriers ou employés.

Le nombre exact de ces ouvriers ou employés auxquels il a été distribué l'année dernière une somme globale de 35 millions de salaires, s'est élevé à 20.387 en 1907. Il était seulement de 13.490 en 1897; il a donc augmenté de 7.000 unités, soit 55 % en l'espace de dix ans.

Ces 20.387 individus dont 890 employés se répartissaient entre les principales usines de la façon suivante :

Usines d'Hayange.....	4.886	} 7.283
Usines de Moyeuve.....	1.270	
Usines de Jamâilles.....	1.127	
A reporter.....		7.283

	<i>Report</i>	7.283	
Chemin de fer.....		1.058	
Mines de fer et M ⁿ		2.129	
Houillère de Rosselle.....	6.036	} 7.394	
Houillère de Hamm.....	1.051		
Fours à coke.....			
Bureaux et Biens Fonds.....		117	
		17.981	
Usine de Jœuf.....		1.920	
Mines de fer Jœuf.....	248	} 486	
— Gr. Moyeuve	238		
		2.407	

S'il faut un nombreux personnel ouvrier pour assurer la marche d'usines aussi importantes que celles des deux sociétés de Wendel, la quantité de matières premières nécessaires à leur consommation normale n'est pas moins considérable. C'est ainsi qu'en 1906-07 les usines de la Société des Petits-Fils ont consommé :

- 302.000 tonnes de houille;
- 787.000 tonnes de coke;
- 1.857.000 tonnes de minerai de fer;
- 76.000 tonnes de minerai de manganèse;
- 52.000 tonnes de laitier;
- 100.000 tonnes de chaux;

soit environ 3 millions $\frac{1}{2}$ de tonnes de matières premières.

Pour avoir la totalité des matières premières consommées par les usines de Wendel Jœuf compris, il faudrait relever

les chiffres précités de 40 à 45 %. Encore n'avons-nous fait état que des matières premières les plus importantes.

Pour approvisionner entièrement les usines en combustible, il faudrait un charbonnage produisant 2 millions $\frac{1}{2}$ à 3 millions de tonnes. De tous les charbonnages français Anzin est le seul à réaliser une pareille production.

Si l'on additionne les quantités de fonte produites par les différents établissements de Wendel depuis 1850, on trouve un total de 19.000.000 de tonnes. Le crassier d'Hayange qui mesure plusieurs kilomètres de longueur et forme dans la vallée une véritable colline, cube d'ailleurs plus de 14 millions de mètres. A Moyeuivre et à Jœuf, les deux crassiers occupant aujourd'hui tous les espaces libres à l'entour des usines, on a dû percer un tunnel à travers la montagne, pour se débarrasser des crasses dans la vallée voisine du Conroy.

Les surfaces couvertes par les usines, cours et bâtiments, atteignent d'ailleurs : à Hayange 72 hectares; — à Moyeuivre et Jamailles, 28 hectares; — à Jœuf 19 hectares.

L'importance des ventes pour l'exercice 1906-07 s'est élevée à Hayange à 80 millions environ; — à Jœuf pour 1907 à 31.500.000 francs.

L'importance réelle de ces ventes ne ressort d'ailleurs qu'incomplètement de ces chiffres bruts. Il faut pour bien la mesurer, tenir compte de ce fait qu'Hayange est à la fois usine métallurgique, houillère et mine de fer. Si la houillère et la mine de fer étaient indépendantes de l'usine de fer, elles auraient des chiffres de vente propres qui ne diminueraient aucunement celui de l'usine et viendraient se juxtaposer à lui. De deux sociétés métallurgiques dont l'une, comme Hayange part de la matière première pour arriver

au produit laminé, et l'autre, simple laminoir, se borne à transformer l'acier brut, le chiffre de vente est identique, si le tonnage est le même ainsi que la nature des produits.

L'importance de ces deux établissements ne peut cependant être comparée.

Nous donnons d'autre part, dans le chapitre suivant, quelques indications sur les moyens de production dont disposent les deux sociétés d'Hayange et de Jœuf.

CHAPITRE III

UNE GRANDE USINE MODERNE

**Outillage et moyens de productions des Forges d'Hayange,
Moyeuvre et Jœuf. — Les Moteurs à gaz.**

**Importance du Domaine minier et houillier des deux Sociétés :
Autonomie qu'il leur confère.**

Les usines métallurgiques exploitées par les sociétés des Petits-Fils de François de Wendel et Wendel et C^{ie}, tant en France qu'en Allemagne, forment trois groupes principaux dont l'un, Jœuf, appartient à la société française, tandis que les deux autres, Hayange et Moyeuvre, dépendent de la Société des Petits-Fils.

Pour éviter des longueurs excessives, nous ne décrirons d'une façon un peu complète que l'usine de Jœuf. Récemment remaniée et pourvue des nouveaux perfectionnements de l'outillage moderne, elle est, d'ailleurs, ou ne peut plus propre à donner idée de ce que peut être une grande usine métallurgique.

Les indications relatives aux autres usines seront beaucoup plus sommaires.

Nous donnerons aussi, en cours de route, les indications techniques indispensables, relatives à la métallurgie du fer et à certaines conditions d'exploitation de cette industrie.

HAUTS FOURNEAUX. — L'usine de Jœuf comprend actuellement sept hauts-fourneaux dont six seulement en activité, le septième venant d'être arrêté. Ces fourneaux, sauf le dernier qui est d'un type plus puissant, sont des fourneaux à production moyenne, ne dépassant pas l'un dans l'autre 130 tonnes par jour. La capacité de production de l'usine ressort ainsi à 800 tonnes par jour environ.

Jœuf a produit en 1907, 281.000 tonnes de fonte. Seules en France, les aciéries de la Marine, avec leur grosse usine d'Homécourt située à 3 kilomètres de Jœuf, arrivent à réaliser un tonnage égal.

Les fourneaux de Jœuf, d'un modèle déjà ancien, ne sont pas susceptibles d'une production très intense. Le chiffre de 130 tonnes obtenu régulièrement représente le maximum ou à peu près, de ce qu'on peut leur demander de façon suivie. Leur capacité est de 400 mètres carrés environ; mais la puissance de production d'un haut fourneau ne dépend pas seulement de sa capacité; elle est encore subordonnée à la façon dont le fourneau est soufflé.

On peut en effet augmenter très sensiblement la production d'un fourneau, en activant les souffleries. C'est ainsi qu'à Moyeuvre dont les fourneaux sont à peu près semblables à ceux de Jœuf, on a pu obtenir un relèvement marqué de la production primitive, en élevant la pression des souffleries de 22 à 28 ou 30 centimètres de mercure. Mais les pressions élevées fatiguent les fourneaux, quand ceux-ci n'ont pas été prévus ni construits pour leur résister, et il pourrait être dangereux de prétendre les pousser à leur limite extrême. Aussi ne dépasse-t-on guère à Jœuf les pressions supérieures à 30 ou 32 centimètres.

Dans un fourneau convenablement construit rien ne s'oppose à ce que l'on n'atteigne des pressions de 50 ou même de 60 centimètres.

Les fourneaux de Jœuf ont 4 fours Cowper, sauf le nouveau qui en a cinq. C'est dans ces fours, alimentés par les gaz des fourneaux, que l'on réchauffe à 600 ou 700 degrés l'air soufflé dans les fourneaux par les machines soufflantes.

Il y a à Jœuf, sept soufflantes à vapeur et quatre à gaz représentant, les unes 2350 HP, les autres 3300. Ces machines ne sont naturellement pas toutes en marche à la fois et constituent aussi les rechanges nécessaires. Il faut compter, pour assurer aux fourneaux une marche normale, une moyenne de 3.000 à 3.500 HP employés aux soufflantes.

Les soufflantes à gaz comportent des ventilateurs, des épurateurs pour le lavage des gaz, et des pompes : les soufflantes à vapeur, des chaudières marchant à la houille ou au gaz, et des pompes d'alimentation.

En dehors des souffleries, l'installation des fourneaux comporte encore :

a) Un monte-charge par fourneau, actionné par pompe à haute pression.

b) Des appareils de refroidissement et de circulation d'eau actionnés par pompes à basse pression.

Il n'y a pas, à Jœuf, de chargeur automatique au gueulard.

Pour obtenir une tonne de fonte, il faut enfourner dans le fourneau 1.100 à 1.150 kilos de coke et 2 tonnes 8 de minerai environ, la teneur de ce minerai oscillant de 30 à 35 %. On recueille, en dehors de la fonte, environ une tonne de laitier et près de 2 tonnes de gaz. Ces gaz contenant 27 à 28 % d'oxyde de carbone sont maintenant utilisés soit comme combustible, soit comme détonant.

La production d'un haut-fourneau, si on fait abstraction de ses dimensions et de son profil, dépend essentiellement de deux facteurs; la richesse du lit de fusion, et la pression du vent. Nous avons vu qu'on pouvait faire varier ce dernier facteur, sous certaines conditions. Reste à savoir s'il est avantageux de le faire.

Quand on augmente la pression du vent dans un fourneau, l'expérience prouve que l'on obtient les résultats suivants : d'une part déperdition de poussière de minerai entraîné; d'autre part augmentation de consommation de coke.

La consommation moyenne de coke des fourneaux d'Hayange, Moyeuvre et Jœuf s'est élevée à :

1.060 kilos en 1902;

1.100 kilos en 1903;

1.096 kilos en 1904;

1.092 kilos en 1905;

1.165 kilos en 1906;

1.154 kilos en 1907;

1.100 kilos en 1908.

L'augmentation de cette consommation concorde avec une période de très grande activité des fourneaux. Il serait peut-être téméraire de l'attribuer uniquement à cette cause; d'autres facteurs ont pu intervenir : la teneur du minerai plus ou moins trié, la qualité du coke, etc. Il n'en est pas moins vrai que 1908, année de ralentissement métallurgique, est marqué par une diminution de la consommation de coke.

La marche aux grandes allures n'est donc pas une marche économique au point de vue coke. Or le coke est le facteur

important dans le prix de revient de la fonte; il représente en effet 70 % de ce prix de revient. Toute augmentation dans la consommation du coke tend donc à élever sensiblement le prix de la fonte; il faut noter toutefois un enrichissement des gaz de fourneau en teneur de carbone, parallèle, sinon identique à l'augmentation de consommation de coke. Etant donnée l'utilisation très complète aujourd'hui des gaz de fourneau, on peut considérer que l'on récupère ainsi partiellement l'excédent de consommation de coke.

La question se résume donc à savoir si l'inconvénient très réel qu'est l'augmentation de consommation de coke se trouve contre-balançé par d'autres avantages. Une marche intensive des fourneaux permet en effet à l'usiner d'amortir plus rapidement son matériel, d'augmenter sa production sans augmenter parallèlement ses frais généraux, de mieux utiliser une main-d'œuvre chère. Ce sont des considérations sur lesquelles les conditions extérieures du marché métallurgique doivent peser d'une façon prépondérante.

Le second élément de la productivité d'un haut-fourneau, c'est, avons-nous dit, la constitution du lit de fusion. Plus la teneur ferrugineuse du minerai est élevée, plus la production du fourneau augmente. Cela se conçoit facilement : la charge contenue dans le fourneau met toujours à peu près le même temps à fondre, quelle que soit la proportion de fer qu'elle renferme, et c'est de cette dernière seule cependant que dépend la quantité de fonte produite. La consommation de coke est également liée à la richesse du minerai en fer, la quantité de fondant nécessaire pour réduire une tonne de minerai ne variant guère non plus.

C'est la raison pour laquelle on relève à Jœuf et à Moyeu-vre où le lit de fusion contient 3 ou 4 % de fer de plus qu'à Hayange, une consommation de coke un peu moindre, quoique la production de fonte par fourneau soit légèrement supérieure.

Des fourneaux, avant d'aller à l'aciérie, la fonte liquide, coulée dans de grands bacs, s'en va au mélangeur. Il y en a 2 à Jœuf, d'une capacité de 90 tonnes chacun, mais il n'y en a jamais qu'un seul en service. Le rôle du mélangeur est de régulariser la réserve de fonte destinée à l'aciérie, à la fois comme quantité et comme qualité. Il importe en effet de n'envoyer à l'aciérie que des fontes de qualité à peu près uniforme. En outre, dans le mélangeur, la fonte achève de se débarrasser de son soufre sans qu'il soit besoin d'intervention chimique nouvelle. Les mélangeurs comportent un élévateur hydraulique pour amener la fonte au haut des mélangeurs, et des appareils hydrauliques de commande.

ACIÉRIE. — L'aciérie de Jœuf comprend six convertisseurs. Les installations accessoires comprennent :

- a) Les machines soufflantes avec leurs chaudières à gaz.
- b) Le service de la réfection des fonds et revêtements intérieurs des convertisseurs, avec des broyeurs et des malaxeurs où la dolomie est coagulée avec du goudron. Comme un convertisseur ne peut faire plus de 80 à 100 charges sans être regarni, il faut refaire les revêtements intérieurs tous les 3 jours environ.
- c) Le service des additions : service de la chaux — fours à ferro-manganèse — cubilots à spiegel;

d) Le service de la coulée, effectué aujourd'hui avec des treuils électriques.

Les convertisseurs de Jœuf ont une capacité de 10 à 11 tonnes. Il n'y en a généralement que deux en service simultanément.

Pour obtenir au convertisseur une tonne d'acier, il faut environ 1.150 kilos de fonte et 200 kilos de chaux. On insuffle dans le mélange liquide un violent courant d'air qui provoque la combustion du carbone, du phosphore et du silicium contenus dans la fonte; au bout d'une douzaine de minutes la combustion est complète. On rajoute alors un peu de manganèse pour recarburer le fer.

La proportion de scories phosphoreuses recueillies à la sortie du convertisseur est de 350 kilos par tonne d'acier.

Suivant que l'on veut obtenir de l'acier dur ou de l'acier doux, on ajoute le manganèse sous forme de fonte spiegel ou de ferro-manganèse. La teneur en carbone de ces deux produits, est à peu près la même 5 % environ; mais le ferro-manganèse contient 75 % de Mn, le spiegel, 20 % seulement. Il en résulte que pour une même quantité de Mn, on introduit près de 4 fois plus de carbone dans la masse d'acier, avec le spiegel qu'avec le ferro-manganèse : or les aciers durs sont ceux qui possèdent un dosage élevé en carbone.

La transformation de la fonte en acier est une opération assez chère. On en évalue le coût à 20 ou 25 francs par tonne d'acier, suivant qu'ils s'agit d'acier doux ou d'acier dur.

L'aciérie de Jœuf passe environ 750 à 800 tonnes d'acier par jour.

Il y a aussi à Jœuf un cubilot permettant de réchauffer la fonte du dimanche, coulée en gueuses, pour la faire passer à l'aciérie. La refonte au cubilot coûte environ cinq francs.

De l'aciérie, l'acier, coulé en lingots de 2 tonnes, est emmené aux laminoirs sur des cars. On procède d'abord au démoulage des lingotières au moyen d'un appareil hydraulique à haute pression, puis, les lingots démoulés qui se sont refroidis pendant le trajet, sont enfournés dans des fours à réchauffer dont il existe deux catégories : pits secs (non chauffés); fours à gaz verticaux, chauffés par gazogène. Deux treuils électriques, et un treuil auxiliaire pour la levée des couvercles des fours, assurent le service d'enfournement et de défournement.

Le lingot sortant des fours doit d'abord être dégrossi au blooming. Sous l'effort des puissants cylindres d'acier qu'actionne une machine de 4.000 HP, le lingot s'aplatit s'amincit, s'allonge. Il est alors sectionné à la longueur voulue. Le blooming comporte, outre sa machine, un basculeur hydraulique, des rouleaux mus par trois moteurs électriques et deux à vapeur, un manipulateur et un appareil de serrage hydrauliques. La cisaille qui découpe en blooms les lingots d'acier, est également hydraulique.

Le passage au blooming coûte une dizaine de francs en amortissement de matériel, consommation de combustible et perte en chutes (extrémités rebutées). Ce déchet de matière peut être évalué à 7 % en moyenne. Une tonne d'acier ne donne guère en effet que 930 kilos de blooms.

Avant de passer aux trains de laminoirs, les blooms sont alors réchauffés dans des fours à gazogène. Il y a à Jœuf deux de ces fours dont le service est assuré par trois chariots transbordeurs électriques et un chargeur également électrique.

Les trains de laminoirs sont au nombre de deux; ce sont le train à billettes, et le train à rails ou poutrelles. Chacun

de ces trains comporte rouleaux de conduite, ripeurs, scie à vapeur et cisailles électriques. Au-dessus de chaque train, un treuil de démontage permet les changements de cylindres nécessités par chaque changement de profil.

Le finissage des rails exige encore plusieurs opérations : c'est le dressage qu'on réalise électriquement; le fraisage pour la mise à longueur, le forage des trous à éclisses. Puis, les rails sont envoyés à l'atelier d'essai où on les soumet aux épreuves du mouton et de la presse hydraulique.

La proportion de métal employé par tonne de produit fini varie beaucoup suivant les profils; elle est particulièrement considérable pour les rails dont les agents des Compagnies rebutent toujours un certain nombre. Aussi faut-il compter près de 1.300 kilos d'acier lingot par tonne de rails acceptés. Le prix du rail par rapport à l'acier lingot se trouve ainsi du seul fait des déchets de matière, augmenté de près d'un tiers. Il faudrait, en revanche, tenir compte de la valeur des chutes et rails rebutés qui doit venir en déduction du prix de revient.

Si l'on prend pour origine la fonte, on peut estimer qu'une tonne de fonte donne en bon produit :

870 kilos d'acier;
805 kilos de blooms;
620 kilos de rails.

En moyenne 700 à 715 kilos de produit fini.

Outre ses deux trains de laminoirs Jœuf possède également un train fil comprenant : un dégrossisseur avec moteur de 1.200 HP et deux cages, un finisseur avec moteur de même force, neuf cages, et trois bobines d'enroulement. Le prix de revient du fil de fer est élevé.

Jœuf fait environ 20 à 25.000 tonnes de machine par an.

L'usine comprend encore des ateliers d'entretien (tours, perceuses, fraiseuses), des ateliers de chaudronnerie, des ateliers de tours à cylindres et une fonderie pour lingotières.

La force nécessaire à la marche de l'usine est assurée par des batteries de chaudières et des moteurs à gaz. Les chaudières, au nombre de 78, ont une surface de grille de 9.700 mètres carrés; elles sont chauffées soit à la houille, soit au gaz de fourneau, et servent à alimenter les soixante-treize machines à vapeur de l'usine dont la force totale dépasse un peu 7.000 HP.

MOTEURS A GAZ. — Les moteurs à gaz sont d'invention récente et Jœuf a été une des premières usines à en avoir. Quand on songea à utiliser comme détonant, dans un moteur, le gaz de fourneau, les maîtres de forges avaient déjà, depuis longtemps, renoncé à le laisser perdre dans l'atmosphère. Ils l'employaient comme combustible aux chaudières où il remplaçait avantageusement le charbon trop cher. Mais ils n'en tiraient pas ainsi le meilleur parti possible. On a constaté qu'utilisé comme détonant dans un moteur, le gaz de fourneau, préalablement purifié et lavé, donne à quantité égale 2 ½ à 3 fois plus de puissance qu'on n'en obtient en le brûlant sous une chaudière. On peut donc réaliser une économie importante sur la consommation de gaz et arriver ainsi à supprimer d'une façon presque absolue l'emploi du charbon. C'est ainsi qu'à Jœuf où les fourneaux produisent environ 7 à 800 mètres cubes de gaz par minute, une partie de ce gaz a pu être économisée depuis l'installation des moteurs, et employée à l'aciérie dont les chaudières mar-

chaient auparavant à la houille et consummaient environ 150 kilos de charbon par tonne d'acier produit. On réalisait ainsi une économie de 2 fr. 50 par tonne, ce qui, pour les 220.000 tonnes d'acier produites par Jœuf en 1907, représente 500.000 francs au bout de l'année. Comme on peut évaluer le coût d'un moteur à 2 ou 300.000 francs en moyenne, la dépense se trouve ainsi amortie en quelques mois, du seul fait de l'économie de combustible.

Voilà la théorie. Malheureusement, en pratique, il en va un peu différemment. Il y a d'abord des frais d'installation coûteux : halles et bâtis de machines, appareils de lavage et de séchage, tuyauteries et conduites. En effet les gaz qui pouvaient être brûlés tels quels sous des chaudières ne peuvent être utilisés dans les moteurs qu'une fois purifiés. Il est vrai qu'aujourd'hui même dans les chaudières, on n'emploie plus que des gaz lavés. Du chef de ces divers frais généraux d'établissement on peut évaluer à près d'un franc par tonne l'augmentation de l'amortissement à pratiquer sur le matériel.

D'autre part les moteurs nécessitent des frais d'entretien considérables; la casse est fréquente, ce qui n'a rien d'extraordinaire si l'on considère la puissance et la brutalité des explosions ainsi que les réactions auxquelles se trouvent soumises les pièces en mouvement. Aussi si l'on tient compte de ces deux ordres de considération, frais généraux d'établissement et dépenses d'entretien, on arrive à cette conclusion qu'il ne reste au total pas grand'chose des 2 fr. 50 d'économie réalisés sur la houille. Il faut considérer aussi que les arrêts des moteurs étant plus fréquents que ceux des machines à vapeur, il faut prévoir des rechanges plus considérables. Il est donc très douteux qu'il y ait

avantage à substituer des moteurs à gaz aux machines à vapeur existantes quand il s'agit d'une installation ancienne entièrement amortie et fonctionnant dans de bonnes conditions. Il n'en serait pas de même pour une entreprise nouvelle qui aurait une installation entière à créer de toutes pièces.

Enfin un inconvénient des moteurs à gaz, c'est leur manque de souplesse. Produisant un débit de force régulièrement constant, ils ne peuvent pas donner le coup de collier qui peut être nécessaire dans une usine. La vapeur, au contraire, constitue un volant d'énergie latent auquel on peut avoir besoin de recourir, le cas échéant, en forçant l'allure des machines. Ainsi les quatre soufflantes à vapeur du Creusot qui existent à Jœuf, quoique nominalelement de 200 HP seulement, en fournissent très bien chacune 300. Au contraire les moteurs à gaz ont chacun un régime déterminé qu'on ne peut faire varier de façon appréciable.

Il y a à Jœuf sept moteurs à gaz de forces et de modèles différents, actionnant, les uns, des machines soufflantes, les autres, des dynamos. Les moteurs soufflants sont trois Creusot de 600 HP, à quatre temps et simple effet, tournant à l'allure de 60 à 65 tours à la minute, et un Ehrart de 1.500 HP dont le régime de 95 tours paraît un peu rapide pour une soufflerie. Les autres moteurs sont deux Nuremberg de 1.100 HP, du type à quatre temps et à double effet, tournant à 105 tours, un troisième Nuremberg de 1.500 HP ayant un régime normal de 95 tours, et un 1.200 HP Creusot deux cylindres à quatre temps. Ces différents moteurs représentent donc une force totale de plus de 8.000 HP dont 3.000 affectés aux souffleries et 5.000 à la production du courant électrique. Avec les 7.000 HP des

machines à vapeur, l'usine de Jœuf dispose ainsi d'une force de 15 à 16.000 HP.

Les forges de Jœuf sont alimentées en minerai par les deux mines de Jœuf en France, et de Gross-Moyeuve en Allemagne. Ces deux mines ont produit respectivement en 1907, 354.000 et 405.000 tonnes, soit au total environ 760.000 tonnes, avec un personnel de 450 à 480 ouvriers.

Jœuf est relié directement par une voie ferrée aux usines des Petits-Fils de François de Wendel.

USINES D'HAYANGE ET DE MOYEUVRE. — Moyeuve n'est distant de Jœuf que de quelques centaines de mètres, mais est situé en aval sur le cours de l'Orne, en territoire annexé. Moyeuve et sa dépendance Jamailles forment un groupe d'usines constituant un ensemble d'une importance un peu supérieure à Jœuf.

Il n'y a, à Moyeuve même, que les hauts-fourneaux, l'aciérie, et quelques ateliers. Les fourneaux, au nombre de sept, sont semblables à ceux de Jœuf et ont une production analogue. L'un d'eux travaille presque toujours au moulage. Moyeuve a fait l'année dernière un peu plus de 300.000 tonnes de fonte.

Les souffleries sont actionnées par six machines à vapeur et trois moteurs à gaz de 600 HP, type Delamarre et Boutteville du Creusot.

L'aciérie comporte quatre convertisseurs seulement, au lieu de six à Jœuf, mais Moyeuve ne fait que de l'acier doux destiné aux laminoirs de Jamailles et l'opération est un peu plus rapide que pour l'acier dur.

Il n'y a, en fait de laminoirs qu'un blooming et un train à billettes avec leurs accessoires nécessaires, fours à

réchauffer et treuils. Les blooms ou billettes sont enlevés et chargés par un transbordeur au moyen d'un aimant de grande puissance.

La force motrice nécessaire à l'usine est fournie par un certain nombre de machines à vapeur et de moteurs à gaz. Outre les trois moteurs mentionnés plus hauts, il y a encore deux Belfort de 600 HP à quatre temps et simple effet, et un 1.200 HP à double effet. Les machines à vapeur sont alimentées par des chaudières pouvant marcher à la houille ou au gaz. La société vient d'ailleurs d'installer une nouvelle batterie de chaudières à gaz, n'ayant pas cru devoir augmenter le nombre de ses moteurs.

L'usine à petits fers de Jamailles qui est en quelque sorte le complément de Moyeuivre, possède dix trains de laminoirs. Sa production est extrêmement diversifiée; elle fait un nombre considérable de profils différents et il n'est pas rare que l'on y monte ou démonte des cylindres pour une commande de 1.000 kilos. La consommation de houille y est considérable en raison de l'absence de gaz de fourneau et de l'obligation où est l'usine de réchauffer tous les demi-produits qu'elle consomme et qui lui arrivent absolument froids de Moyeuivre.

Mais le centre le plus important des usines de Wendel est celui de la vallée de la Fentsch. Il comprend actuellement deux groupes de fourneaux. Des sept anciens fourneaux qui ont produit en 1906-07, 305.000 tonnes de fonte, deux sont actuellement en démolition et seront remplacés par d'autres de plus grand modèle. En revanche deux fourneaux neufs à grand rendement ont été mis en marche au Patural. Quoique leur capacité, 500 mètres cubes environ, ne soit pas très supérieure à celle des anciens, ces fourneaux

devront réaliser une production très supérieure, ayant été construits en vue d'une marche intensive. Jusqu'ici cependant, en raison de la crise métallurgique, on ne leur a demandé qu'une marche réduite, mais on estime que leur production pourra atteindre régulièrement 180 à 200 tonnes, peut-être même 250. Ces chiffres sont encore loin de ceux réalisés aux Etats-Unis, mais il faut considérer la différence de teneur des minerais, certains minerais américains contenant jusqu'à 60 % de fer alors que les minerais lorrains oscillent de 30 à 35 %. Aussi les fourneaux de 5 et 600 tonnes ne sont-ils pas rares aux Etats-Unis : on cite même des records journaliers de 900 tonnes.

Les moteurs à gaz des souffleries du Patural sont du système Korting, à deux temps et double effet, régime normal 65 tours; ces moteurs, d'une force de 5 à 600 HP, paraissent donner jusqu'ici toute satisfaction. Il y en a 2 par fourneau. Pour la mise en marche des fourneaux on s'est servi d'une grosse soufflante électrique recevant son courant de la station centrale. Cette machine pourrait encore servir de rechange en cas d'arrêt des soufflantes à gaz.

Derrière les fourneaux du Patural se trouvent, l'une au-dessous de l'autre, les halles d'arrivée du coke et du minerai. On fait arriver le coke sur les voies inférieures pour éviter qu'il ne se brise en tombant, lors du déchargement, ce que l'on n'a pas à redouter du minerai beaucoup plus dur. Les poches de minerai ou de coke sont montées au gueulard par un élévateur électrique à contrepoids.

Les vieux fourneaux ont leurs souffleries actionnées par des machines à vapeur et deux gros moteurs à gaz.

Hayange possède également deux cubilots. Il y a trois mélangeurs dont un de 250 tonnes et deux de 90 tonnes

destinés à être remplacés par un second mélangeur de 250 tonnes.

L'aciérie d'Hayange comprend six convertisseurs qui passent la production des fourneaux en marche ainsi que la fonte des dimanches de Moyeuve. Il y a en outre trois fours Martin qui ont produit l'année dernière 70.000 tonnes d'acier et consomment en partie les chutes des laminoirs. L'acier Martin coûte un peu plus cher à produire que l'acier Thomas.

Les laminoirs de Saint-Jacques comportent un blooming, trois grands trains, et deux trios pour les petits profils, ces deux derniers actionnés par des machines à volant au lieu de machines à renversement. Saint-Jacques produit au moins 200 profils différents de rails, poutrelles et U. Sa production s'est élevée en 1906-07 à 208.000 tonnes.

Les laminoirs de la Fenderie qui consomment notamment la production des fours Martin ont passé pendant le même exercice 126.000 tonnes. Les tôles sont la branche la plus importante de la production de la Fenderie. Ce nom de Fenderie est resté à cette usine des anciennes fenderies (que les allemands appelaient Spaltereien), où fonctionnaient jadis des machines « à couper le fer en toutes sortes ». On appelait aussi de ce nom des ateliers de forges où, dès le xvi^e siècle, on martelait le fer avec de légers marteaux ou réchaussoirs qui, mus hydrauliquement, donnaient jusqu'à 200 coups et même plus, par minute.

A Hayange se trouvent tous les ateliers : ateliers de tours, ateliers de moulage, de chaudronnerie, de boulonnerie..., etc. Ils occupent environ 1.500 ouvriers.

Il y a encore à Hayange une platinerie devenue aujourd'hui une simple ferblanterie depuis qu'elle a perdu ses

fours à puddler et ses laminoirs. La production de la platinerie s'est élevée à 2.900 tonnes; l'usine occupe 200 personnes.

C'est à Hayange également que se trouvent les fours à dolomie qui subviennent aux besoins des aciéries d'Hayange, de Moyeuvre et de Jœuf.

La force motrice nécessaire à l'usine est fournie par un certain nombre de machines à vapeur, une turbine et des moteurs à gaz. Ceux-ci, en dehors des moteurs à soufflantes déjà cités, sont au nombre de trois et alimentent la station centrale. Les halles à moteurs ont d'ailleurs été construites pour en recevoir prochainement de nouveaux. Il est en outre question d'établir de nouvelles turbines destinées à utiliser les vapeurs de détente des machines.

Hayange possède encore une briqueterie. Mais depuis quelques années on a renoncé à y fabriquer de la brique rouge, la terre à brique étant de qualité médiocre. On a remplacé cette fabrication par celle de la brique de laitier qui est d'un prix de revient inférieur et dont la qualité est supérieure à celle de la brique ordinaire. Quand on laisse couler le laitier incandescent au sortir du fourneau, dans des bassins remplis d'eau, il se granule en sable d'une certaine finesse qui, amalgamé avec de la chaux prend en séchant la cohésion de la brique. L'usine de Schrémange produit ainsi 20.000 briques par jour. Elle fabrique également des briques réfractaires. La brique de laitier est grise, très propre d'aspect et permet d'utiliser un sous-produit des fourneaux. Certaines usines, comme Pont-à-Mousson en font la fabrication sur un très grand pied en vue de la vente au commerce. Schrémange occupe 86 personnes.

Une autre source de recettes accessoires de l'industrie

métallurgique et beaucoup plus importante, réside dans la vente des scories d'aciéries. Ces scories qui contiennent 14 à 20 % d'acide phosphorique, sont très recherchées de l'agriculture qui les emploie comme engrais, une fois concassées et réduites en poudre. Brutes, les scories de déphosphoration valent environ 13 fr. 50 la tonne. Leur vente représente donc encore un chiffre d'affaires important pour des usines comme celles d'Hayange qui en produisent 180.000 tonnes par an. On fait généralement venir le produit de ces ventes en déduction des frais de transformation de l'aciérie.

La maison de Wendel possède aussi des carrières de pierre qui lui fournissent la pierre à un prix à peine supérieur au prix de revient de la brique.

Enfin, indépendamment de ses usines, la société des Petits-Fils possède un domaine foncier considérable dont il faut rechercher l'origine dans l'ancienneté de l'entreprise. Ce n'est que depuis une époque assez récente que l'industrie du fer emploie la houille. Jadis tous les fourneaux se chauffaient au bois, aussi les maîtres de forges devaient-ils s'assurer d'un ravitaillement constant et certain de ce précieux végétal. Primitivement autorisés à se fournir dans les forêts domaniales, ils avaient vu peu à peu cette liberté se restreindre, et c'est ainsi que les propriétaires d'Hayange avaient été amenés à faire l'acquisition d'un certain nombre de forêts pour en tirer leur combustible. Ce domaine comprend aujourd'hui environ 3.000 hectares de bois et 2.000 de terres ou propriétés bâties.

CHEMIN DE FER. — Les différentes usines de la Société sont reliées entre elles par un chemin de fer particulier.

L'établissement de cette voie ferrée qui était primitivement destinée à la remorque des marchandises par traction animale, est fort ancien. Quand on voulut y installer la traction mécanique, il fallut négocier à nouveau avec les communes dont le territoire était traversé ou les chemins coupés, pour en obtenir l'autorisation de modifier le mode de traction. En 1871 la jouissance de la voie principale Hagondange Moyeuvre fut garantie à M.M. de Wendel par le traité de Francfort.

La longueur totale des voies Wendel sans compter les voies étroites atteint 161 kilomètres avec les embranchements, voies de garage ou d'usines., etc. Le mouvement de ce chemin de fer s'est élevé en 1906 07 à 6.586.984 tonnes. Rappelons, pour donner une idée de son importance, que le tonnage transporté par l'Est français la même année s'élevait à 26.255.213 tonnes. Le service du chemin de fer est assuré par 73 locomotives et 500 wagons appartenant à la maison : ces wagons sont exclusivement réservés au trafic intérieur. Les gares de raccordement avec le réseau Etat sont Hayange, Hagondange et Ebange, cette dernière étant la plus importante. Les wagons arrivant chargés aux gares de raccordement doivent être rendus aux chemins de fer d'Alsace-Lorraine dans les 12 heures s'ils ne sont pas rechargés et dans les 24 au cas contraire.

L'usine française de Jœuf est raccordée directement aux voies allemandes par la voie Wendel; c'est en effet d'Allemagne qu'elle reçoit la plupart de ses matières premières, houille et coke notamment. La première lui est expédiée de Rosselle; le second, bien que Jœuf achète également du coke dans le Nord français, provient surtout de Westphalie et bénéficie de la réduction de 3 francs par tonne consentie

à l'exportation par le syndicat westphalien. En revanche Jœuf n'a pu, jusqu'ici être raccordé à l'Est français. Les administrations française et allemande s'y sont alternativement montrées hostiles pour des raisons stratégiques qui paraissent bien exagérées à qui connaît le caractère accidenté de la région et les obstacles naturels que la voie devrait franchir. Même, à deux reprises différentes, MM. de Wendel ayant projeté d'établir un tramway à voie étroite entre leurs usines et la gare d'Homécourt-Jœuf, le gouvernement impérial s'y opposa. Il y a lieu toutefois d'espérer que le développement des industries française et allemande dans la vallée de l'Orne finira par imposer la jonction des réseaux d'Alsace-Lorraine et de l'Est, jonction dont le raccordement de l'usine de Jœuf aux voies françaises sera le corollaire.

La société des Petits-Fils de Fr. de Wendel possède également une voie particulière à Stirin pour l'exploitation de sa houillère de Petite Rosselle. La longueur de cette voie atteint 48 kilomètres.

On voit par cet exposé quelle est l'importance des usines de Wendel et de quels moyens de production elles disposent. Mais ce qui fait la force particulière de cet établissement, c'est, qu'à côté de ce puissant outillage industriel, il possède un domaine minier considérable qui lui assure une très grande autonomie relative. Toutes nos grandes sociétés métallurgiques de l'Est sont largement pourvues de concessions de minerai de fer et n'ont que peu de chose à envier sous ce rapport aux usines de Wendel. Déjà en Lorraine allemande, beaucoup de sociétés sont beaucoup moins richement dotées. Mais, ce qu'aucune société ne possède, ni dans l'un, ni dans l'autre pays, c'est une houillère comme Rosselle située

dans un rayon rapproché des usines et produisant 100.000 tonnes de charbon par mois. Or on sait l'importance du rôle joué par le charbon dans la métallurgie de l'acier. La houille de Rosselle n'est malheureusement pas de la houille à coke, mais cette circonstance, si elle atténue l'avantage que confère à MM. de Wendel la possession de Rosselle, ne diminue pas la valeur de ce magnifique charbonnage.

Voici quelques détails sur l'étendue du domaine minier de la maison de Wendel.

MINES DE FER. — Les concessions de minerai de fer de MM. de Wendel sont parmi les plus anciennes du bassin. En 1871, au moment de la réunion de la Lorraine à l'Allemagne, il existait en tout 13 concessions couvrant une superficie de 8.435 hectares : les 2 concessions de Moyeuivre (2.302 hectares) et de Hayange (1.997 hectares) appartenant à la famille de Wendel, constituaient à elles seules plus de la moitié de ce total. Aujourd'hui les concessions de MM. de Wendel s'étendent sur 12 à 15.000 hectares. La société des Petits-Fils possède en Lorraine annexée 6.188 hectares de concessions auxquels il faut ajouter la concession contiguë de Bois d'Ayrl (432 hectares) en Lorraine française, ce qui fait 6.620 hectares; en outre la société est intéressée avec les forges de Sarrebruck (Burbach) et la firme Metz et C^{ie} dans de nombreuses concessions couvrant près de 5.000 hectares : sa part est de 43 % dans les concessions de Ludelage (ensemble 761 hectares), 80 % dans celles de Hermann et Elizabeth (405 hectares); 50% enfin sur les 4.400 hectares des concessions de Vernéville, Vionville et Rezonville acquises dans le sud du bassin de concert avec Burbach pour y prévenir l'établissement de nouvelles usines.

Quant à la Société française de Jœuf, Wendel et C^{ie}, elle possède en propre les concessions de Gross-Moyeuvre (400 hectares) en Lorraine allemande, de Jœuf (1.312 hectares) et de Mance (720 hectares) en France. Les deux sociétés de Wendel et certains de leurs membres sont en outre intéressés dans plusieurs autres concessions importantes du bassin de Briey.

Les sociétés de Wendel possèdent ainsi près de 11.000 hectares de concessions tant en France qu'en Allemagne; elles ont en outre des participations plus ou moins importantes sur environ 6.000 autres hectares; il est aisé d'apprécier l'importance de ce domaine quand on songe que le bassin lorrain luxembourgeois compte en tout 43.000 hectares, le bassin français un peu plus de 60.000 en tout.

La question de l'approvisionnement en minerai ne se pose donc pas pour Hayange ni pour Jœuf. Les fourneaux sont assurés du minerai nécessaire pour une période presque indéfinie. Telle n'est pas à beaucoup près la situation de toutes les usines de la région. On a prétendu que les gisements lorrain et luxembourgeois seraient épuisés avant un siècle suivant les uns, avant 50 ans suivant les autres. Grâce à l'étendue de ses concessions, la maison de Wendel n'a pas à se préoccuper de cette redoutable échéance, d'autant moins qu'elle limite son extraction strictement à ses besoins et qu'elle s'interdit toute vente de minerai au commerce, ce qui constitue une source de bénéfices immédiats et parfois considérables, il est vrai, mais à laquelle toute direction soucieuse de l'avenir évitera d'avoir recours et qui ne se justifie que pour des sociétés obligées de réaliser des bénéfices par tous les moyens.

Le minerai, à Hayange, est au niveau de la vallée : à

Moyeuvre également. Les galeries sont ouvertes à flanc de coteau, et de certaines mines, le minerai arrive directement aux fourneaux; c'est par exemple le cas de Moyeuvre : à Hamméwillers le minerai est si proche qu'une partie de l'exploitation se fait à ciel ouvert. MM. de Wendel ont actuellement six centres d'exploitation : Jœuf, en France, et, en Allemagne, Gross-Moyeuvre dont la production est absorbée par l'usine française, Moyeuvre, Hamméwillers, Hayaŋge et Bouswald qui donne un minerai siliceux utilisé comme fondant. A Moyeuvre, où les galeries sont maintenant assez longues, le transport des ouvriers aux chantiers, s'effectue au moyen de trains électriques. A Jœuf l'extraction se fait au moyen d'un puits.

La teneur en minerai varie assez sensiblement d'un point à un autre. Les mines de la vallée de l'Orne, avec une teneur moyenne de 33 à 35 % de fer, contiennent environ 3 ou 4% de fer de plus que celles de la vallée de la Fentsch. C'est même là, notons-le en passant, la principale raison des plus fortes consommations de coke relevées dans cette dernière région. Quant aux gisements du bassin de Briey, ils atteignent au contraire fréquemment des teneurs de 36 ou même 38 %; ils présentent en revanche l'inconvénient de ne pouvoir être exploités que par puits, ce qui est beaucoup plus coûteux, et de présenter souvent de fortes venues d'eau. Tel est le cas de la mine de Grand-Fond à Jœuf.

La couche de minerai la plus généralement exploitée dans le bassin lorrain est la couche grise, les autres couches n'ayant pas une teneur suffisante pour l'être avantageusement. Toutefois, à Moyeuvre la couche jaune serait, elle aussi, suffisamment riche; à Jœuf il y aurait même théoriquement trois couches exploitables; la rouge, la grise et

la jaune, ce qui est exceptionnel; malheureusement, ces trois couches sont tellement rapprochées, la jaune et la grise surtout, qu'il paraît difficile de les exploiter successivement; on pourrait craindre, en effet, que les terrains ne conservent pas une solidité suffisante pour qu'on puisse le faire sans danger. MM. de Wendel poursuivent actuellement d'intéressantes expériences à Moyeuvre et à Jœuf pour exploiter successivement chaque couche ou tenter d'enlever d'une seule tranche à la fois, les deux couches les plus rapprochées.

Le nombre des ouvriers employés par MM. de Wendel dans leurs mines de fer atteint aujourd'hui environ 2.400, ouvriers du jour compris. L'extraction totale s'est élevée à 2.600.000 tonnes environ.

La proportion des ouvriers mineurs aux aides est moindre dans les mines de Wendel, Moyeuvre excepté, que dans l'ensemble du bassin, 38,5 % seulement au lieu de 46,4 %; La productivité de la journée d'ouvrier varie considérablement suivant les mines, avec des limites extrêmes de 5,5 à 9 tonnes, suivant les régions exploitées. Elle est généralement plus élevée dans la vallée de l'Orne où se trouvent Moyeuvre et Gross-Moyeuvre, qu'à Hayange même où l'extraction est plus difficile. La moyenne des salaires est de 5,80 m. environ, et 5 14 m. seulement si l'on fait rentrer dans le calcul le salaire des ouvriers du jour.

La production des mines dépendant de la société des Petits-Fils de Fr. de Wendel a passé de 309.000 tonnes l'année d'après la guerre, à :

542.000	.....	en 1880
1.009.000	.....	en 1890
1.324.000	.....	en 1900
1.885.000	.....	en 1907

La production des mines dépendant de Jœuf a suivi une ascension analogue.

MINES DE MANGANÈSE. — MM. de Wendel possèdent aussi des minerais manganésifères dans l'Odenwald; mais ces minerais, d'une teneur médiocre au surplus, ne peuvent suffire à la consommation des usines. Ils assurent néanmoins à MM. de Wendel une certaine indépendance vis-à-vis des producteurs de manganèse avec lesquels ils traitent généralement. Les mines de l'Odenwald occupent en moyenne 150 ouvriers; elles 'ont produit en 1907, 33.140 tonnes de minerai.

MM. de Wendel se procurent au Brésil et en Espagne le surplus du manganèse nécessaire à leur consommation.

MINES DE CHARBON. — La houillère de Rosselle a été citée à différentes reprises. Sise près de Forbach elle avoisine immédiatement la frontière de la Prusse et de la Lorraine. Elle fut découverte à la suite des sondages effectués sous la direction de M. de Gargan dans l'espoir de recouper les couches des charbonnages reconnus de la Sarre. Petite Rosselle occupe aujourd'hui près de 6.000 ouvriers : l'extraction de l'année dernière a atteint environ 1.350.000 tonnes. Comme Rosselle n'est éloignée de Hayange que d'une centaine de kilomètres, MM. de Wendel peuvent alimenter leurs usines en charbon dans les meilleures conditions. Ils n'ont à supporter ni frais de transport exagérés, ni prétentions excessives des producteurs de charbon. Hayange et Moyeuvre ont consommé ainsi l'année dernière 300.000 tonnes de houille de Rosselle : Jœuf en a également absorbé un tonnage important.

La houille de Rosselle ne se prête malheureusement pas à la fabrication du coke. MM. de Wendel se contentent donc de vendre au commerce, notamment aux chemins de fer d'Alsace-Lorraine l'excédent de leur production.

La concession de Petite-Rosselle est très étendue; elle couvre 2.679 hectares et est contiguë à celle de Forbach (2.468 hectares) qui appartient également à MM. de Wendel. L'ensemble des deux concessions dépasse ainsi 5.000 hectares.

Les couches de charbon sont très épaisses à Rosselle; il en existe une de 6 mètres, deux de 3 mètres; les couches de 1 m. 50 à 2 mètres sont la monnaie courante du gisement. La profondeur de celui-ci n'est pas considérable : les premières galeries sont à 350 mètres.

Il y a actuellement à Rosselle cinq puits d'extraction. En outre MM. de Wendel terminent actuellement le forage d'un nouveau puits beaucoup plus important dans une autre partie de la concession, à Stiring-Wendel, dont la cité va retrouver ainsi de nouveaux locataires. Le puits Simon permettra de développer considérablement la production: son forage a présenté de grandes difficultés; il a fallu procéder à la congélation des terrains, en raison des grandes venues d'eau rencontrées dans le fonçage, et isoler le puits dans une ceinture de plaques de fonte pendant la traversée de la zone noyée. Il est probable que d'ici une demi-douzaine d'années le nouveau puits permettra d'atteindre une production annuelle de 2 millions de tonnes.

MM. de Wendel sont propriétaires d'une grande partie de la surface au-dessus de leurs concessions, ce qui leur a évité beaucoup de difficultés et de dépenses pour le fonçage de leurs puits, l'établissement de leurs travaux du jour., etc.

La forêt de Forbach qui couvre en grande partie le gisement de Petite Rosselle, avait été acquise par la maison dès 1826-

Petite Rosselle fut d'abord constituée sous forme de société indépendante. Les actions furent peu à peu rachetées par MM. de Wendel qui, en 1883-84, fondirent Petite Rosselle avec le reste de leurs entreprises.

La propriété de Rosselle confère à MM. de Wendel (1), un avantage très appréciable sur leurs concurrents lorrains. Les autres houillères du bassin sont toutes houillères royales (2), la société des Petits-Fils se trouve donc être la seule usine lorraine possédant un charbonnage à proximité.

La maison de Wendel avait aussi acquis en 1874 les 5/7 du charbonnage des Six-Bonnières, en Belgique, dans le but d'alimenter des fours à coke à Séraing, fours dont l'exploitation est aujourd'hui arrêtée. Ils fabriquent également du coke à Hirschback avec des houilles livrées par les houillères royales voisines, mais ce coke est malheureusement d'une qualité inférieure à celle des cokes de Westphalie. Les fours de Hirschback produisent annuellement de 150 à 200.000 tonnes. En dehors du défaut de qualité de ces cokes, c'est là une quantité notoirement insuffisante, pour la consommation des usines qui atteint près de 90.000 tonnes par mois. MM. de Wendel restent donc sous la dépendance du syn-

(1) La propriété de Petite-Rosselle appartient exclusivement à la société des Petits-Fils; néanmoins la société française Wendel et Cie en bénéficie dans une certaine mesure.

(2) Cependant la houillère de Sarre-et-Moselle appartient à une société; mais elle n'est entrée en exploitation que depuis quelques années et jusqu'ici les résultats de l'exploitation se sont montrés fort médiocres quoique la production ait déjà atteint un tonnage important (5 à 600.000 tonnes)

MM. Röschling ont aussi commencé à foncer un siège près de Sarre-et-Moselle.

dicat des coques, qui est presque entièrement à la discrétion des métallurgistes westphaliens, rivaux directs de l'industrie lorraine. Aussi la société est-elle entrée résolument dans la voie d'acquisition de charbonnages susceptibles de produire la houille à coke. Possédant déjà le minerai et le charbon, comme autrefois le bois, résolue à s'affranchir de la tutelle du syndicat rhéno-westphalien, elle voulut pouvoir fabriquer elle-même le coke dont elle avait besoin. La politique suivie par la maison avait toujours été d'assurer son indépendance vis-à-vis des autres industries. Bien avant que le mot n'eût été inventé par les économistes, elle avait réalisé et pratiqué l'intégration industrielle; ce n'était pas l'heure de changer de méthode. Aussi, dans le courant de 1899, la firme des P. F. achetait près de Hamm, en Westphalie même, une concession reconnue de 1.750 hectares et se mettait aussitôt en devoir de l'exploiter. Les couches de houille à Hamm, sont assez profondes; les puits ont été creusés à 920 mètres, mais on commence à rencontrer le charbon à 562 mètres. Aujourd'hui Hamm sort déjà 15 à 20.000 tonnes de houille par mois (1). La société espère arriver bientôt à une extraction de 5 à 600.000 tonnes, mais, sans même tenir compte de la progression normale que suivra la consommation de coke des usines, cette extraction serait loin de suffire aux seuls besoins actuels de la société. Une tonne de houille ne donne guère que 50 à 60 % de coke; Hamm ne pourrait donc, à beaucoup près, fournir à Hayange la totalité de son coke; ce n'est pas un, mais bien plusieurs

(1) La production de juillet dernier s'est élevée à 19.500 tonnes. — Ce qui entrave le développement de la production à Hamm, c'est le manque d'ouvriers. — L'état de l'exploitation permettrait autrement d'augmenter dès aujourd'hui la production dans des proportions très considérables.

charbonnages qui sont nécessaires à l'approvisionnement en coke d'une firme de cette importance.

Aussi l'effort charbonnier ne se borna-t-il pas à Hamm. En France, la Société des Petits-Fils sut s'assurer la haute main sur la société de Crespin qui était en voie de reconstitution; des travaux méthodiques de recherche y ont été exécutés depuis lors et, si la production de Crespin est encore de peu d'importance (60.000 tonnes), on espère la voir se développer bientôt très sensiblement. La concession de Crespin mesure 2 800 hectares.

D'autre part MM. de Wendel ont également acquis une vaste concession houillère, dans le bassin d'Aix-la-Chapelle. La Gewerkschaft Gluck Auf, dont la société des Petits-Fils détient maintenant la plupart des parts, possède une concession d'environ 2.200 hectares, en pleine région de houille à coke. Il n'y a été fait jusqu'ici aucune espèce de travaux.

Enfin tout récemment MM. de Wendel ont acquis la plus grande partie des actions du charbonnage d'Orange-Nassau, dans le Limbourg-Hollandais. Ce charbonnage qui est déjà en pleine exploitation produit dès maintenant 300.000 tonnes de houille environ. Le charbon qu'on retire des puits actuellement existants n'est pas propre à la fabrication du coke, mais les sondages ont révélé la présence de houille à coke dans toute une partie de la concession. Celle-ci embrasse environ 4.000 hectares.

C'est donc plus de 15.000 hectares de concessions houillères que possède à l'heure présente la Société des Petits-Fils de François de Wendel. Encore est-elle intéressée dans différents charbonnages, notamment en Campine belge. Les houillères appartenant à la Société des Petits-

Fils extraient dès aujourd'hui tout près de deux millions de tonnes; mais Crespin, Hamm, Orange-Nassau sont appelés à se développer, et leur production est destinée à croître rapidement d'ici quelques années. Il est probable que sous peu d'années MM. de Wendel seront aussi gros producteurs de charbon qu'ils le sont aujourd'hui d'acier. D'ores et déjà leur domaine houiller est plus étendu que leur domaine minier pourtant déjà si vaste, comme on l'a vu.

FOURS A CHAUX. — Enfin MM. de Wendel ont acquis avec le concours de la Rombachener Hutte les fours à chaux de Sorey, près de Bar-le-Duc. Sorey produit aujourd'hui 60 à 70.000 tonnes de chaux, quantité insuffisante pour alimenter entièrement les usines, puisqu'il faut compter une consommation de 150 à 180 kilos de chaux par tonne d'acier; toutefois la production de Sorey pourra être augmentée. Il n'était pas sans intérêt pour MM. de Wendel de s'assurer de cette branche d'approvisionnement encore assez importante, puisque leurs mines consomment annuellement environ 140.000 tonnes de chaux.

CHAPITRE IV

LA MÉTALLURGIE ALLEMANDE ET LA MÉTALLURGIE
FRANÇAISE.

**Le Stahlwerksverband. — Les Fusions de Sociétés. —
Tendances de l'industrie allemande. — Politique de la maison
de Wendel.**

Si l'indépendance relative que la société des Petits-Fils de François de Wendels s'est assurée ainsi que nous venons de le voir, la place dans une situation particulièrement favorable, on peut dire, d'une façon plus générale, que la métallurgie lorraine fabrique dans des conditions plus économiques que la plupart des autres centres de production. Hayange est, il est vrai, la seule usine de la région qui possède un charbonnage, mais à défaut de houille, toutes les usines voisines ont du moins le minerai de fer à leur disposition dans un rayon plus ou moins rapproché. Il n'est pas d'exemple de grande société métallurgique ne possédant pas ses mines de fer. Aussi bien la présence des gisements de fer est-elle la raison d'être de ces établissements. C'est à ce sujet que se pose l'éternelle question du fourneau sur la mine ou sur le charbon; le minerai doit-il aller à la houille, ou la houille au minerai? La Westphalie qui possède le charbon doit faire venir son minerai de Lorraine, quand elle ne le fait pas

venir de Suède ou d'ailleurs. La Lorraine, elle, doit se procurer le coke et le charbon qu'elle va chercher en Westphalie. Où, l'usine qui emploie ces deux matières premières, a-t-elle intérêt à s'installer. A première vue la question paraît tranchée en faveur du minerai, surtout quand il s'agit de minerais à teneurs peu élevées. Il faut trois tonnes de minerai lorrain pour produire une tonne de fonte contre seulement 1.150 kilos de coke. Il devrait donc y avoir économie de transport de près de moitié (1). Mais d'autres facteurs interviennent dans le problème qui modifient sensiblement la face des choses. D'abord les usines westphaliennes sont plus à portée des marchés consommateurs; elles bénéficient donc presque toujours du transport du produit fini. D'autre part, bien vues en haut lieu, elles ont obtenu pour les transports de minerai des tarifs autrement avantageux que ceux concédés pour les transports de coke. De plus elles profitent pleinement du réseau de voies navigables qui les relie aux grands centres de consommation et, par le Rhin, à un port de mer où elles reçoivent le minerai étranger et livrent leurs produits à l'exportation.

La question du canal de la Moselle se rattache intimement à ces divergences d'intérêt. Les industriels rhénans autrefois fervents du projet qui leur aurait permis d'amener à

(1) Les frais de transport grevant la tonne de fonte peuvent généralement se décomposer ainsi :

	Lorraine	Westphalie
Minerai de fer....	3.000 k. $\times$ 0.50 = 1.50	3.000 $\times$ 5.50 = 16.50
Coke	1.200 k. $\times$ 6.50 = 7.80	1.50
Minerai de Mn....	1.50	1 »
	10.80	19 »

peu de frais à leurs usines le minerai nécessaire, et d'exporter leurs charbons en France se sont empressés de le combattre sourdement du jour où ils eurent obtenu des chemins de fer royaux les tarifs actuellement en vigueur. De plus ils ont traité de gros marchés de minerais suédois pour plusieurs années. Au contraire, depuis lors, les métallurgistes lorrains, faute de pouvoir obtenir des tarifs analogues pour les cokes se sont mis à appuyer le projet; il est toutefois peu probable qu'ils l'emportent avant longtemps, étant donnée surtout la pénurie du trésor prussien qui rendrait difficile l'exécution du canal.

Cependant, malgré ces désavantages partiels, on peut, je crois, affirmer que les prix de revient sont inférieurs en Lorraine à ce qu'ils sont en Westphalie. Le bénéfice de cette situation apparaît tout spécialement dans les périodes de crise comme celle qui sévit actuellement sur l'industrie métallurgique. Le marché intérieur étant impuissant à absorber la production, il faut bon gré mal gré se résoudre, à moins d'arrêter les usines, à vendre à l'exportation. Or, malgré les accords internationaux, les prix de vente à l'exportation, surtout en ce qui concerne les produits non syndiqués, sont extrêmement bas; mais s'ils ne sont pas rémunérateurs, encore faut-il qu'ils ne soient pas inférieurs aux prix de revient sans quoi l'usine travaille à perte. Arrêter les usines, il n'y faut point songer; il y a là un énorme capital immobilisé qu'on ne peut laisser dormir inactif; ralentir la production, c'est possible, mais dans une certaine mesure seulement, sans quoi les frais se trouvent répartis sur un trop petit nombre de tonnes et les prix de revient montent. Une usine outillée pour produire 200.000 tonnes d'acier ne peut travailler dans de bonnes conditions écono-

miques, s'il lui faut limiter sa production à 100.000; on aime encore mieux travailler à perte pour l'exportation, et cette perte, si elle est minime, peut se trouver largement compensée par l'économie réalisée sur le prix de revient général, économie qui laisse ressortir un bénéfice plus considérable sur le tonnage écoulé dans les limites des douanes.

Il y a aussi la question de la main-d'œuvre; si vous conservez tout votre personnel, avec une production réduite de moitié, le coût de fabrication s'en ressent d'une manière fâcheuse; d'autre part renvoyer une partie des ouvriers est une grave détermination à prendre. Même en négligeant le point de vue humanitaire, un industriel hésitera à se séparer de ces modestes collaborateurs que sont les ouvriers et dont il a parfois tant de peine à assurer le recrutement. Tel est le cas notamment de l'industrie dans les vallées de l'Orne et de la Fentsch. La population locale, malgré sa densité, ne suffit pas aux besoins des usines; c'est par milliers que l'on compte les Italiens qui travaillent tant aux mines qu'aux usines. Il est donc souverainement important pour un maître de forge, de maintenir autant que possible sa production. C'est la politique qu'ont toujours suivie MM. de Wendel que leur situation économique a jusqu'ici toujours mis en mesure de s'assurer du travail à l'exportation sans trop souffrir des bas prix qui y sont pratiqués dans les périodes de crise.

Une usine complète, ou du type mixte, comme Hayange, est d'ailleurs, en cas de crise, dans une situation bien meilleure que les autres; on appelle usines mixtes, celles qui sont à la fois charbonnières et métallurgiques ou qui ne se contentent pas de produire une matière brute, comme par exemple de la fonte, ou de livrer des produits finis en partant

du demi-produit comme matière première, tels les laminoirs purs, mais qui, à l'instar d'Hayange, possèdent à la fois, hauts fourneaux, aciéries et laminoirs, voire même charbonnages. Les usines de ce type sont infiniment mieux armées pour la lutte que leurs concurrentes. Rien n'est moins enviable que la situation de hauts fourneaux purs, dans une période de ralentissement industriel. Les hauts fourneaux sont la dernière chose qu'on arrête dans une usine, car s'il est facile et relativement peu coûteux d'arrêter des laminoirs, il n'en est pas de même des fourneaux pour qui l'arrêt équivaut à un arrêt de mort. La société qui ne produit que de la fonte qu'elle vend en temps ordinaire à des usines de transformation, ne trouve plus acquéreur de sa marchandise auprès de celles-ci, et, en ce qui concerne les moulages, peut se voir concurrencée par les usines mixtes, qui, hier ses clientes, venaient lui acheter un supplément de fonte pour leurs aciéries. En dehors des fontes de moulages, les hauts fourneaux purs ne vendent pas directement au public; ils sont obligés de passer par un intermédiaire, le transformateur; si celui-ci n'achète plus, la production entière reste invendue: au contraire, l'usine qui livre un produit fini, est toujours assurée de placer une partie de sa production à la clientèle consommatrice dont les besoins peuvent se trouver restreints, mais ne disparaissent jamais totalement.

Quant aux laminoirs purs, leur sort n'est pas meilleur. Il leur faut se fournir de matières premières auprès de leurs concurrents directs, les usines mixtes; celles-ci peuvent donc leur faire la loi d'une façon absolue. Déjà la transformation du demi-produit en produit fini coûte en moyenne 4 à 5 marks de plus aux laminoirs purs qu'aux usines

mixtes en réchauffage de blooms, consommation plus forte de houille, transports supplémentaires; mais si industriellement, les usines mixtes tiennent les laminoirs purs, commercialement elles les écrasent; rien de plus facile pour elles, surtout depuis la constitution du Stahlwerksband (1), que de ruiner littéralement leurs adversaires par une double manœuvre; maintien à un prix élevé des demi-produits, blooms et billettes, dont elles sont seules productrices; avilissement des prix des produits ouvrés, seule source de bénéfice des laminoirs purs : ainsi, forcés d'acheter cher leurs matières premières pour vendre bon marché leurs produits, les laminoirs purs ne pourront lutter contre les usines mixtes pour lesquelles la vente rémunératrice des demi-produits compensera largement le manque à gagner sur les produits finis. Nul doute que les premiers ne soient appelés à succomber dans une lutte inégale, à moins qu'ils ne se transforment pour devenir à leur tour indépendants. Reste à savoir si l'intérêt bien entendu des usines mixtes s'accommode de cette alternative et s'il ne leur serait pas plus avantageux de laisser vivre des usines qui sont en somme pour elles des débouchés et, d'autre part, ne peuvent les concurrencer d'une façon dangereuse? Il est de bons esprits pour le penser. Les usines mixtes n'en conserveraient pas moins tout le bénéfice de leur situation industrielle.

D'ailleurs, hauts fourneaux et laminoirs purs ont si bien senti le danger de leur situation que partout où ils ont pu s'entendre sur les conditions de l'accord, ils ont fusionné ensemble. L'exemple type est celui fourni par Aachener

(1) Il existait d'ailleurs déjà des comptoirs de demi-produits avant le S. V.

Hütten Aktien Gesellschaft; ces importants laminoirs ont absorbé successivement les hauts fourneaux de Esch, en Luxembourg, puis ceux de Deutsch Oth avec leurs mines de fer. Ils se trouvaient dès lors posséder toutes les étapes de la production; leur condition ne se trouvait sans doute pas encore aussi avantageuse que celle d'Hayange puisqu'il leur fallait réchauffer au cubilot toute leur fonte produite en Luxembourg et consommée à Aix-la-Chapelle; néanmoins, ils étaient ainsi indépendants. Il leur manquait cependant charbon et coke. Ils commencèrent par s'assurer des concessions houillères en Westphalie; mais on n'improvise pas un charbonnage et il aurait fallu de longues années pour que l'exploitation pût suffire à la consommation des fourneaux et laminoirs. Aussi en 1905 Aachener Hütten se fondait dans l'énorme charbonnage de Gelsenkirchen qui produit plus de sept millions de tonnes : les fonderies de Schalke entraient aussi dans la combinaison. Ainsi se trouvait constituée une formidable usine mixte, pleinement indépendante du dehors. C'est d'ailleurs de plus en plus la tendance de l'industrie allemande; il y avait en 1895 sept usines seulement possédant des charbonnages; on en comptait dix-huit en 1902 et leur nombre s'est encore accru depuis. L'industrie allemande est ainsi résolument entrée dans la voie de l'intégration industrielle, voie dans laquelle on ne peut dire que l'industrie française l'ait suivie jusqu'à ce jour.

Il n'y a d'ailleurs pas lieu d'être surpris de ce mouvement charbonnier de l'industrie métallurgique quand on songe à l'importance de l'article coke dans le prix de revient de la fonte. Le chiffre de 35 fr. par tonne, aux cours actuels, est un minimum en Lorraine. Ce sont donc de puissants motifs qui ont déterminé cette orientation de la sidérurgie alle-

mande. En premier lieu, il y a lieu de noter que le maître de forges étant le client nécessaire du charbonnier, alors que celui-ci peut écouler en dehors la majeure partie de sa production, la mine commence par prélever son bénéfice et vend son charbon en conséquence; c'est elle qui profite dans la plus large mesure de la hausse en cas de prospérité, et qui souffre le moins de la baisse de prix quand il y a un ralentissement des affaires. Au point de vue commercial, c'est donc presque toujours une bonne affaire pour une société métallurgique que de s'adjoindre un charbonnage, quand bien même elle n'en consommerait pas elle-même la production et se contenterait de l'exploiter commercialement. Si, au contraire, elle peut utiliser elle-même son charbon soit sous forme de houille soit sous forme de coke, elle voit ses prix de revient baisser de tout ce qui constituait auparavant le bénéfice de la houillère.

Mais le point capital pour le métallurgiste, c'est encore l'autonomie que lui confère la possession de la houille. Il n'y a pas vingt-cinq ans, les forges ne consumaient que de la houille, pas de coke. A ce moment, l'autonomie d'Hayange était absolue. Par suite de la transformation de l'industrie du fer, et en attendant que ses nouvelles houillères puissent lui fournir le coke nécessaire, Hayange a perdu en partie le bénéfice de cette situation privilégiée, et cela vingt ans avant le moment où il en aurait eu le plus besoin.

Cette indépendance qui se traduit en fait par une économie de prix de revient, est en effet doublement précieuse à l'industriel, soit qu'il ait à lutter avec ses rivaux dans la libre concurrence, soit qu'il ait à s'assurer dans les syndicats de production qui tiennent aujourd'hui une si

grande place dans la vie économique des nations, la part à laquelle il prétend.

La constitution de ces ententes et principalement la répartition des quotes-parts entre les divers membres sont l'occasion d'âpres discussions dans lesquelles l'opposition des intérêts particuliers et des ambitions rivales se fait jour. C'est au moment de réaliser les ententes que se manifestent le plus vivement les désaccords. Ce sont naturellement ceux qui sont le mieux armés pour la lutte qui font finalement admettre leurs prétentions, aux dépens parfois de concurrents moins solidement établis. Le tonnage important que MM. de Wendel ont obtenu lors de la constitution du Stahl-Verband permet de penser que leur situation n'était pas, dans l'esprit de leurs collègues, de celles qu'on peut prétendre entamer. Seules, quatre maisons se sont vu attribuer une participation plus importante que la leur. Ce sont des aciéries qui produisent effectivement plus qu'Hayange mais qui achètent une partie de la fonte qu'elles consomment.

Bien que la maison de Wendel ait obtenu dans le S. V. une part dont elle a lieu d'être satisfaite, et qu'elle fasse également partie d'autres accords, ce n'est pas un mystère qu'elle ne partage nullement l'engouement général pour les ententes entre producteurs. Sans contester leur avantage, avantage immédiat, au point de vue de l'amélioration des prix, elle estime que par l'élévation artificielle des cours ces ententes provoquent la création d'usines nouvelles et, tout en paraissant limiter la production, préparent au contraire la surproduction.

Ce dut donc être pour MM. de Wendel une décision très grave et même très pénible que ce le d'aliéner une partie

de leur liberté en entrant dans le grand syndicat allemand. Indépendamment du scrupule légitime qu'ils eurent d'être le seul obstacle à la constitution de ce syndicat ardemment désiré par tous leurs confrères, préconisé par la presse et encouragé alors par le gouvernement, il est permis de penser qu'une des raisons de leur détermination fut le désir de ne pas entrer en conflit avec le syndicat des cokes, leur principal fournisseur, qui fut l'instigateur le plus actif de l'entente entre les aciéries et en est encore aujourd'hui le premier bénéficiaire.

Le Stahlwerksverband.

Qu'est-ce donc que ce Stahlwerksverband qui régent toute la production de l'acier en Allemagne? Il diffère aussi bien de nos comptoirs français que des trusts américains. Trusts ou cartels se sont fort peu développés en France. Faut-il l'attribuer au génie particulier de la race, ou à la nature de notre production, il est difficile de le dire. Toujours est-il que notre métallurgie en particulier n'a jamais connu de groupement analogue au Stahlwerksverband allemand non plus qu'à l'US Steel Corporation. Ce sont là en effet des exemples types des deux grandes formes que revêtent les ententes entre producteurs, cartels ou trusts. Le cartel n'est qu'une fédération d'établissements qui conservent leur vie propre et s'organisent simplement dans le but de ne vendre ou de ne produire que dans certaines conditions. Le trust, au contraire comporte la fusion, en une seule et vaste organisation, de tous les établissements qui participent à sa formation. Le premier n'opère en réalité aucune sorte de concentration nouvelle tandis que le second au contraire

réalise le maximum de cette concentration. Il substitue une seule et nouvelle société aux anciennes qui disparaissent alors qu'elles subsistent dans la forme du cartel : c'est cette dernière forme qui s'est développée en Allemagne; mais là encore on peut différencier bien des espèces. Certains cartels se bornent à prohiber la vente des produits au-dessous d'un certain prix, sans d'ailleurs réglementer la liberté de production : d'autres, au contraire, limitent cette production pour éviter un avilissement de prix et fixent la quote-part afférente à chaque adhérent. D'une façon générale, on peut dire que le seul organe nouveau créé par la formation du cartel, est un organe commercial et de contrôle, un syndicat central de vente. Tantôt cet organe ne jouera qu'un rôle d'intermédiaire, transmettant les commandes aux établissements désignés par le client du cartel : tantôt il pourra posséder une personnalité juridique distincte et il aura pour tâche de distribuer les commandes aux prix établis par le cartel et d'après les bases posées par les statuts, entre les différents établissements qui devront exécuter à leurs risques et périls les commandes à eux confiées. Enfin le cartel pourra encore revêtir la forme d'une organisation commerciale collective achetant pour la revendre, toute la production des établissements syndiqués : c'est en partie sous cet aspect que se présente le Stahlwerksverband.

L'organisation du grand cartel aciériste allemand mérite qu'on s'y arrête un moment. Il comportait à l'origine trois organes différents : le comité directeur composé de huit membres, le conseil ou Beirat, et l'assemblée des Aciéristes. Chaque aciériste avait droit aux assemblées à une voix par 10.000 tonnes ou fraction de 10.000 tonnes de son chiffre de participation; mais, comme on ne pouvait réunir à

tout moment l'assemblée des aciéristes, on avait chargé un comité spécial ou Beirat, de surveiller la gestion du comité directeur : ce Beirat était formé de la façon suivante : il était attribué à chaque aciériste ou groupe d'aciéristes une voix par 500.000 tonnes de sa participation en produits A. Chaque membre du Beirat était doublé d'un suppléant assistant de droit aux séances et qui y assistait effectivement ; en effet les usines avaient dû s'entendre entre elles pour former ces groupes de 500.000 tonnes qu'elles ne réalisaient pas individuellement ; ainsi en avaient fait les Petits-Fils avec l'usine voisine de Rombach ; dans ce cas on adoptait généralement la combinaison suivante : une des usines nommait le membre titulaire, l'autre le suppléant ; les rôles étaient intervertis l'année suivante ; la commune présence du titulaire et du suppléant à toutes les séances était donc nécessaire pour qu'ils fussent toujours l'un et l'autre au courant de toutes les questions. Il en résultait une assemblée presque aussi nombreuse que celle des Aciéristes, partant aussi difficile à réunir, aussi impropre à prendre des décisions de tous les jours et paralysant complètement l'action du comité de direction. Aussi lors du renouvellement du Verbaud, supprima-t-on le Beirat. Il en est d'ailleurs tout aussitôt résulté une émancipation véritablement excessive de la direction.

Le Stahlwerksverband embrasse toute la production acier de l'Allemagne, divisée en deux catégories : produits A et produits B. Les produits A comprennent les lingots, blooms, brames, billettes et platines ; les rails, traverses et éclisses de chemin de fer ; enfin les poutrelles, fers en U et zorés de 80 millimètres et plus de hauteur ; les produits B sont les barres marchandes, larges plats et plats ordinaires, petits

profilés, tôles, fils laminés, tuyaux, essieux., etc. Le Stahlwerksverband a attribué à chaque usine une participation en produits A et B et parmi ces deux sortes de produits une quote-part spéciale à chaque catégorie. On peut se rendre compte par leur énumération, que les produits A sont les plus simples et les plus lourds; ils sont le résultat des premières étapes de la fabrication et ne comprennent qu'un nombre relativement restreint de types très courants et qui ne sont généralement l'objet que de gros marchés. Aussi est-ce en ce qui les concerne que l'ingérence du Verband dans les affaires est poussée le plus loin; en effet les produits B donnent lieu à des transactions si nombreuses et si complexes que de bons esprits pensent qu'il serait impossible au comité central du Verband d'entrer dans le détail de leur vente. Beaucoup de producteurs de produits B ne font d'ailleurs pas partie du Verband et il ne serait sans doute pas facile d'arriver à les grouper tous. La difficulté de créer ou de maintenir des syndicats de produits B réside peut-être en effet principalement dans le grand nombre des producteurs et la facilité avec laquelle se crée la concurrence nouvelle. Tandis que tous les producteurs de produits A se trouvent compris dans le syndicat actuel, la constitution de syndicats de tôles ou fers marchands supposerait l'adhésion d'une multitude de petites usines, laminoirs de transformation ou aciéries Martin. De plus rien n'est plus facile que de créer sans immobilisations très considérables des laminoirs à tôles ou fers marchands alimentés au besoin par des fours Martin. L'organisation d'un syndicat de produits B serait en tous cas fort compliquée (1).

(1) Il existe cependant un syndicat pour le train machine, mais il

On a donc laissé aux usines faisant partie du Verband, le soin de placer elles-mêmes leurs produits B à tels prix qu'il leur convient. Le Verband se borne à la vente des produits A. Il achète aux usines la totalité de leur production dans cette branche, aux prix fixés d'avance par les tarifs (Tabellenpreise) et se charge de l'écouler dans le public. En ce qui concerne les poutrelles, les prix sont établis base Thionville et le Verband fait bénéficier les usines qui se trouvent situées plus près du marché consommateur, de l'économie réalisée sur le transport. Ces usines conservent ainsi le bénéfice de leur situation (1). Quant aux bénéfices que le Verband peut réaliser sur les Tabellenpreise, ils sont répartis entre les adhérents au prorata de leurs livraisons.

Le Verband doit s'efforcer de transmettre régulièrement les commandes aux usines; tous les mois chaque usinier reçoit des tableaux qui le fixent sur l'état des commandes enregistrées par chacun de ses collègues; il peut ainsi se rendre compte s'ils sont en avance ou en retard sur les tonnages auxquels ils ont droit, si lui-même a été désavantagé. L'usine qui a reçu un excès de commande en demi-produit au lieu de poutrelles auxquelles sa participation lui donnait droit, doit en compensation recevoir un tonnage supplémentaire; elle est en effet censée gagner davantage sur les poutrelles, produit fini, que sur les blooms ou

n'est pas obligatoire. — MM. de Wendel n'y ont adhéré que pour le marché intérieur, réservant leur liberté pour l'exportation. —

(1) Au contraire le matériel des chemins de fer est vendu franco sur un wagon à l'usine : cela s'explique par ce fait que les compagnies de chemin de fer se fournissent dans les usines situées sur le territoire qu'elles desservent; elles n'ont donc pas à se facturer du transport,

billettes. Si en fin d'année, elle n'avait pas reçu sur l'ensemble des produits le tonnage relatif qui lui était alloué par l'accord, elle recevrait du Verband une indemnité de 5 marks par tonne. L'insuffisance flagrante de cette indemnisation montre quel intérêt les usines ont à surveiller strictement leur situation mensuelle. Quand une usine se trouve impuissante à livrer tout son tonnage, l'excès en est réparti entre les autres usines.

Nous avons vu que les usines gardaient leur liberté d'action pour la vente de leurs produits B; elle doivent cependant aviser le Verband de toutes leurs expéditions pour que celui-ci puisse les contrôler; en effet les usines sont astreintes à une amende de 20 marks par tonne livrée en excédent. Cependant, même à ce point de vue, les produits B diffèrent des produits A. En ce qui concerne ceux-ci quand le Verband ne trouve pas le placement de tout le tonnage résultant des chiffres de participation, il réduit proportionnellement le tonnage de chaque usine; c'est d'ailleurs ce qu'il fait depuis le début de la crise actuelle : rien de semblable pour les produits B. L'usine peut livrer le montant intégral de son chiffre de participation, quand bien même elle dépasserait ainsi notablement sa quote-part relative. C'est ainsi qu'Hayange qui a été contraint depuis quelques mois d'enrayer sa production en produits syndiqués, faute de commandes du Verband, n'a pas ralenti un instant sa fabrication pour les produits non syndiqués. C'est là un signe remarquable de vitalité, car, quelque soit leur désir de donner du travail à leur personnel, MM. de Wendel ne sauraient appliquer longtemps cette politique, s'ils travaillaient à perte.

Les tonnages attribués à chaque usine, qu'il s'agisse de

produits A ou de produits B, s'entendent toujours en Rohstahl; c'est-à-dire qu'on ramène tout au lingot. Le Verbaud a établi des bases pour les différentes sortes de produits; c'est ainsi qu'une tonne de poutrelles est censée équivaloir à 1.242-1.257 kilog. de Rohstahl, les tôles à 1.315-1.428 kilog., le fil de fer à 1.150. Tant mieux pour l'usinier si sa consommation réelle est moindre.

La part d'Hayange est de 345.000 tonnes en produits B et 280.000 en produits A. (1) Il est intéressant de comparer ces chiffres avec ceux de Phoenix, Thyssen et Krupp d'une part et d'autre part avec ceux des principales usines de la Lorraine et de la Sarre. Rappelons que les tonnages Wendel ne concernent qu'Hayange et Moyeuvre, Jœuf était usine française.

	Produits A	Produits B	Total
	en milliers de tonnes		
Wendel	277	345	622
Thyssen	355	619	974
Phoenix	430	699	1.129
Krupp	527	450	977
Rombach	348	181	529
Burbach	257	158	415
Aumetz-la-Paix	302	80	382
Rœchling	253	162	415

(1) Voici les participations d'Hayange dans chaque groupe de produits :

	Demi-Produits.	Matériel de Chemin de Fer	Poutrelles	Produit A	Profilés	Train Fil	Tôles	Fonderie	Produit B	Total
Tonnes	12.000	79.000	186.000	277.000	218.000	35.000	90.000	2.000	345.000	622.000
%	0.8897	3.3169	8.0049	4.5754	6.5961	4.7182	9.3669	0.3214	5.9304	5.2394

Le nombre des usines ayant adhéré au Verland est de 31.

	Produits A	Produits B	Total
	en milliers de tonnes.		
Stumm	247	168	415
Differdange	251	105	356
Dudelange	222	23	245

Un simple coup d'œil nous montre qu'Hayange est la seule usine de sa région dont la participation en produits B dépasse celle en produits A (1). La transformation y est donc poussée beaucoup plus loin que dans les usines environnantes. Le tonnage des produits B n'est que de 40 % du tonnage total aux usines Stumm, Rœchling et à Burbach, 30 % à Differdange, 25 % à Rombach, 18 % à Aumetz-la-Paix et 9 % seulement à Dudelange, alors qu'il est de 55 % à Hayange. En Westphalie, Krupp a également un tonnage A un peu supérieur à son tonnage B, mais cela provient de la récente mise en marche d'une nouvelle aciérie. Phœnix et Deutscher Kaiser sont les seules usines de ce tableau qui dépassent Hayange pour la proportion de leur tonnage B par rapport à leur tonnage total. Mais là encore il faut observer que, comme ces deux usines achètent une très notable partie de leur fonte il leur faut pousser plus loin le fini du travail pour obtenir un bénéfice suffisant par tonne, et que par le fait, le cycle de leur fabrication est moins étendu que celui d'Hayange. La participation fers marchands de MM. de Wendel est d'ailleurs aussi considérable que celle de Krupp ou de Phœnix, 215 à 220.000 tonnes et

(1) Encore faut-il noter que dans le groupe A, la participation d'Hayange en demi-produits est presque nulle, 12.000 tonnes seulement sur 277. — Au contraire, des usines comme Rombach ont une participation lingots très considérable 176.000 tonnes sur 348.000 soit la moitié du tonnage.

n'est dépassée d'une façon appréciable que par celle de Deutscher Kaiser qui atteint le chiffre formidable de 375.000 tonnes environ.

Nous avons vu que l'existence du Verband laissait subsister l'autonomie des différentes usines. Telle d'entre elles pourra donc faire ses affaires cependant que telle autre périlitera. Néanmoins la constitution du Verband ce n'est pas douteux, favorise plus particulièrement les usines médiocres qui, en temps de crise, ne pourraient travailler qu'à perte, si le Verband, en réduisant proportionnellement la production générale, ne maintenait des prix rémunérateurs pour elle. C'est dans les périodes difficiles que les bonnes affaires se différencient des mauvaises. Le Verband a eu la bonne fortune de se constituer au moment où l'industrie métallurgique était en pleine prospérité : il n'a donc connu jusqu'en ces derniers temps que des jours heureux, toutes les usines travaillant à plein : on peut se demander, au cas où la dépression actuelle persisterait quelque temps, si les mécontentements ne se feraient pas jour et si les usines qui ont une situation économique indépendante, ne profiteraient pas du prochain renouvellement quinquennal pour reprendre leur liberté (1).

Peut-on au contraire noter une tendance du Stahlverband à évoluer vers la forme du trust américain. Il est bien difficile de répondre à pareille question d'une façon absolue. On peut considérer d'une façon générale que le cartel n'est

(1) Signalons dans cet ordre d'idées, la dénonciation, aujourd'hui chose faite, de l'entente américaine des Aciéries. — On sait en effet que le Steel Trust ne représente que 50 ou 60 % environ de la production américaine, mais une entente était intervenue entre lui et les autres producteurs.

qu'une étape vers la forme du trust; l'histoire économique en a enregistré de nombreux exemples. En sera-t-il de même ici ou faut-il considérer que le Stahlverband représente la forme définitive de la concentration métallurgique en Allemagne? On peut constater que depuis la suppression du Beirat, la direction du Verband, plus libre de son action, incline à accroître son importance et à subordonner le plus possible les usines à l'impulsion venue de l'organe central. La direction aspire évidemment à consolider son importance et le fusionnement des usines en serait sans contestation possible la consécration la plus absolue. D'autre part il y a certainement un mouvement en faveur de la syndicalisation des produits B, quelques complications d'organisation qu'il doive en résulter — Il faut également tenir compte des fusions opérées entre usines, fusions qui prennent de plus en plus d'importance et finissent par constituer de véritables petits trusts particuliers. Il paraît toutefois peu probable que le cartel actuel puisse se transformer en trust. Le Stahlverband comprend toutes les aciéries allemandes; la fusion ne réunirait sans doute pas la même unanimité : aux États-Unis mêmes un grand nombre d'usines sont restées en dehors du Steel Trust. Il y a tout lieu de croire qu'il en serait de même en Allemagne et que beaucoup d'usines se retireraient de l'accord s'il était question de le transformer en trust. Il ne serait pas étonnant au contraire qu'il ne se produise encore des groupements d'usines comme celui qui a réuni par exemple Phoenix et Hörde. Ces deux usines qui, lors de la constitution du Stahlwerksverband, avaient obtenu des participations respectives de 515.000 et de 425.000 tonnes, dont l'ensemble a été aujourd'hui porté à 1.216.000 tonnes, possédaient toutes deux des

charbonnages et figuraient au Syndicat rhénan westphalien pour 300.000 et 150.000 tonnes de houille. La direction du Phoenix s'était montrée hostile à la combinaison du Verband; elle avait donc cherché à acquérir une situation indépendante et, pour se procurer le million de tonnes de houille nécessaire, elle avait jeté les yeux sur le charbonnage pur Nordstern. Celui-ci avait une participation au Syndicat Rhénan-Westphalien de 2.740.000 tonnes de houille, 542.000 tonnes de coke, 71.000 tonnes de briquette. Cette acquisition coûta cher à l'entente Phoenix-Hörde. Chaque action Nordstern échangée contre une action Phoenix reçut en outre une soulte de 2.400 marks. Le Phoenix payait ainsi le Nordstern un peu plus de 64 millions, mais il y gagnait son indépendance. La société est aujourd'hui à la tête d'un capital de 100 millions de marks, mais elle a en outre une communauté d'intérêts avec la grande aciérie Hoesch : celle-ci, au capital de 15.000.000 de marks, a elle-même absorbé en 1907 le Limburger Fabrik und Huttenverein, laminoir pur, et contribue encore à fortifier le groupe. Nous avons mentionné ailleurs la combinaison Gelsenkirchen, Schalke et Rote Erde. Nous citerons encore la fusion des hauts fourneaux de Fontoy avec Aumetz-la-Paix, celle de la Moselhutte avec Rombach, de Deutscher Kaiser avec les laminoirs d'Ehrenfeld, des Rheinische Stahlwerke avec Duisburg Eisen-und Stahlwerke. Toutes ces sociétés ne possèdent pas des charbonnages, mais elles tendent à constituer le groupement mixte charbonnier métallurgique. Il semble que ce soit en profondeur plutôt qu'en largeur que la concentration industrielle tende à se réaliser en Allemagne; il n'est pas interdit de croire qu'il se formera une série de groupes autonomes mi-houilliers,

mi-métallurgiques qui, forts de leur situation, refuseront de se laisser englober dans la constitution éventuelle d'un trust. Celui-ci deviendrait d'ailleurs d'autant plus difficile à réaliser qu'un certain nombre d'aciéries possédant aujourd'hui des charbonnages, il faudrait arriver à constituer un trust embrassant à la fois l'industrie du fer et celle de la houille. Il faudrait également y faire rentrer les producteurs de fonte qui sont actuellement indépendants du Stahlwerksverband et ont formé les syndicats rivaux de Dusseldorf et de Luxembourg (1). Ce serait une combinaison gigantesque qu'il paraît difficile de mener à bien.

Parmi les principaux producteurs de métal et de combustible, il faut citer :

	Tonnage acier	Tonnage houille
Phoenix	1.129.000	3.170.000
Gelsenkirchen	508.000	8.698.000
Wendel	622.000	1.600.000
Thyssen	974.000	?
Krupp	976.000	?

D'autres aciéries ont des liens communs avec certains charbonnages. Telle Gutehoffnungshütte (585.000 T) dont les principaux actionnaires, MM. Haniel, sont également à la tête d'importants charbonnages. De même MM. Stinnés possèdent à la fois de gros intérêts dans des houillères et dans Deutsch-Luxembourg A. G.

Le tonnage houiller des établissements Wendel est destiné à croître rapidement d'ici quelques années. Le jour n'est pas loin, il faut l'espérer, où la société des Petits-Fils

(1) Ce dernier vient de se dissoudre.

et les sociétés affiliées sortiront leurs trois millions de tonnes de houille.

Un simple fait mettra en évidence tout l'intérêt que les usines ont à produire elles-mêmes leur coke; ce n'est de toutes parts qu'un concert de plaintes contre la mauvaise qualité des cokes livrés par le syndicat des cokes qui jouit en cette matière d'un quasi monopole de fait. La *Koelnische Volkszeitung* après beaucoup d'autres s'est fait l'écho de ces doléances :

« Les consommateurs se plaignent depuis longtemps de la qualité de plus en plus mauvaise des cokes livrés par le syndicat des cokes.

En premier lieu le Syndicat classe les cokes en trois catégories, mais jusqu'ici personne n'a encore pu se rendre compte de ce sur quoi reposait cette division; à en croire notre expérience, elle n'apparaît que dans le prix demandé par le syndicat pour telle ou telle qualité de marchandise.

« Quant à la composition, nous pouvons avancer qu'il y a vingt-cinq ans des marchés de coke ont été exécutés en Luxembourg avec une teneur en coke garantie de 88 %; cette teneur a été réellement livrée. En 1895 encore l'ingénieur Simmersbach, fils du directeur du Syndicat du coke de l'époque à Bochum, écrivait pour poser les bases de la composition chimique du coke : « Les exigences des maîtres « de forges à l'égard de la constitution d'un bon coke de « haut-fourneau, tant en Westphalie, France et Belgique « qu'en Angleterre, sont les suivantes : soufre 1 %, phos-
« phore, 0,018 %, eau 4 %, cendres 9 %, poussier au lieu « de réception, etc., 6 % ». Alors qu'à cette époque, une teneur en cendres et eau de 13 % était considérée comme

normale, les analyses des dernières années ont donné :

1887	12.36 %
1897	16.55 %
1906	21.55 %
1907	22.07 %

Des analyses particulières ont donné :

	Eau	Cendres	Ensemble
Harpen (janvier).....	10.40%	9.20%	19.60%
Montcenis (juin).....	9. .%	14.60%	23.60%
Monopol (septembre)....	13.18%	11. .%	24.18%
Kaiser Friedrich (janv.)..	14.60%	12.80%	27.40%
Mathias Stinnès (avril) ..	12.40%	16.20%	28.60%
Kœnigsborn (juillet)....	18.84%	10.20%	29.04%
Siebenplaneten (nov.)...	19.23%	9.82%	29.05%

De la suite de l'article il ressort que les abus ont porté principalement sur le mouillage des cokes. Durant l'hiver certaines usines auraient reçu des cokes solidifiés par la gelée tant leur teneur en eau était considérable. L'article conclut ainsi : « En fin de compte, c'est au syndicat qu'échoit la responsabilité de pareils faits. Sous l'action de la libre concurrence, toute firme se garderait bien, ne fut-ce que dans l'intérêt de son bon renom professionnel, de livrer des cokes d'une teneur de 29 % de cendres et eau. Mais sous le manteau du syndicat tout est bon à livrer : l'acheteur doit encore s'estimer heureux de recevoir sa marchandise; s'il se rend incommode par ses plaintes, il n'en est que plus mal traité. Tout tremble devant le syndicat : voilà bien la liberté allemande tant vantée du commerce et de l'industrie. »

Le syndicat des cokes interdit d'ailleurs à ses clients de se fournir pour partie auprès de mines non syndiquées.

En France MM. de Wendel ne se heurtent à aucune organisation comparable au Stahlwerksverband ou au Kokssyndicat. Jouff ne consomme d'ailleurs que du charbon de Rosselle et prend les trois quarts de son coke en Allemagne. Quant aux groupements métallurgistes, ils sont loin d'avoir l'importance du Verband. Les principaux sont le comptoir des fontes de Longwy, le comptoir des aciers dont M. Fr. de Wendel est président, celui des poutrelles, et l'entente rails. Aucun de ces cartels français n'a réuni l'unanimité des industriels; ils n'ont d'ailleurs comme objet que le marché intérieur et ne visent pas directement le marché d'exportation. Aux uns, MM. de Wendel ont adhéré; avec les autres ils ont des ententes. — Ce ne sont jamais d'ailleurs que des comptoirs commerciaux sans autonomie financière comme le Verband; ils ne réalisent pas de bénéfices, ne distribuent pas de primes à l'exportation; ils laissent en réalité la plus grande liberté à l'industrie métallurgique française.

A côté de ces accords, il existe en outre un Comptoir d'exportation des produits métallurgiques qui fait l'exportation des rails et poutrelles. — Ce comptoir n'est lui-même qu'un membre de l'accord international des Rails (siège à Londres) qui comprend avec le S. V. allemand et le Trust américain, les usines anglaises et belges et a conclu des ententes avec les Italiens et les Russes — et de l'accord international des Poutrelles, qui englobe les usines allemandes, françaises et belges.

Il existe aussi un Comité des Forges qui groupe tous les représentants de l'industrie du fer, mais c'est un simple comité sans attributions. Il a cependant sous sa direction

une Caisse d'assurances et une Caisse de Retraites dont nous aurons lieu de reparler plus loin.

Ce qui fait d'ailleurs une des grandes forces des établissements dirigés par MM. de Wendel et leur assure une situation prépondérante vis-à-vis des syndicats, c'est l'excellence bien connue de leur situation financière. — Il faut à de grandes entreprises comme les sociétés métallurgiques actuelles des ressources de trésorerie de tout premier ordre : on se fait difficilement une idée de l'importance des mouvements d'argent qu'elles nécessitent et de la quantité énorme de disponibilités qui peuvent se trouver à un moment absorbées. — Le jeu des stocks entre autres peut en un très court espace de temps provoquer des immobilisations considérables. — Vienne une période de mévente, l'usine continue à produire et voit sa production s'accumuler sous ses hangars. — Mais si elle ne vend plus, et que par conséquent ses rentrées lui fassent défaut, il lui faut en revanche continuer à payer ses ouvriers et ses matières premières. — Il y a de cela quelques années MM. de Wendel eurent ainsi à un moment donné près de 50.000 tonnes de fonte en stock, *dans la seule usine de Jœuf*; cela représentait une immobilisation de quelque 2 millions 500.000 francs; cette situation dura plusieurs mois : il faut donc à une usine un fonds de roulement et des réserves considérables ainsi qu'une situation financière très saine. De plus ces grandes sociétés métallurgiques doivent de toute nécessité pratiquer des amortissements très larges.

En est-il bien toujours ainsi? On peut répondre hardiment : non — surtout en Allemagne. En France, la politique de nos grandes sociétés est généralement prudente et assez prévoyante, les amortissements pratiqués sur une assez

grande échelle. Rien de tel en Allemagne dans beaucoup de grandes sociétés par actions; les amortissements sont fréquemment insuffisants, les bénéfices nets se confondant presque avec les bénéfices bruts; presque partout les exigibilités dépassent les disponibilités; les réserves sont relativement peu importantes, le passif obligations considérable; enfin la plupart des sociétés disposent d'un capital déjà surenflé et pourtant sans cesse augmenté. Rien de plus instructif à cet égard que l'examen des Bilanztabellen qui sont publiées en Allemagne et dont la lecture permet de constater que nombre de sociétés, en apparence florissantes, sont en réalité en mauvaise posture financière.

Quelle a été sous ce rapport la pratique suivie par les sociétés d'Hayange et de Jœuf? Nous ne pouvons le constater par l'examen des bilans de ces sociétés en commandite simple qui ne sont pas publiés; mais nous pouvons aisément le conclure de quelques observations très faciles. Ainsi que nous l'avons dit, la bonne situation financière de l'entreprise est connue: elle est absolument indépendante vis-à-vis des banques et on ne voit même jamais circuler aucun papier revêtu de la signature sociale de la maison. Jamais, d'autre part, jusqu'à cette année, la Société des P. F. de F. de Wendel n'avait émis d'obligations. Cependant elle n'a cessé de développer ses usines et d'acquérir des concessions de fer et de houille. Si nous considérons seulement les dix dernières années, elles ont été marquées pour Jœuf par la rénovation complète de l'usine, — pour Hayange, par les coûteuses installations de moteurs à gaz, la construction de deux grands hauts fourneaux, l'acquisition des concessions de Hamm en Westphalie et la mise en exploitation d'un siège double à grande profondeur, la prise d'intérêts dans le charbonnage

de Crespin, l'acquisition du charbonnage de Gluckauf-Aachen près d'Aix-La-Chapelle, etc. Seule, une politique d'amortissement continuelle et largement appliquée depuis de longues années a pu permettre à la Société de faire face par ses seuls moyens à des immobilisations qui se chiffrent chacune par plusieurs millions.

Cette prudente politique a permis aux deux sociétés d'Hayange et de Jœuf de se développer en toute indépendance. Il est également permis de penser qu'elle a eu pour résultat d'alléger dans une forte mesure les prix de revient, des charges d'annuités et d'intérêts dont les aurait grevés un matériel insuffisamment amorti. Elle les met, dans tous les cas, à l'abri des mésaventures auxquelles s'exposent les sociétés qui, ayant développé leurs installations en dehors de leurs moyens financiers, et ayant même épuisé à cette fin tout leur crédit, se trouvent à la merci d'une crise industrielle, avant même parfois le complet achèvement des travaux. C'est par suite d'une aventure de ce genre que l'usine d'Homécourt, construite d'abord par la Société de Vezin-Aulnoye, tomba finalement aux mains des Aciéries de la Marine. La Marine possédait à cette époque des disponibilités considérables qui lui permirent de réaliser cette opération, en ayant d'ailleurs également recours à une émission publique. Quoique l'opération se soit montrée bonne, la situation financière de la Marine se trouve aujourd'hui beaucoup plus resserrée qu'alors et la Société aurait sans doute quelque peine à résister à l'éventualité d'une lutte de prix. Il lui faudra quelques années pour rendre à sa trésorerie toute la souplesse d'antan.

Toujours est-il que MM. de Wendel n'avaient jamais cru devoir faire appel aux capitaux étrangers : ils réservaient

ainsi l'avenir en conservant cette ressource de l'appel au crédit pour l'éventualité d'une opération à grande envergure qui aurait absorbé leurs disponibilités ou démesurément affaibli leurs réserves. Cette tradition de la maison a fait sa fortune; elle a mis ainsi obstacle aux entreprises inconsidérées, sans nuire à un développement rationnel de l'affaire puisque celle-ci est une des plus puissantes de l'Europe. Cependant en ces dernières années la question s'est posée pour la Direction de savoir s'il n'y aurait pas lieu de renoncer pour un temps à cette politique traditionnelle. Il semble, en Allemagne surtout, que nous soyons à un tournant de l'évolution métallurgique; l'importance relative de beaucoup de concurrents d'Hayange a crû prodigieusement par suite de fusions ou de combinaisons similaires. Des sociétés en commandite comme celles d'Hayange et de Jœuf ne peuvent se prêter à de semblables manœuvres sans introduire des étrangers dans leurs affaires, ce à quoi elles ne veulent consentir. N'est-ce pas cependant risquer de se laisser distancer que de s'obstiner à ne s'accroître qu'en en prélevant les moyens sur les seuls bénéfices annuels? On peut bien ainsi augmenter, améliorer un outillage, développer une production, mais non absorber de grosses usines, comme cela se fait maintenant couramment en Allemagne. Quand une usine allemande en absorbe une autre, elle échange son papier contre le sien suivant les termes de l'accord et le tour est joué. Par sa nature même Hayange ne peut faire de semblable opération. Que faire alors, au cas où viendrait par exemple à se présenter l'occasion, certes bien tentante d'absorber quelque gros charbonnage susceptible d'assurer à la société tout le coke dont elle a besoin? Hayange, en ces dernières années a fait un gros effort charbonnier et

déboursé des sommes considérables pour accroître son domaine houiller; mais on ne peut renouveler indéfiniment pareil effort sans épuiser ses réserves, et si, d'autre part, on cesse de se développer au moment où tous les autres croissent, on risque de perdre son avance et d'en laisser prendre à la concurrence.

La question se posait donc, de façon pressante, pour la Société des Petits-Fils de Fr. de Wendel de savoir s'il n'y aurait pas lieu de faire appel à l'épargne publique en vue d'agrandissements possibles. La chose était d'autant plus tentante que MM. de Wendel pouvaient aisément se procurer, à 4 % en France, c'est le taux des obligations de toutes nos grandes sociétés métallurgiques de l'Est, et à 4 1/2 en Allemagne où le loyer de l'argent est plus élevé, tout l'argent dont ils pouvaient avoir besoin. Or cet argent mis au service d'une entreprise aussi prospère que la leur devait pouvoir facilement rapporter davantage. L'opération se présentait donc comme nullement onéreuse et pouvant permettre de réaliser en temps voulu les agrandissements désirables. Etant donné l'énorme actif, net de toute charge que représentent les établissements de Wendel, il était facile de trouver auprès du public, les capitaux nécessaires.

Sans entrer dès l'abord dans cette voie, MM. de Wendel ont commencé par conserver à certaines sociétés dont ils avaient acquis la majorité des titres, leur forme primitive et leur existence particulière. Ces sociétés, qu'elles soient, comme Crespin, société par actions française, ou, comme Gluckauf-Aachen, Gewerkschaft allemande, pourront ainsi se développer indépendamment de la Société mère et par tous les moyens que leur forme leur permet, émission d'obli-

gations ou autres. C'était ainsi se ménager un moyen indirect de faire appel au public.

MM. de Wendel n'y ont d'ailleurs pas eu recours jusqu'ici et ils ont préféré franchir carrément le pas décisif. L'année 1908 a enfin vu la Société des Petits-Fils de François de Wendel faire appel aux capitaux étrangers. Sans renoncer pour cela à sa politique traditionnelle, et pour réaliser, sans affaiblir ses réserves, la grosse opération qu'était l'acquisition d'Orange-Nassau, important charbonnage du Limbourg qui extrait déjà plus de 300.000 tonnes, elle s'est décidée à faire une émission de 16 millions de marks d'obligations qui lui permettra en outre de parer aux premiers travaux d'agrandissements. Le montant total de l'emprunt du type 4 $\frac{1}{2}$, a été pris ferme et au pair par la Deutsche Bank qui l'a ensuite replacé dans sa clientèle.

La société des Petits-Fils de François de Wendel s'était d'abord adressée, pour la négociation de cet emprunt, à certaines maisons françaises et notamment à des compagnies d'assurances, mais celles-ci n'avaient pas voulu se charger de l'opération. MM. de Wendel refusaient en effet de faire inscrire leur papier à la cote, les lois françaises exigeant pour cela la publication des statuts et des bilans annuels que ces Messieurs préfèrent tenir secrets. Ils se retournèrent alors vers la Banque allemande, quitte à payer $\frac{1}{2}$ % d'intérêt de plus. On ne peut s'empêcher de remarquer combien la Deutsche Bank fit preuve, en cette circonstance, d'un esprit d'initiative supérieur à celui des sociétés françaises, d'autant plus que le marché monétaire allemand était à cette époque assez à l'étroit (juin 1908). L'emprunt Wendel fut d'ailleurs enlevé avec une rapidité extrême et fait aujourd'hui prime au-dessus du pair.

Le système actuellement en faveur dans l'industrie allemande pour se procurer des ressources, est infiniment plus simple : c'est celui des fusions de sociétés avec augmentation de capital. La plupart des sociétés qui ont recours à ce procédé possèdent d'ailleurs en outre un capital obligations considérable, mais ce qui caractérise, en quelque sorte, l'économie de leur gestion, ce sont les augmentations répétées de capital. Celles-ci se justifient parfaitement quand elles ne sont que des jeux d'écritures destinés à remplacer le papier d'une société absorbée par celui de la société fusionnaire, ou quand elles correspondent à un accroissement réel de l'actif social. Il n'y a même pas, dans le premier cas, d'augmentation de capital à proprement parler, ou du moins il ne devrait pas y en avoir, si l'on n'en profitait généralement pour émettre des actions dans le public; ainsi quand le Phoenix fusionna avec Nordstern, il porta son capital de 72 à 100 millions, l'augmentant ainsi de 28 millions de marks actions dont 20 millions seulement furent remis aux actionnaires du Nordstern. Le public paya les frais de l'opération en souscrivant avec une prime de 75 % les 8 millions de marks restant qu'on lui offrit gracieusement à ce prix. Mais ce n'est pas seulement dans ce cas que les sociétés allemandes augmentent leur capital; elles le font pour ainsi dire à jet continu, et il n'y a pas lieu de s'en étonner. Ne consacrant que des sommes insignifiantes à leurs amortissements pour distribuer l'intégralité de leurs bénéfices à leurs actionnaires, elles se trouvent manquer de capitaux, quand il leur faut, ce qui est fréquent, procéder à de gros travaux soit en vue d'installations nouvelles soit en vue de réfections devenues nécessaires; il est tout indiqué alors de songer au bas de laine de l'épargne

quand on a épuisé auprès des banques qui en Allemagne s'intéressent dans la plus large mesure aux affaires industrielles, tout le crédit dont elles pouvaient disposer (1). Parfois aussi les banques expriment le désir de se voir rembourser leurs avances; il faut alors recourir à une émission de capital nouveau.

Le plus souvent, cette augmentation de capital se dissimule hypocritement sous le masque d'une fusion, mais ce n'est là qu'un prétexte : quand on voit une grosse société absorber un petit laminoir de minime importance, on peut être assuré que ce n'est pas là la cause réelle de l'augmentation de capital réalisée, mais seulement un moyen détourné de se procurer des disponibilités. L'argent faisant défaut pour renouveler un outillage vieilli, voire même pour distribuer un dividende flatteur pour la direction sans supprimer complètement la part déjà si mince faite aux amortissements, une bonne petite augmentation de capital justifiée aux yeux du public par l'absorption d'une société dont il ignore l'importance, vient porter remède à la situation et remettre la caisse à flot. Cette pratique, qui n'est pas très ancienne, tend à se généraliser de plus en plus; elle est mise en usage à des degrés différents par les entreprises les plus sérieuses et on peut se demander quelle conséquence elle n'entraînera pas un jour. Très fiers de leur industrie, les

(1) Gelsenkirchen, dont le capital s'élevait déjà à 130 millions de marks, est actuellement en train de procéder à une émission de 26 millions de marks d'actions et de 20 millions de marks d'obligations. — Le but principal de cette émission est la construction de nouveaux fourneaux et de nouvelles aciéries qui donnent à la société une importance métallurgique égale à son importance charbonnière. — Cet esprit de mégalomanie ne peut que surprendre à une époque où toute l'industrie de l'acier souffre en Allemagne de la surproduction.

Allemands jusqu'ici ont enlevé avec empressement tous les titres qu'on leur offrait; mais que cette vogue vienne à disparaître, la situation de beaucoup d'affaires pourra devenir fort difficile surtout si, comme c'est assez vraisemblable, cela se trouvait coïncider avec une période de dépression ou de crise industrielle. Beaucoup d'usines se trouveraient dans le plus grand embarras, manquant de moyens financiers et n'en pouvant trouver auprès des banques qui leur ont déjà engagé toutes leurs ressources disponibles. Il n'en est pas moins vrai qu'à l'heure actuelle, industriels et banquiers allemands considèrent comme simplement rétrograde une administration sage et prévoyante comme celle qui est pratiquée à Hayange et, d'ailleurs, dans la généralité des grandes sociétés françaises.

CHAPITRE V

CARACTÈRE PARTICULIER DES SOCIÉTÉS D'HAYANGE
ET DÉ JŒUF

La politique de prudence financière qui a été, ainsi que nous venons de le voir, la constante tradition de la maison de Wendel, a été singulièrement facilitée par la forme des deux sociétés qui sont, aussi bien la société lorraine que la société française, des sociétés en commandite par parts (commandite simple).

C'est en effet là un côté assez curieux de l'affaire. Il est d'ailleurs intéressant de noter à ce propos un nouveau démenti à la théorie de la déchéance inévitable des entreprises basées sur les seuls capitaux de famille, au profit des groupements de capitaux réalisés par les sociétés anonymes. Cette théorie ne s'est pas réalisée dans les faits, même pour la très grande industrie. Pour ne citer qu'un seul exemple, Krupp, en Allemagne, est une affaire purement personnelle, au capital de 180 millions de marks. C'est pourtant bien là, il faut l'avouer, le type idéal de la grande industrie, au sens le plus large.

La société des Petits-Fils de François de Wendel, sous sa forme actuelle, a été constituée en juillet 1871; elle com-

prend des commanditaires, tous descendants de M. François de Wendel, et des gérants commanditaires qui sont également pris parmi ces descendants.

Les pouvoirs des gérants sont les plus étendus; ils dépassent même ceux habituellement reconnus aux conseils d'administration.

La société de Jœuf, créée en 1882, est absolument du même type; la seule différence est que, parmi les commanditaires, figurent encore, en dehors des descendants de M. François de Wendel, MM. Schneider et C^{ie}. Les gérants, jusqu'à présent, ont toujours été les mêmes que ceux d'Hayange.

Dans l'une et l'autre société, des dispositions statutaires spéciales s'opposent à ce que les parts ne viennent à tomber dans d'autres mains que celles des descendants directs des membres fondateurs. En cas d'extinction, dans une branche, d'héritiers issus de François de Wendel, la société s'est réservé la faculté de racheter leurs parts suivant des bases déterminées. Le caractère familial de l'entreprise se trouve ainsi sauvegardé.

Il est facile de concevoir que, dans de telles sociétés, dont les titres ne sont cotés à aucune bourse et dont les membres sont peu nombreux et assez intimement liés à l'affaire pour s'intéresser avant tout à sa durée, la direction est beaucoup plus libre que dans une société par actions, de se régler, pour la fixation des amortissements aussi bien que pour celle des dividendes, sur la situation industrielle de la société et sur ses intérêts d'avenir.

Si, dans les périodes de moindre prospérité, les sociétaires voient diminuer leurs revenus, ils n'ont pas, du moins, la fâcheuse impression des porteurs d'actions qui

voient la réduction de leurs dividendes entraîner la dépréciation de leurs titres, et ont ainsi tout au moins l'illusion de voir fondre leur capital. Il y a là tout un ordre de considérations dont un conseil d'administration ne peut faire entièrement abstraction et qui peut l'inciter à compromettre la bonne situation financière de la société. Maintenir le dividende par tous les moyens, dussent les amortissements en souffrir et les réserves être négligées ou même entamées, tel est le but poursuivi bien souvent par les administrateurs que hante la crainte de provoquer un affaissement des cours par la réduction du dividende.

La forme des sociétés d'Hayange et de Jœuf a encore d'autres avantages; en particulier la rapidité des décisions se trouve singulièrement facilitée même pour des questions fort importantes.

Nous avons vu que les gérants avaient les pouvoirs les plus étendus; la plupart du temps ils pourront donc décider d'emblée, après s'être mis d'accord, sans avoir à convoquer l'Assemblée générale des sociétaires. Lors même d'ailleurs qu'ils ne sauraient agir sans autorisation, ils pourront facilement, avant même de réunir dans les délais statutaires l'assemblée régulière, s'assurer par avance de l'adhésion de leurs peu nombreux commanditaires, tout cela sans aucune publicité ni indiscretion. Pour conserver à la société ce précieux avantage qui aurait pu disparaître par le morcellement des parts de commandite, les statuts ont décidé que chaque part ne pourrait avoir qu'un représentant unique désigné par les co-propriétaires de la part. La gérance est ainsi assurée de n'avoir jamais affaire qu'à un nombre restreint d'ayant-droit. Il en résulte pour la société une rapidité de décision précieuse. On ne saurait mieux

comparer sa situation, à ce point de vue, par rapport aux sociétés par actions, qu'à celle d'une monarchie absolue ou quasi-absolue vis-à-vis d'une république parlementaire. Ainsi l'Allemagne dont la Constitution, permet à l'empereur de déclarer la guerre avec l'assentiment du Bundesrat, est assurée de prévenir le gouvernement français obligé de consulter les deux Chambres. Or il peut être parfois du plus haut intérêt pour une société de prendre une détermination rapide. A deux reprises différentes, en ces dernières années, MM. de Wendel ont pu ainsi enlever à leurs concurrents des affaires importantes : Crespin d'abord, puis un autre charbonnage, dont les propriétaires, pressés de conclure, préférèrent, à cause de cela, traiter avec la Société des Petits-Fils.

A côté de ces avantages incontestables, le caractère, en quelque sorte familial, des sociétés d'Hayange et de Jœuf, n'entraîne-t-il pas quelques inconvénients? Nous n'en voyons guère qu'un seul qui s'est manifesté dans ces dernières années; encore peut-on se demander si cet inconvénient n'est pas en même temps une sauvegarde?

Dans cette évolution vers l'intégration industrielle qui a été en Allemagne la caractéristique de ces dernières années, nous avons vu que le moyen le plus rapide comme le plus efficace pour réaliser l'indépendance complète d'une affaire industrielle, possédant tous les échelons de la fabrication depuis la matière première jusqu'aux produits finis, c'était la fusion de plusieurs sociétés en une seule. Il est facile de concevoir que pour une opération de ce genre, la forme de société par actions est extrêmement pratique; l'opération se réduit alors à un échange de titres. Il n'en est pas de même pour les sociétés qui tiennent à conserver

leur caractère familial et ne veulent pas admettre dans leurs affaires des porteurs étrangers. Ce procédé, si commode, des fusions, leur est rigoureusement interdit. Dans ces conditions, il ne leur reste, pour réaliser l'intégration industrielle, que la ressource de développer peu à peu, par leurs moyens ordinaires, grâce à une sage pratique d'amortissements, tous les éléments de leurs affaires, ou d'absorber par voie d'achat des affaires déjà existantes.

CHAPITRE VI

LES CHARGES DE PRÉVOYANCE SOCIALE
A HAYANGE ET A JËUF

Après avoir étudié le développement historique et économique des forges d'Hayange, nous allons être naturellement amenés à rechercher de quelle façon la direction s'y est préoccupée de la question ouvrière. L'importance primordiale de cette question n'échappera à personne; elle se pose aujourd'hui avec une acuité toute particulière et les impérieuses revendications sociales du monde ouvrier ne cessent d'être un sujet de préoccupation pour les gouvernements comme pour les industriels. L'ouvrier de l'heure présente, à tort ou à raison, se prétend lésé : il demande, il exige même au besoin, un bien-être, des facilités de vie inconnues jusqu'à ce jour. Ces exigences sont-elles fondées, nous ne le croyons pas; il a pu, sans doute, y avoir des abus dans le passé, mais on peut affirmer qu'aujourd'hui, l'employeur en général s'efforce, dans la mesure du possible, d'apporter à la situation de l'ouvrier tous les adoucissements qu'elle comporte. L'ouvrier ne sera jamais un rentier; il lui faudra toujours vivre de son travail, voilà ce que les meneurs socialistes semblent un peu enclins à oublier; mais,

cela étant, la situation de l'ouvrier est aujourd'hui bien améliorée; là où la loi ne l'a pas fait, l'initiative privée est intervenue à cet effet. Presque partout les industriels se sont imposé les plus lourdes charges pour assurer le bien-être de leurs ouvriers par la construction de maisons ouvrières, la constitution de caisses de secours et de retraites., etc. Tout ce qui a été fait de ce côté, en France, est dû presque uniquement à l'initiative patronale; beaucoup de ces institutions sont au contraire légales en Allemagne; à ce point de vue d'ailleurs, dans un pays comme dans l'autre, les sacrifices consentis par la maison de Wendel en faveur de ses ouvriers, dépassent singulièrement les limites des prescriptions légales; partout sa conduite a été inspirée d'un esprit généreusement humanitaire et elle s'en estime d'ailleurs largement récompensée par l'affection dévouée que lui portent les populations ouvrières et dont le dernier et probant témoignage a été l'élection à une énorme majorité de M. Charles de Wendel au Reichstag, l'année dernière. A Hayange même M. de Wendel a recueilli la presque totalité des voix.

Nous étudierons successivement et succinctement l'organisation des différentes institutions de bienfaisance qui fonctionnent à Hayange, qu'elles aient leur origine dans un texte de loi ou qu'elles soient dues uniquement à la générosité privée.

A) Logements ouvriers ; Cantines, Économats

Au premier chef, il faut citer les maisons ouvrières. La question des logements ouvriers a toujours été une des préoccupations dominantes de la maison de Wendel;

elle y a de tout temps consacré des sommes importantes et, dans ces dernières années, une moyenne annuelle de plus de 600.000 francs; elle a construit des cités entières comme celle de Geniboix, à Jœuf, où la cité forme une petite ville à part avec son église au centre et les maisons alignées symétriquement avec leurs jardins; la lumière électrique est fournie gratuitement par les usines. Le type de maison généralement adopté par la Société comporte quatre pièces, une petite étable et un jardin; ces logements sont loués à des conditions très modérées, 16 marks, ou 20 francs pour ceux à quatre pièces, 12 marks seulement pour ceux à trois pièces, ce qui fait 4 à 5 francs par pièce et par mois. MM. de Wendel peuvent ainsi loger environ 2.500 familles; on appréciera l'avantage retiré par les ouvriers qui peuvent obtenir des logements de la maison, quand on pense qu'à Hayange par exemple, les maisons n'appartenant pas à la société sont louées 20 et 24 marks quoiqu'elles ne comportent ordinairement que trois pièces. Le loyer de la pièce ressort ainsi à près du double (1).

Aussi, pour éviter à leurs ouvriers ces loyers élevés et les faire tous bénéficier des mêmes avantages, MM. de Wendel s'efforcent de multiplier de plus en plus le nombre de leurs logements ouvriers, mais cette tâche, malgré l'importance des sommes qui y sont affectées annuellement, est

(1) Aussi le fisc, jugeant anormal le taux des loyers consentis par MM. de Wendel, prétend-il le relever pour l'établissement de leur cote d'impôt sur la propriété bâtie en ce qui concerne les cités. — Le fisc est d'ailleurs beaucoup plus exigeant encore en Prusse où il oblige les industriels à payer aux communes, avant de construire leurs cités, de véritables contributions qui atteignent parfois 10 % de la valeur des constructions. — La Société des Petits-Fils a payé dans ces conditions plus de 80.000 marks lors de la construction de la cité de Hamm

rendue difficile par le nombre toujours croissant des ouvriers employés aux usines. Dans cette question des logements ouvriers la société s'est préoccupée de sauvegarder le plus possible la vie de famille aussi bien que la moralité : chaque logement a son entrée indépendante et la maison interdit à ses locataires d'avoir des sous-locataires. Ce système est infiniment peu avantageux parce qu'il ne permet guère de loger plus de un ou deux ouvriers en moyenne par logement et qu'il nécessite ainsi la construction d'un plus grand nombre de maisons. MM. de Wendel sont les seuls industriels de la région à avoir introduit cette clause dans leurs baux ; la plupart des usines laissent au contraire à leurs locataires ouvriers la faculté de prendre des sous-locataires, et en profitent pour leur demander des loyers plus élevés auxquels viennent contribuer les pensionnaires. Ce système présente pour l'usiner, au point de vue financier, ce double avantage, avec un même nombre de maisons, de loger un plus grand nombre d'ouvriers et d'obtenir des loyers supérieurs.

Néanmoins, MM. de Wendel n'ont pas hésité à y renoncer devant l'intérêt évident de la moralité. Aussi les capitaux consacrés par MM. de Wendel à leurs logements ouvriers ne reçoivent-ils qu'une rémunération extrêmement réduite, moins de 2%, et encore sans tenir compte de la valeur des terrains appartenant à la maison.

MM. de Wendel ont aussi construit des cités pour les mineurs de leurs houillères, en Westphalie et dans la Sarre. Ils avaient, dès 1854, construit pour leurs usines de Stirin, près de Forbach, une vaste cité ouvrière qui fut érigée en commune, 3 ans plus tard, par l'empereur Napoléon III, sous le nom de Stiring-Wendel. La cité de Stiring fut long-

temps citée comme un exemple: c'était une création sans précédent à l'époque.

MM. de Wendel construisent également des maisons pour leurs employés. Ils se sont efforcés aussi de rendre possible à leur personnel l'accession de la propriété. Ils font dans ce but, à ceux de leurs ouvriers qui disposent déjà de quelques économies, des avances hypothécaires destinées à leur faciliter la construction de maisons leur appartenant. Ces avances, consenties au taux très avantageux de 4 %, sont très appréciées du personnel auquel elles évitent l'intermédiaire onéreux de prêteurs plus ou moins usuriers. L'importance des avances ainsi faites s'élève actuellement à 500.000 francs, ce qui démontre surabondamment le succès qu'elles rencontrent. Elles sont amorties peu à peu au moyen de remboursements mensuels opérés sous forme de retenues sur les salaires. Cette institution de la maison est intéressante à noter, en présence du grand mouvement d'opinions anti-collectiviste qui est en train de se créer et qui a pris pour programme la généralisation de la propriété (1)

(1) La question de la maison ouvrière, propriété de l'ouvrier, est très discutée. — On peut se demander en effet, si c'est un service à rendre à l'ouvrier, que de l'inciter à immobiliser ses ressources dans la construction d'une maison. — Il faut noter toutefois que les forges d'Hayange ne consentent les avances en question qu'aux ouvriers, disposant déjà par avance de quelques ressources et présentant des garanties certaines de stabilité. — Le personnel de la maison est d'ailleurs remarquablement stable, retenu par la perspective de la retraite accordée par la maison à ses vieux serviteurs. — S'il en était autrement, on pourrait craindre en effet que l'immobilisation des ressources de l'ouvrier dans l'acquisition de sa maison ne l'inféode complètement à la Société employeuse qui a fait l'avance des fonds. — Le nombre d'ouvriers qui profitent de cette disposition de la maison, est d'ailleurs des plus restreints puisque les avances consenties par la Société ne représentent guère la valeur que d'une cinquantaine de maisons.

chez les ouvriers. Là est peut-être l'avenir : il faut savoir l'encourager. Propriétaire de sa maison, l'ouvrier devient par là même plus stable; ce n'est plus l'instrument de travail errant qui vague d'une usine à l'autre; il possède en propre quelque chose qui le fixe et le rapproche des classes bourgeoise et rurale qu'on est convenu d'appeler possédantes. Le jour où l'ouvrier sera propriétaire, le fossé sera comblé entre les différentes classes de la population et par là même auront vécu les haines de classes. On ne peut que souhaiter de voir partout, dans un avenir prochain, l'ouvrier propriétaire de son home, il aura perdu alors les rancœurs jalouses qui, adroitement exploitées, le dressent aujourd'hui contre le monde capitaliste.

MM. de Wendel reçoivent aussi dans leurs caisses les dépôts des ouvriers et employés auxquels ils servent un intérêt de 4 %. Ce mode de placement est fort goûté du personnel qui y trouve l'avantage de garder son capital d'épargne immédiatement réalisable et en retire néanmoins un intérêt rémunérateur. La plupart des employés emploient ainsi leurs économies ainsi que ceux des ouvriers qui épargnent quelque peu. Le maximum des dépôts autorisé par la maison était, jusqu'au 1^{er} janvier 1908, de 10.000 marks pour les employés, et de 2.500 pour les ouvriers. Ces chiffres maxima ont dû être relevés jusqu'à concurrence de 16.000 et 5.000 marks respectivement, et, depuis lors, le montant des dépôts s'est singulièrement accru : il dépasse aujourd'hui 2 millions.

La maison de Wendel se fait ainsi le banquier de son personnel, lui avançant des fonds ou en conservant en dépôt, suivant le cas. L'inconvénient de ce dernier système serait de créer éventuellement dans la situation de trésor-

rière de la société un chiffre relativement considérable d'exigibilités, et c'est ce qui a contraint la direction à fixer un maximum à ces comptes de dépôts.

Les forges d'Hayange et de Jœuf possèdent aussi des cantines qui assurent gîte et nourriture aux ouvriers qui sont sans famille ou habitent trop loin des usines. Moyennant la modique somme de 1 fr. 10 par jour, la cantine fournit le logement et les trois repas, du matin, de midi et du soir. Ces prix sont tellement réduits que presque toutes les cantines soldent leur budget en déficit; c'est ainsi que la seule cantine de Jœuf, l'année dernière, a perdu plus de 4.000 francs. Une cantine est annexée à chaque usine, et la maison est actuellement en train d'agrandir la plupart d'entre elles. En effet, les prix demandés par les logeurs, en particulier à Hayange, sont tellement élevés qu'ils se trouvent absolument inabordables pour l'ouvrier. Le nombre des ouvriers hébergés dans les cantines varie de 7 à 800 pendant les mois d'été, à plus de 1.500 pendant les mois d'hiver.

A côté des cantines, MM. de Wendel ont organisé des économats qui procurent aux ouvriers, au prix coûtant, la plupart des objets de première nécessité (1). Les ouvriers profitent ainsi des prix de gros pour tout ce qui est denrées alimentaires, vêtements de travail, etc.. L'économat de

(1) L'institution des Économats a été parfois très attaquée. — Elle peut en effet donner lieu à des abus assez graves. Certains industriels y ont vu parfois une manière de payer leurs ouvriers en nature en leur donnant des bons d'économat au lieu de salaires en argent. — Cette pratique est assurément condamnable et a provoqué une intervention parlementaire. — La suppression des économats a été votée par la Chambre au mois de juin 1906, mais le projet n'a pas encore passé au Sénat et est actuellement soumis à l'enquête.

Hayange vend au détail la viande de boucherie; le but ainsi poursuivi est d'empêcher des hausses injustifiées que le commerce pourrait être tenté d'imposer à la clientèle ouvrière; l'institution des économats rend difficile tout prélèvement d'impôt de ce genre. Les économats n'ont pas cependant tué la concurrence des fournisseurs locaux, qui offrent à leur clientèle l'avantage ruineux de comptes ouverts. L'ouvrier se laisse trop souvent tenter par l'appât du crédit qui lui est ainsi offert et il en profite pour s'endetter; c'est à cette fâcheuse tendance que les économats s'efforcent de remédier en offrant à l'ouvrier l'avantage de prix très sensiblement inférieurs. Ce but est d'ailleurs atteint dans une très large mesure puisque le chiffre des ventes réalisées par les économats d'Hayange, Moyeuvre et Jœuf, s'est élevé, en 1906, à plus de 1.250 mille francs. Le pain est un des objets que l'économat fournit ainsi aux ouvriers; la boulangerie d'Hayange en fabrique par jour plus de cinq mille kilos et, pendant toutes ces dernières années, le prix de vente de ce pain a été constamment de 25 à 30 % inférieur au prix moyen des boulangers de l'endroit. On s'étonne qu'avec une telle différence de prix, la boulangerie locale ait pu encore conserver une clientèle; il faut l'expliquer malheureusement par l'ouverture de ces comptes à crédit qui sont une des pires embûches dressées à l'esprit d'imprévoyance des classes ouvrières. Faut-il ajouter aussi qu'il se trouve encore des ouvriers, en petit nombre il est vrai, qui méprisent le pain de l'usine, ne le jugeant sans doute pas assez bon, quoique ce pain soit le seul servi à la table des gérants.

A Hayange, l'économat vend également, au prix le plus modéré, le lait des fermes qui dépendent de l'usine. A

Joëuf, la société a organisé, pour y suppléer, une laiterie coopérative.

C'est également une coopérative de consommation que MM. de Wendel ont organisé à Petite-Rosselle, à l'intention de leurs ouvriers mineurs, pour remplacer l'économat.

Logements ouvriers, cantines, économats ou coopératives, c'est ainsi que s'établit le bilan de ce que la maison de Wendel a fait pour faciliter le plus possible la vie de l'ouvrier attaché à ses établissements. La plupart de ces institutions se retrouvent dans toutes les entreprises similaires; la seule différence consiste dans la façon dont elles sont gérées. Il est de ces institutions qui répondent aujourd'hui à des nécessités pratiques autant qu'à des intentions charitables; tel est, par exemple, le cas des maisons ouvrières. Au début de l'industrie métallurgique, les forges recrutaient leur personnel dans les villages d'alentour; il était des ouvriers qui venaient tous les jours de trois et même quatre lieues à la ronde; il n'en est plus de même aujourd'hui : d'abord les usines sont devenues si nombreuses et se trouvent si rapprochées les unes des autres que leur rayon d'attraction a beaucoup diminué; au lieu de drainer la main-d'œuvre dans un rayon de 12 ou 15 kilomètres, elles ne recrutent plus leur personnel que dans leurs environs immédiats. D'autre part, la demande de main-d'œuvre a considérablement augmenté; telle usine qui n'occupait que 1.000 ou 1.200 ouvriers, il y a 10 ans, en occupe le double aujourd'hui. Il s'est donc formé de véritables populations ouvrières venues un peu de partout, n'ayant pas de domicile, et que l'usiner s'est vu dans l'obligation de loger. Parlerons-nous de ces 20.000 Italiens dont on constate la présence en Lorraine allemande, et de ces 20.000 autres

employés aux forges de Meurthe-et-Moselle ? A tout ce monde d'ouvriers il fallait trouver un gîte : la construction de logements s'imposait donc aux usines comme une nécessité, mais c'est dans les conditions auxquelles ces logements sont mis à la disposition des ouvriers qu'apparaît l'intention charitable; nous avons vu que jamais MM. de Wendel n'avaient voulu faire là une spéculation, et que le seul esprit d'humanité avait dicté leur conduite en cette matière. C'est dans le même esprit d'intérêt porté à leurs ouvriers qu'ils entretiennent aussi à leurs frais un clergé italien pour tous leurs ouvriers transalpins.

MM. de Wendel se sont aussi préoccupés de longue date d'organiser le service médical pour leurs ouvriers et leurs familles. Nous verrons plus loin comment la loi allemande a depuis organisé à cet effet des caisses de malades que nous aurons l'occasion d'étudier.

La société a en outre construit des hôpitaux. Ces hôpitaux sont tous destinés au service des blessés et comprennent en outre un plus ou moins grand nombre de salles pour les malades, ainsi que des pavillons d'isolement.

L'hôpital d'Hayange contient.....	90 lits.
— de Moyeuve contient.....	24 lits.
— de Jœuf contient.....	24 lits.
— de Petite-Rosselle contient...	65 lits.

Les médecins de la maison assurent le service de ces hôpitaux exclusivement réservés au personnel des usines de Wendel. Bien que la pension des malades soit à la charge des Caisses, les frais accessoires d'hôpital supportés par la maison pour ses hôpitaux lorrains se montent à 20.000 fr. par an environ.

MM. de Wendel entretiennent aussi des écoles au profit

de leurs populations ouvrières. En Lorraine annexée, ils ont seulement des asiles et des écoles de filles. En Meurthe-et-Moselle, leurs écoles primaires, filles ou garçons, sont en outre ouvertes à la population locale qui peut ainsi en bénéficier gratuitement. La maison de Wendel a également organisé des écoles ménagères qui, tant à Hayange qu'à Moyeuvre ou Petite-Rosselle, ont rencontré le plus grand succès auprès de la population.

Le budget des écoles n'est pas très considérable à Hayange (12.000 m. environ), la maison n'ayant pas d'écoles de garçons mais seulement des écoles de filles qui, étant de plus communales, reçoivent une subvention de la commune. A Jœuf au contraire, il n'est pas loin d'atteindre 70.000 francs; il a d'ailleurs très fortement augmenté depuis les lois récentes qui ont proscrit l'enseignement congréganiste. A Petite-Rosselle les dépenses des écoles se sont élevées à 27.000 marks.

B) Pensions et Retraites.

Nous arrivons maintenant au chapitre des Institutions de prévoyance proprement dites. Ce chapitre constitue annuellement pour MM. de Wendel une source de dépenses excédant 1.600.000 francs. En premier lieu, il nous faut citer les charges qui leur incombent du fait des retraites qu'ils accordent gracieusement à leur personnel au bout d'un certain temps de service.

Ces retraites, qui sont particulières à la maison sont absolument distinctes de celles organisées par la loi du 22 juin 1889 dont il sera question plus loin. Elles se cumulent avec elles et ne se confondent pas.

PENSIONS

1^o A HAYANGE. — La dépense occasionnée de ce chef dépasse 250.000 francs par an. Le personnel sait d'ailleurs fort bien apprécier les avantages de cette retraite. A une époque où le taux des salaires était légèrement inférieur à Hayange à ce qu'il était dans les usines avoisinantes qui venaient de se créer, MM. de Wendel ont pu constater que l'attrait de leur pension maintenait fidèlement autour d'eux leur population ouvrière. La maison de Wendel est en effet la seule de la région accordant des retraites à ses ouvriers sans retenue de salaires.

A) *Ouvriers*. — L'institution des pensions de la maison de Wendel remonte à l'année 1856. Supprimées en 1891, au moment où la loi d'Empire du 22 juin 1889 organisa les caisses d'assurances contre l'invalidité et la vieillesse, elles furent rétablies et réorganisées dès 1898. Tout ouvrier ayant 55 ans d'âge et 20 ans de services ininterrompus a droit à une pension annuelle d'autant de fois 4 marks qu'il a d'années de service. Le montant de la pension peut ainsi varier de 100 à 200 francs, les années de 20 à 60 entrant seules en ligne de compte. Les ouvriers ayant 20 ans de services et moins de 55 ans d'âge reçoivent néanmoins une retraite proportionnelle, quand ils se retirent atteints d'une incapacité absolue de travail par suite de maladie. En cas de blessure, c'est en effet à la *Berufsgenossenschaft* qu'incombe le soin de fournir la pension.

Les contremaîtres reçoivent une retraite double de celle des ouvriers. Ces retraites s'ajoutent aux retraites légales de la loi de 1887.

Les ouvriers mineurs jouissaient aussi d'une retraite, légèrement supérieure (25 %) à celle des ouvriers des forges. Cette retraite est remplacée, depuis 1906, par la rente légale de la Knappschaft.

B) *Employés.* — Quant aux employés, MM. de Wendel avaient organisé en leur faveur dès 1853 des retraites proportionnelles au traitement. Au bout de 5 ans de services, chaque employé reçoit de la maison un titre qui lui donne droit, après 30 ans de services ininterrompus, à une retraite égale à la moitié de ses appointements au jour de sa retraite. En cas de décès, la moitié de cette pension est réversible sur la tête de la veuve.

Si nous nous bornons à la dernière période de 10 ans, nous voyons que le service des pensions a coûté à la firme des Petits-Fils une moyenne de un peu plus de 180.000 marks par an. En 1907-08 le budget des pensions s'est élevé à 213.892 marks, marquant une augmentation sensible.

2° A JœUF. — La même organisation existe à Jœuf en ce qui concerne les employés; le chapitre Pensions et Secours y a atteint en 1907 le chiffre de 25.763 francs. En outre, désireux de faire les mêmes avantages à leurs ouvriers de Meurthe-et-Moselle qu'à ceux de Lorraine, MM. de Wendel se sont affiliés à la Caisse patronale de Retraites, mutuelle dépendant du Comité des Forges de France.

Cette caisse fonctionnait primitivement de la façon suivante : Le chiffre des retraites variait de 60 à 180 francs, suivant le nombre de versements trimestriels effectués par le patron. Pour chaque versement trimestriel de 5 francs, il était alloué une pension de 1 fr. 25 aux ouvriers ayant 60 ans d'âge, ou seulement 55 s'ils étaient alors affligés d'une

incapacité absolue de travail. Comme les versements trimestriels se faisaient de 24 à 60 ans, leur nombre maximum pouvait atteindre $(60 - 24) \times 4 = 144$, ce qui portait la pension à $144 \times 1 \text{ fr. } 25 = 180$ francs. Il n'était pas accordé de retraite aux ouvriers qui n'auraient pas été l'objet de 48 versements au moins, leur donnant droit à 60 francs de retraite. A titre exceptionnel, le maximum de la pension était porté à 200 francs en faveur des ouvriers ayant travaillé 36 ans chez le même patron.

La loi du 27 décembre 1895, relative aux conditions d'existence des Caisses patronales et à l'emploi de leurs fonds de réserve, d'une part, la baisse du taux de l'intérêt, d'autre part, obligèrent les membres de la Caisse patronale à modifier leurs statuts et notamment le taux de leurs cotisations, de manière à maintenir invariable celui de la retraite. Seul fut supprimé le supplément de 20 francs aux ouvriers ayant toujours travaillé dans la même maison. Les ouvriers furent divisés en six catégories d'âge, de 24 à 30, de 30 à 36, de 36 à 42, de 42 à 48, de 48 à 54 et de 54 à 60 ans. Les versements trimestriels, au lieu de rester uniformément de 5 francs, varièrent avec les catégories et furent fixés respectivement pour chacune d'elles à fr. 3,25 — 4,75 — 5,50 — 6,75 — 9 et 12. 25.

La maison de Wendel a versé à la Caisse syndicale, en ces dernières années, les sommes suivantes :

1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
—	—	—	—	—	—	—	—
8,018	8,165	11,737	12,517	12,566	9,695	15,535	8,391

Les variations qu'on remarque dans ce tableau proviennent d'exercices chevauchant les uns sur les autres; c'est

ainsi que le 4^e trimestre de 1905 fut payé seulement en 1906. De même, l'exercice 1907 ne présente que 3 trimestres.

RETRAITES LÉGALES

En dehors de ces retraites, ou mieux de ces pensions dont ils ne sont redevables qu'à la bonne volonté de leurs employeurs, les ouvriers travaillant aux forges d'Hayange jouissent en outre du bénéfice des retraites organisées par la loi alsacienne-lorraine du 22 juin 1889.

Les ouvriers de Jœuf ne jouissent pas des mêmes avantages puisque les retraites ouvrières ne fonctionnent pas encore en France. Ils n'ont donc que la retraite de la Caisse patronale dont la jouissance leur est assurée par les versements patronaux effectués à leur profit.

L'économie du système instauré par la loi alsacienne-lorraine du 22 juin 1889 repose sur le triple versement du patron, de l'ouvrier et de l'État; nous verrons plus loin dans quelles proportions.

Cette loi de 1889, dite d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, assure, comme son nom l'indique, une double retraite : retraite pour la vieillesse, d'une part; retraite d'invalidité pour les ouvriers prématurément atteints d'infirmités, d'autre part.

Etant donné l'âge de la retraite de vieillesse, 70 ans, c'est surtout la retraite d'invalidité qui est appelée à jouer; aussi l'administration se montre-t-elle assez facile pour son obtention.

La caisse d'assurance, en dehors des subventions de l'État, est alimentée par les cotisations hebdomadaires patronales et ouvrières. Ces cotisations, qui incombent par moitié

aux patrons et aux ouvriers, sont dues à la caisse sous la responsabilité des premiers seulement : aussi les versements ouvriers sont-ils effectués par l'employeur sous forme de retenues de salaires. Les cotisations hebdomadaires s'élèvent à 14, 20, 24, 30 et 36 pfennigs, suivant les classes de salaires (moins de 350 marks; de 350 à 550, de 550 à 850, de 850 à 1.150, et au-dessus de 1.150). La cotisation de l'industriel pour une année complète, s'élève donc par tête d'ouvrier et suivant la catégorie à : M. 3,64 — 5,20 — 6,24 — 7,80 ou 9,36. Il doit en outre assurer le versement d'une cotisation égale au nom de l'ouvrier.

Les cotisations sont supprimées en cas de maladie, ainsi que pendant la durée du service militaire.

L'assurance est obligatoire pour tout individu âgé de 16 ans et plus, travaillant contre salaire autrement qu'à titre purement transitoire, que ce salaire consiste uniquement en argent, ou partie en argent, partie en nature.

Les ouvriers sont obligés à l'assurance sans limite de gains; au contraire, les employés, contremaîtres et techniciens ne sont astreints à l'assurance qu'autant que leur gain est inférieur à 2.000 marks. Passé ce chiffre, ils peuvent continuer l'assurance, mais à leurs seuls frais.

Les retraites sont payées aux assurés sans distinction de nationalité, sous la seule condition qu'ils habitent l'Empire.

Nous avons dit que les retraites organisées par la loi étaient de deux sortes; nous étudierons d'abord le mécanisme de la retraite d'invalidité.

a) Est réputé invalide et admis à ce titre au bénéfice d'une rente d'invalidité, tout individu devenu incapable de réaliser le tiers de son ancien gain, par suite d'affaiblissement corporel ou mental.

La rente qui lui est attribuée se compose de trois éléments distincts :

1^o Subvention fixe de 50 marks fournie par l'Empire;

2^o Subvention provinciale variable, calculée proportionnellement à leurs classes, d'après les 500 dernières semaines de cotisations fournies par l'ouvrier avant l'invalidité;

3^o Subvention spéciale proportionnelle aux différentes semaines de cotisations fournies.

La subvention provinciale s'élève, en :

Première catégorie, à	60 marks.
Deuxième catégorie, à	70 —
Troisième catégorie, à	80 —
Quatrième catégorie, à	90 —
Cinquième catégorie, à	100 —

Quand l'invalidé a fourni plus de 500 semaines, on impute seulement les 500 cotisations les plus élevées; dans le cas contraire, on comble la lacune par l'imputation de cotisations fictives de première classe.

La subvention provinciale afférente à un ouvrier ayant fourni 200 cotisations de cinquième classe, 100 de quatrième et 600 de troisième, s'établirait ainsi :

$$\left. \begin{array}{l} (200 \times 100 \text{ M}) : 500 = 40 \text{ M} \\ (100 \times 90 \text{ M}) : 500 = 18 \text{ M} \\ (200 \times 80 \text{ M}) : 500 = 32 \text{ M} \end{array} \right\} = 90 \text{ marks.}$$

La subvention spéciale comporte aussi un nombre variable de pfennigs, suivant le nombre de cotisations fournies, en tenant compte des classes de travail; mais il n'est plus fait état seulement d'un nombre fixe de 500 cotisations,

mais de toutes les cotisations réellement versées. Le nombre de pfennigs afférent à une semaine de cotisation est en :

Première classe, de	3 pfennigs.
Deuxième classe, de	6 —
Troisième classe, de	8 —
Quatrième classe, de	10 —
Cinquième classe, de	12 —

Dans le cas de l'ouvrier que nous avons envisagé, la subvention spéciale atteindrait :

$$\begin{array}{l} 200 \times 0,12 = 24 \text{ M} \\ 100 \times 0,10 = 10 \text{ M} \\ 600 \times 0,08 = 48 \text{ M} \end{array} \left\{ = 82 \text{ marks.} \right.$$

La retraite entièrement liquidée de cet invalide atteindrait donc :

Subvention d'Empire.....	50 marks.
Subvention provinciale.....	90 —
Subvention spéciale.....	82 —
	222 marks.

b) Quand au contraire un ouvrier arrive à l'âge de 70 ans sans qu'il y ait eu lieu de lui accorder une retraite d'invalidité, il a droit à la retraite de vieillesse. Celle-ci se compose encore de deux éléments, l'un fixe, la subvention, de 50 marks également, fournie par l'Empire, l'autre variable, la subvention provinciale, calculée au prorata des cotisations hebdomadaires fournies dans chaque classe avec admission d'un maximum de 1.200 cotisations seulement. S'il y a eu plus de 1.200 cotisations fournies on ne tient compte que des 1.200 plus élevées.

La subvention provinciale serait de :

60 M,	pour 1.200 cotisations hebdom. de 1 ^{re} catégorie.		
90 —	—	—	2 ^e —
120 —	—	—	3 ^e —
150 —	—	—	4 ^e —
180 —	—	—	5 ^e —

Elle atteindrait donc pour un ouvrier qui aurait fourni 250 cotisations de deuxième classe, 200 de troisième, 400 de quatrième et 600 de cinquième :

$$\frac{(200 \times 120 \text{ M}) + (400 \times 150 \text{ M}) + (600 \times 180 \text{ M})}{1200} = 160 \text{ marks.}$$

La retraite totale de cet ouvrier atteindrait donc $160 + 50 = 210$ marks, ce qui n'est pas loin du maximum qui est de $180 + 50 = 230$ marks, maximum rarement atteint. La moyenne de la retraite de vieillesse est d'ailleurs de 157 marks 18 pf. (Statistischesjachbuch für das deutsche Reich, 1906). Celle de la rente d'invalidité de marks 156, 13, soit respectivement fr. 196 et 193.

Les retraites assurées par la loi du 22 juin 1889 ne sont pas très élevées; elles n'entraînent donc pas des charges très considérables pour l'industriel. Les sommes payées de ce chef par les usines d'Hayange se sont élevées en 1906-07 à 81.099 marks pour 10.878 ouvriers, contre 52.029 en 1898-99 pour 7.800 ouvriers. La progression n'est donc pas très rapide. Les chiffres du dernier exercice font ressortir une dépense de 7 à 8 marks, un peu plus de 9 francs par individu employé. Le chiffre de 81.099 marks ne concerne d'ailleurs qu'Hayange même; il ne comprend pas la quote-part de Petite-Rosselle qui est proportionnellement analogue.

Telle quelle, la loi sur les retraites d'invalidité ou de vieillesse est l'une des moindres charges de l'industriel lorrain comparativement aux contributions qu'il lui faut verser à la Berufsgenossenschaft ou à la Knappschaft. Elle constitue néanmoins pour les finances généralement peu à l'aise de l'Empire allemand une charge assez lourde pour qu'on n'ait pu encore résoudre la question des retraites d'employés pendant depuis plusieurs années et toujours sans solution. On sait que sont seuls soumis à la loi sur les retraites ouvrières les employés dont le traitement annuel n'excède pas 2.000 marks. Or l'employé dont le travail est souvent aussi dur que celui de l'ouvrier et qui, de plus, est astreint à des dépenses dont l'ouvrier est affranchi, n'est pas moins intéressant que celui-ci et mérite tout autant que lui, l'intervention contributive de l'État.

PROJET FRANÇAIS

En France, la question des retraites ouvrières est actuellement en suspens devant le Sénat. Un projet de loi a été élaboré et adopté par la Chambre au commencement de 1906 (23 février). Mais, depuis bientôt trois ans, on n'a pu encore arriver à le rendre viable. Le texte adopté par la Chambre entraînerait des charges budgétaires hors de toute proportion avec les ressources financières. Voici, en quelques mots, et au point de vue des charges qu'il occasionnerait, l'économie de ce projet.

Tout ouvrier, employé ou domestique aurait droit à une retraite de vieillesse à soixante ans (Allemagne, 70 ans; projet anglais, 70 ans), ou, le cas échéant, à une retraite d'invalidité.

Ces retraites seraient assurées par des versements effectués aux Caisses nationales, mutuelles, syndicales ou patronales de retraites. Ces versements comprendraient :

- a) La contribution de l'employeur, 2 % des salaires;
- b) La cotisation égale de l'ouvrier;
- c) Des majorations de l'Etat.

Les salaires quotidiens inférieurs à 1 fr. 50 seraient exemptés de tout prélèvement. Les traitements d'employés supérieurs à 2.400 francs ne contribueraient que jusqu'à concurrence de cette somme.

Liquidation anticipée de la retraite : a) dès qu'elle atteint 360 francs en cas de demande de l'intéressé, s'il est âgé de 50 ans; b) ou en cas d'accident entraînant incapacité de travail.

Minimum de retraite : 360 francs, pourvu que les versements aient été effectués pendant au moins 30 ans à raison de 250 jours de travail par an.

Pour les ouvriers des mines l'âge normal de retraite était abaissé à 55 ans.

Le taux des retraites devait être déterminé par décret.

La loi de 1906 prévoyait aussi quelques secours à la veuve ou aux orphelins en cas de décès, et surtout des dispositions transitoires en faveur des ouvriers ou employés âgés lors de la mise en vigueur de la loi; il leur était accordé une allocation viagère annuelle de 120 francs minimum.

Ce texte aurait entraîné, pour l'Etat comme pour les industriels, une charge bien supérieure à celle de la loi allemande. L'âge de la retraite fixé à 10 ans plus tôt, le taux beaucoup plus élevé des retraites, puisque 360 francs eût été un minimum en France, alors qu'il constituerait un maxi-

mun en Allemagne, ces deux causes principales réunies devaient forcément nécessiter un surcroît de dépenses considérable. Effrayé des charges budgétaires qui en seraient résultées, le gouvernement avait proposé de limiter la cotisation de l'État à un forfait de 100 millions, mais une contribution ainsi restreinte aurait été nécessairement insuffisante, puisque la charge prévue de l'État était évaluée à 4 ou 500 millions. Les caisses de retraites se seraient trouvées rapidement en déficit, la contribution de l'État devenant illusoire. La fixation d'un forfait, surtout aussi minime, aurait détruit complètement l'économie du projet, par la suppression de fait de la contribution de l'État.

Nous avons dit que les cotisations ouvrières et patronales étaient calculées à raison de 2 % des salaires. Le chiffre de salaires distribués pour Jœuf aux ouvriers des forges s'étant élevé en 1907 à 3.092.963 francs, la cotisation patronale aurait atteint environ 62.000 francs. Pour la mine de Jœuf elle eût été de 8.300 francs; enfin, les versements relatifs aux traitements d'employés se seraient montés à 5 ou 6.000 francs environ. La dépense totale eût été ainsi de quelques 75.000 francs pour un personnel de 2.200 ouvriers ou employés, faisant ressortir une dépense par tête de 34 francs (1) environ. Nous avons vu que dans les usines allemandes de MM. de Wendel la loi de 1889 n'occasionnait pas une dépense supérieure à 9 francs, 10 francs maximum.

Les cotisations de la loi allemande ne sont pas rigoureusement proportionnelles aux salaires; ce sont des cotisations

(1) Ce chiffre tomberait à 32,50 si on ne considérait que les ouvriers de forges.

de catégories dont on ne peut établir la quotité que par approximation. Si nous prenons par exemple les cotisations de la quatrième catégorie (salaires de 850 à 1.100 marks), nous voyons que les cotisations s'élèvent à $0,15 \times 52 = 7\text{ M}80$, ce qui, pour un salaire moyen de 1.000 marks, ferait 0,78 %, pour un salaire maximum de 1.150 marks, 0,67 % seulement. Nous sommes loin des 2 % de la loi française.

Aussi celle-ci ne semble-t-elle pas pouvoir être adoptée telle quelle par le Sénat. Si les charges qui devraient en résulter pour l'industrie ne suffisaient pas à effrayer nos législateurs, du moins la charge budgétaire apparaît-elle comme un obstacle insurmontable.

Il ne faut pas croire d'ailleurs que nous soyons en retard sur nos voisins de l'Est sous le rapport de l'assistance publique à la vieillesse nécessaire. L'Empire allemand a fait en somme œuvre philanthropique à bon compte. Sur 238.500.000 marks de recettes effectués en 1904 par l'assurance ouvrière obligatoire, 39.137.000 provenaient des intérêts des capitaux accumulés, 154.087.800 des cotisations ouvrières ou patronales; 45.275.550 marks, soit moins de 57 millions représentaient seuls la contribution de l'Empire. Étant donné la différence de population, une subvention de l'État de 37 à 38 millions en France équivaldrait assez exactement aux 57 millions de l'Empire allemand. Le forfait de 100 millions, jugé insuffisant pour l'application du projet français, dépassait donc encore de plus du double, de 150 %, le sacrifice consenti par le budget de l'Empire en faveur des retraites pour la vieillesse.

Bien plus, la loi du 14 juillet 1905, loi d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, votée par le Parlement français, et en plein fonctionnement aujourd'hui, cette loi

seule constitue déjà pour l'Etat français une charge plus considérable que celle qui résulte pour l'Empire de la loi de 1889. Du fait de la loi de 1905, les subventions de l'Etat, des départements et des communes s'élèveront en 1909 à plus de 72 millions (chiffre prévu), mais on estime que les dépenses réelles atteindront 90 ou 100 millions.

Nous ne nous arrêterons pas à la loi de 1905 qui ne nous intéresse pas directement puisqu'elle ne demande aucune contribution aux employeurs et ne leur crée aucune charge. Il ne serait pas impossible cependant que, devant l'impossibilité de faire aboutir le projet de loi des retraites ouvrières, on ne le fonde dans la loi de 1905 étendue et modifiée. Il deviendrait alors légitime de demander aux patrons et ouvriers de contribuer, dans une mesure à déterminer, à l'alimentation du fonds d'assistance.

Quoiqu'il en soit, le Gouvernement a pris le parti de remanier le projet primitif de manière à alléger les charges budgétaires qui en auraient été la conséquence. L'âge de la retraite serait reporté à 65 ans au lieu de 60; pendant la période intermédiaire, les ouvriers âgés d'un certain âge et n'ayant pas eu le temps de faire des versements seraient simplement admis au bénéfice de la loi de 1905 dès l'âge de 65 ans au lieu de 70; enfin les majorations de l'Etat seraient limitées aux retraites inférieures à 360 francs; d'un minimum de 120 francs pour les retraites égales ou inférieures à 120 francs, elles doubleraient les retraites comprises entre 120 et 180 francs, et complèteraient, jusqu'à concurrence de 360 francs, les retraites de 180 à 360 francs. Différents autres articles ont encore pour objet de restreindre la charge de l'Etat.

Nous ignorons quel accueil le Parlement réserve à la loi

ainsi modifiée (1). Mais on peut se demander s'il restera légitime d'exiger des intéressés dans ces conditions de nouvelles des sacrifices aussi considérables qu'un versement de 2 % des salaires. En tous cas, même remanié, et sans tenir compte de la loi d'assistance aux vieillards fonctionnant concurremment, le projet de retraites français imposera encore au contribuable une charge de 200 millions, cinq fois plus forte relativement que celle résultant de la loi d'Empire de 1889. Quant aux industriels, la charge leur incombant serait environ triple de celle de l'industriel allemand.

KNAPPSCHAFTEN

Celui-ci, il est vrai, doit encore faire face à bien d'autres charges. C'est ainsi qu'une loi récente vient d'instituer en Alsace-Lorraine une nouvelle sorte de retraite en faveur des ouvriers mineurs. La loi de juillet 1906 appliquée depuis avril 1907 a organisé en Lorraine les Knappschaften qui fonctionnaient déjà en Prusse depuis un certain

(1) La Commission sénatoriale des Retraites ouvrières a rédigé un nouveau projet dont les bases essentielles sont : versement patronal annuel de 9 francs par tête d'ouvrier donnant droit à une rente de 120 francs à l'âge de 65 ans; — versement ouvrier correspondant de 6 francs, devant produire par capitalisation une rente variable; — majoration par l'État de cette 2^e rente, à raison de 33 % jusqu'à concurrence de 50 francs maximum.

L'ouvrier ayant travaillé de 30 à 65 ans jouirait ainsi d'une retraite de $120 + 108 + \frac{108}{3} = 264$ francs.

L'ouvrier peut d'ailleurs obtenir une retraite plus forte en effectuant des versements facultatifs.

La cotisation patronale de 9 francs est une évaluation forfaitaire correspondant à 1 % de la moyenne des salaires.

nombre d'années. Pareille organisation existait déjà antérieurement dans toutes les mines dépendant des établissements Wendel.

ès le mois d'octobre 1899, MM. de Wendel avaient créé la Knappschaft de Petite-Rosselle conformément au type prévu par le paragraphe 145 de la loi minière d'Alsace-Lorraine, en date du 16 décembre 1873. En outre le 7 décembre 1905, plus d'un an avant la mise en vigueur de la loi introduisant en Lorraine l'organisation des Knappschaften, ils avaient fait approuver par le gouvernement d'Alsace-Lorraine les statuts d'un Knappschaftsverein réservé aux ouvriers de leurs mines de fer.

La nouvelle législation n'apporta donc aucune modification à l'état de choses existant dans les établissements de Wendel dont les Caisses de Mineurs conservèrent leur autonomie et ne furent pas rattachées aux nouveaux Vereine créés.

La création de la Knappschaft de Petite-Rosselle dès 1899 avait été motivée par la proximité immédiate des houillères royales de la Sarre qui, sous le régime de la loi prussienne, jouissaient de l'organisation des Knappschaften.

La Knappschaft est une institution qui a pour but d'assurer une rente aux mineurs atteints d'infirmité. Cette rente se cumule avec la rente d'Etat pour invalidité et vieillesse; elle est remplacée, au contraire, par la rente d'accident servie par la Berufsgenossenschaft, lorsque l'incapacité de travail résulte d'un accident (1).

(1) Si un membre de la Knappschaft se trouve toucher, par suite d'un accident, une rente partielle de la Berufsgenossenschaft, 25 % par exemple, sa rente de Knappschaft est réduite proportionnellement de la même fraction.

La caisse est alimentée principalement (1) et par moitié par les cotisations patronales et ouvrières.

Ces cotisations sont, d'une façon générale, proportionnelles aux salaires.

Il existe dans le taux des cotisations, des différences assez sensibles, entre les caisses de Petite-Rosselle et de Hayange. Les pensions ne sont pas non plus exactement les mêmes. De plus, la Knappschaft de Petite-Rosselle comprend obligatoirement tous les ouvriers et employés (parmi ceux-ci sont classés les contremaîtres et porions) tandis qu'à Hayange les employés ne font partie du Knappschaftsverein qu'accidentellement et sur leur demande.

Il y a à Petite-Rosselle deux classes d'employés et trois classes d'ouvriers. Une quatrième classe d'ouvriers, spéciale au taux de la cotisation mensuelle, et comprenant les mineurs de 16 ans a été supprimée en 1907.

Le taux des cotisations a déjà dû être relevé deux fois, en 1903 et en 1907.

	1899	1903	1907
Employés de 1 ^{re} classe.....	2 M. 50	4 M. 20	5 M. 50
Employés de 2 ^e classe.....	2 M. 20	3 M. 60	4 M. 70
Ouvriers de 1 ^{re} classe.....	1 M. 80	3 »	4 »
Ouvriers de 2 ^e classe.....	1 M. 55	2 M. 50	3 M. 40
Ouvriers de 3 ^e classe.....	1 M. 20	1 M. 80	1 M. 50
Ouvriers de 4 ^e classe.....	0 M. 90	1 M. 20	» »

Il a ainsi plus que doublé dans l'ensemble.

Le versement obligatoire de ces cotisations mensuelles donne à l'ouvrier ou à sa veuve, droit à une pension variable dont le montant mensuel ressort du tableau suivant :

(2) Les autres ressources de la caisse sont : les revenus des capitaux de la caisse et les recettes extraordinaires, les amendes.

ANNÉES	EMPLOYÉS			OUVRIERS			VEUVE D'EMPLOYÉ		VEUVE D'OUVRIER		
	1 ^{re} classe.		2 ^e classe.	1 ^{re} classe.		2 ^e classe.	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.
	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.
3.....	5.—	4.20	3.60	3.—	2.40	2.50	2.10	1.80	1.44	1.20	1.20
4.....	6.70	5.—	4.80	4.—	3.20	3.35	2.80	2.40	2.—	1.60	1.60
5.....	8.40	7.—	5.—	5.—	4.—	4.20	3.50	3.—	2.48	2.—	2.—
6.....	10.10	8.40	7.20	6.—	4.80	5.05	4.20	3.60	3.—	2.40	2.40
7.....	11.80	9.80	8.40	7.—	5.60	5.90	4.90	4.40	3.52	2.80	2.80
8.....	13.50	11.20	9.60	8.—	6.40	6.75	5.60	5.—	4.—	3.20	3.20
9.....	15.20	12.50	10.80	9.—	7.20	7.60	6.30	5.60	4.52	3.60	3.60
10.....	16.90	14.—	12.—	10.—	8.—	8.45	7.—	6.20	5.04	4.—	4.—
11.....	18.60	15.40	13.20	11.—	8.80	9.30	7.70	6.80	5.56	4.40	4.40
12.....	20.30	16.80	14.40	12.—	9.30	10.15	8.40	7.20	6.—	4.80	4.80
13.....	22.—	18.20	15.60	13.—	10.40	11.—	9.10	7.80	6.52	5.20	5.20
14.....	23.70	19.50	16.80	14.—	11.20	11.85	9.80	8.40	7.04	5.60	5.60
15.....	25.40	21.—	18.—	15.—	12.—	12.70	10.50	9.—	7.56	6.—	6.—
16.....	27.10	22.40	19.20	16.—	12.80	13.55	11.20	9.60	8.—	6.40	6.40
17.....	28.80	23.80	20.40	17.—	13.60	14.40	11.90	10.20	8.52	8.80	8.80
18.....	30.50	25.20	21.60	18.—	14.40	15.25	12.60	10.80	9.04	7.20	7.20
19.....	32.20	26.60	22.80	19.—	15.20	16.10	13.30	11.40	9.56	7.60	7.60
20.....	33.90	28.—	24.—	20.—	16.—	16.95	14.—	12.—	10.—	8.—	8.—
21.....	35.60	29.40	25.20	21.—	16.80	17.80	14.70	12.60	10.48	8.40	8.40
22.....	37.20	30.80	26.40	22.—	17.60	18.60	15.40	13.20	11.—	8.80	8.80
23.....	38.80	32.20	27.60	23.—	18.40	19.40	16.10	13.80	11.48	9.20	9.20
24.....	40.40	33.60	28.80	24.—	19.20	20.20	16.80	14.40	12.—	9.60	9.60
25.....	42.—	35.—	30.—	25.—	20.—	21.—	17.50	15.—	12.48	10.—	10.—
26.....	43.60	36.40	31.20	26.—	20.80	21.80	18.20	15.60	13.—	10.40	10.40
27.....	45.20	37.80	32.40	27.—	21.60	22.60	18.90	16.20	13.48	10.80	10.80
28.....	46.80	39.20	33.60	28.—	22.40	23.40	19.60	16.80	14.—	11.20	11.20
29.....	48.40	40.60	34.80	29.—	23.20	24.20	20.30	17.40	14.48	11.60	11.60
30.....	50.—	42.—	35.—	30.—	24.—	30.—	21.—	18.—	15.—	12.—	12.—
par année en plus..	1.70	1.40	1.20	1.—	0.80	0.85	0.70	0.60	0.52	0.40	0.40

La classe d'indemnité dépend de la classe de cotisation à laquelle appartient l'ouvrier au moment de sa retraite.

A Petite-Rosselle, les ouvriers sont classés par catégories suivant leur spécialité, machinistes, chauffeurs, monteurs, mineurs, manœuvres... etc. Mais il y a en réalité corrélation avec l'élévation des salaires. A Hayange, c'est l'importance seule des salaires qui est base du classement : salaires au-dessous de 850 marks, de 850 à 1.150 marks, et au-dessus de 1.150 marks.

A ces trois classes correspondent des cotisations mensuelles de, respectivement M : 0,75; 1; 1,25.

Ces cotisations sont beaucoup moins élevées qu'à Rosselle; d'une part les salaires qui en sont la base sont généralement moindres : le travail moins pénible use moins vite l'ouvrier; d'autre part, et surtout, la caisse, de création toute récente, n'a pas encore de charges.

Le taux des pensions servies par le Knappschaftsverein de Wendel aux ouvriers des mines de Moyeuivre et Hayange, ressort du tableau suivant (p. 157).

Les veuves n'ont pas droit à la pension prévue : a) s'il s'agit d'un mariage contracté avec un invalide; b) si le membre de la caisse était âgé de 50 ans révolus au moment de son mariage et sa femme plus jeune que lui de 15 ans.

En outre la Knappschaft accorde aux orphelins de moins de 14 ans des secours mensuels de 3 marks s'ils ont encore leur mère, et de 6 marks (9 à Petite-Rosselle) s'ils l'ont perdue. La caisse alloue de plus certains secours aux malades (soins médicaux et médicaments gratuits aux invalides et en partie à leur famille) ainsi qu'une indemnité mortuaire de 50 marks pour frais funéraires à la famille du défunt.

En fondant le Knappschaftsverein d'Hayange, MM. de

*Taux des pensions servies par le Knappschaftsverein de
Wendel aux ouvriers des mines de Moyeuvre et Hayange.*

NOMBRE d'années de services jusqu'à inclusivement	OUVRIERS			VEUVES		
	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.
	m. p.	m. p.	m. p.	m. p.	m. p.	m. p.
3 ans	6.—	4.—	3.—	5.—	4.—	3.—
4 —	7.10	4.90	3.70	6.—	5.—	3.50
5 —	8.20	5.80	4.40	7.—	6.—	4.—
6 —	9.30	6.70	5.10	8.—	6.75	4.50
7 —	10.40	7.60	5.80	9.—	7.50	5.—
8 —	11.50	8.50	6.50	10.—	8.25	5.50
9 —	12.60	9.40	7.20	10.50	9.—	6.—
10 —	13.70	10.33	8.—	11.—	9.50	6.50
11 —	14.80	11.20	8.80	11.50	10.—	7.—
12 —	15.90	12.10	9.60	12.—	10.50	7.50
13 —	17.—	13.—	10.40	12.50	11.—	8.—
14 —	18.10	14.—	11.20	13.—	11.50	8.50
15 —	19.20	15.—	12.—	13.50	12.—	9.—
16 —	20.30	16.—	12.80	14.—	12.40	9.40
17 —	21.40	17.—	13.60	14.50	12.80	9.80
18 —	22.50	18.—	14.40	15.—	13.20	10.20
19 —	23.60	19.—	15.20	15.50	13.60	10.60
20 —	24.70	20.—	16.—	16.—	14.—	11.—
21 —	25.80	21.—	16.80	16.50	14.40	11.40
22 —	26.90	22.—	17.60	17.—	14.80	11.80
23 —	28.—	23.—	18.40	17.50	15.20	12.20
24 —	29.10	24.—	19.20	18.—	15.60	12.60
25 —	30.20	25.—	20.—	18.50	16.—	13.—
26 —	31.30	26.—	20.80	19.—	16.40	13.40
27 —	32.40	27.—	21.60	19.50	16.80	13.80
28 —	33.60	28.—	22.40	20.—	17.20	14.20
29 —	34.80	29.—	23.20	20.50	17.60	14.60
30 —	36.—	30.—	24.—	21.—	18.—	15.—
Pour chaque an- née en plus..	1.20	1.—	—,80	—,50	—,40	—,40

Wendel le dotèrent d'une somme de 100.000 marks, libéralité qui leur permit d'appliquer rétroactivement la loi aux ouvriers employés aux mines lors de la mise en vigueur de la loi et avant toute cotisation de leur part. C'est à cette circonstance que MM. de Wendel durent de ne pas être touchés par les grèves que provoqua en 1907, dans tout le bassin minier, le refus des maîtres de forges d'appliquer rétroactivement la loi.

Tout membre qui vient à quitter le Knappschaftsverein de Wendel perd entièrement ses droits acquis à la retraite à moins qu'il ne rentre dans un Verein accordant la réciprocité au Verein de Wendel. Il en est de même de tout membre qui, pendant trois mois consécutifs, néglige de payer ses cotisations. Celles-ci sont généralement prélevées sur le salaire par l'exploitant, mais comme elles sont dues, même quand l'ouvrier ne travaille pas, celui-ci est appelé, dans ce cas, à en effectuer lui-même le versement.

La perte des droits civils à la suite d'une condamnation judiciaire entraîne également la perte des droits à la retraite.

La Caisse est administrée par un Comité de dix membres dont cinq sont nommés par la maison de Wendel et cinq désignés par les ouvriers parmi les anciens de la mine. Le président du Comité et son remplaçant sont nommés par la maison de Wendel.

La Caisse est sous la surveillance de l'ingénieur impérial des mines qui a le droit d'assister à toutes les séances du Comité.

Les charges occasionnées à l'industrie par l'organisation des Knappschaften sont assez lourdes puisque la maison de Wendel a payé de ce chef en 1906-1907 beaucoup plus de 300.000 francs de cotisations. Le Knappschaftsverein de

Hayange et Moyeuvre fonctionne depuis trop peu de temps pour qu'on puisse apprécier les frais qui en résulteront pour la société, mais la Caisse de Petite-Rosselle permet de s'en rendre compte.

	Cotisations	Nombre d'ouvriers	Par tête d'ouvrier
1898	46.937 M.	3.865	12 M. 14
1899	62.416 M.	3.774	16 M. 51
1900	67.760 M.	4.059	16 M. 66
1901	71.285 M.	4.269	16 M. 70
1902	75.938 M.	4.311	17 M. 69
1903	95.840 M.	4.485	21 M. 36
1904	136.344 M.	4.647	29 M. 34
1905	137.770 M.	4.655	29 M. 38
1906	148.095 M.	4.949	30 M. »
1907	258.356 M.	5.501	47 M. »

Assez modéré au début, puisqu'elle ne dépassait guère 12 marks, soit quelque 15 francs par tête d'ouvrier, la charge occasionnée à la société par le fonctionnement de la caisse n'a cessé de s'élever, et atteint aujourd'hui le chiffre de 47 marks, soit près de 60 francs. Les retraites servies par la Knappschaft sont, il est vrai, assez élevées, puisqu'au bout de 30 ans l'ouvrier de 1^{re} classe touche une retraite mensuelle de 36 marks, environ 540 francs par an.

Pour les mines de fer, les charges seront probablement moins élevées. Les sommes versées au Knappschaftsverein de Wendel pour les 3 premiers exercices, se sont élevées respectivement à : M. 30.787, 33.112 et 45.045. La charge résultant de cette dernière contribution représente environ 22 marks par tête de mineur.

RETRAITES DE MINEURS FRANÇAISES

Les retraites de mineurs fonctionnent d'ailleurs aussi en France depuis assez longtemps déjà (loi du 29 juin 1894). Mais elles n'intéressent pas la maison de Wendel dans la même mesure qu'en Allemagne. Jœuf, en effet, ne possède pas de houillère et n'occupe d'autre part, en France, que 200 et quelques mineurs à l'extraction du minerai de fer. A raison de 2 % du salaire, la contribution patronale de MM. de Wendel portant sur un total de 415.000 francs de salaires payés à la mine en 1907, atteint seulement 8.300 fr., ce qui représente encore, il est vrai, tout près de 40 francs par tête. Le chiffre individuel est donc élevé. En réalité, ce chiffre n'est pas tout à fait atteint, car il faudrait déduire des 415.000 francs précités le traitement du directeur de la mine et de quelques employés.

On sait, d'ailleurs, que la loi de 1894 exige des ouvriers mineurs un versement égal de 2 %.

L'âge de la retraite est de 55 ans.

Les rentes sont liquidées d'après le tarif de la Caisse Nationale des Retraites.

A côté de ces différentes sortes de retraites, retraites ouvrières en Lorraine, retraites de mineurs dans les deux pays, la maison de Wendel doit encore contribuer pour partie à alimenter différentes caisses de prévoyance organisées par la loi alsacienne-lorraine. Ce sont, d'une part, les caisses de malades, d'autre part les caisses d'assurances contre les accidents.

La loi française, à part les Caisses de Secours pour mineurs n'a rien organisé d'analogue: mais les forges de Jœuf ont

créé une Caisse de Secours correspondant à la Krankenkasse lorraine, et en ce qui concerne les accidents, se sont assurées à la Caisse Syndicale du Comité des Forges

C) Caisses de Malades et de Secours.

Les Caisses de Malades ont été instituées par la loi alsacienne-lorraine du 15 juin 1883 sur l'assurance contre les maladies; réorganisées depuis par les lois du 10 avril 1892 et du 25 juin 1903, elles ont pour but, d'une part, d'assurer gratuitement à leurs membres depuis le début de la maladie les soins médicaux et pharmaceutiques, d'autre part de leur accorder à partir du 3^e jour de maladie, en cas d'incapacité de travail, une indemnité journalière proportionnelle aux salaires : en outre la Krankenkasse alloue des secours aux femmes en couches travaillant à l'usine, et des indemnités d'enterrement égales à 20 jours de salaires. Elle accorde également le traitement médical mais non les médicaments aux familles des membres.

Pour le calcul des salaires moyens, base des allocations pécuniaires, les ouvriers sont répartis en un certain nombre de classes d'après l'importance de leurs gains par exemple de 0 à 40 M, de 40 à 56 M, par mois... etc. Ils sont également assujettis à payer une cotisation de classe, variable dans la limite d'un maximum légal de 2 % du salaire moyen de la classe à laquelle ils appartiennent. Le montant de cette retenue est actuellement de 1.75 % pour la caisse des mines d'Hayange. Le prélèvement des cotisations est fait par le patron qui en majore le total de 50 %. La caisse se trouve ainsi alimentée 2/3 par les ouvriers et 1/3 par l'employeur: La loi met en outre à la charge des patrons les subventions

aux blessés, à partir du 28^e jour de l'accident. Il doit en outre être constitué un fonds de réserve au moins égal à la moyenne des allocations des 3 dernières années, au moyen de l'excédent des recettes sur les dépenses : Le taux des cotisations doit être arrêté en conséquence. Quand le fonds de réserve atteint le double du minimum légal, il faut ou réduire le taux des cotisations ou augmenter l'importance des allocations journalières aux malades. Si nous nous reportons aux statuts de la Caisse des Mines d'Hayange, nous voyons que le taux de l'indemnité journalière est actuellement :

En 1 ^{re} classe (salaire moyen mensuel	32 M.)	de	0 M. 64
En 2 ^e classe (salaire	— mensuel - 32 M.)	de	0 M. 96
En 3 ^e classe (salaire	— mensuel - 64 M.)	de	1 M. 28
En 4 ^e classe (salaire	— mensuel = 80 M.)	de	1 M. 60
En 5 ^e classe (salaire	— mensuel - 96 M.)	de	1 M. 92

Le montant de l'indemnité journalière est en effet légalement de 50 % du salaire journalier moyen. L'allocation peut en être continuée pendant 26 semaines; au cas où la situation de la caisse le permettrait, elle peut même être prolongée à titre de secours gracieux et sans obligation pour la caisse, jusqu'à l'expiration de la 52^e semaine.

Les Caisses de malades sont administrées par les trois organes suivants : a) Assemblée générale formée à raison d'un délégué par 100 membres ou fraction de 100 membres, et comprenant en outre le patron et ses délégués : b) Conseil d'administration présidé par le patron et composé de douze membres, dont quatre nommés par le patron et huit par l'A. G. et renouvelable par quart tous les 4 ans. c) Comité chargé d'assurer les affaires courantes et compre-

nant, outre le président, deux assesseurs nommés par le conseil d'administration.

Contrairement aux différentes autres caisses d'assurances mutuelles organisées par la loi alsacienne-lorraine, les Krankenkassen sont restreintes à chaque usine et ne forment pas d'unions régionales. La maison de Wendel possède même quatre caisses différentes, sans compter celles des houillères.

La contribution patronale s'est élevée pour ces différentes caisses, depuis l'année 1900, aux chiffres suivants :

	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
	m.	m.	m.	m.	m.	m.	.	m.
Caisse des Mines d'Hayange.....	6.195	7.573	7.854	8.592	9.101	10.269	11.288	12.427
Caisse des Forges d'Hayange.....	26.832	28.123	31.586	34.774	37.498	40.341	43.207	49.828
Caisse des Mines de Moyeuvre.....	5.020	4.828	5.179	6.034	5.979	6.224	6.860	6.831
Caisse des Forges de Moyeuvre...	15.762	16.486	16.353	16.917	17.643	18.334	19.651	20.632
	52.809	57.010	60.952	66.317	70.181	75.168	81.006	89.718
Caisse de Petite- Rosselle.....	37.883	44.200	44.960	46.904	48.368	48.893	52.238	64.250
Caisse de Hamm...	»	»	»	»	»	»	»	26.838
Total.....	90.692	101.210	105.912	113.221	.	»	»	180.786

Les caisses de malades, coûtent ainsi à l'usinier environ 8 M. 65 par tête d'ouvrier. On peut estimer en moyenne à

une dizaine par tête le nombre de journées de secours allouées (c'est également la durée moyenne de chaque cas : il y a donc environ autant de cas que de membres). Chaque journée coûte donc de 1 franc à 1 fr. 15 à l'usiner. Il faudrait ajouter qu'en réalité la cotisation payée par l'ouvrier est supportée par le patron obligé de relever en conséquence le taux de ses salaires. La dépense vraie incombant à la maison de Wendel dépasserait donc singulièrement en fait les 200.000 francs de ses contributions au titre de cotisations.

CAISSE DE SECOURS MUTUELS

A Jœuf, MM. de Wendel ont organisé au profit de leurs ouvriers de forges une caisse de secours mutuels analogue aux Krankenkassen allemandes. Toutefois cette caisse est alimentée uniquement par les cotisations ouvrières, la loi française ne permettant pas à MM. de Wendel d'être représentés dans cette caisse proportionnellement à leurs cotisations. MM. de Wendel se contentent donc de payer les deux tiers des médicaments et de fournir gratuitement les services des médecins de l'usine. La caisse de Jœuf, à l'inverse des Krankenkassen, fournit les médicaments, non seulement aux membres de la caisse, mais encore à leurs familles. Les frais que la caisse a à supporter se trouvent en conséquence plus élevés; aussi les retenues effectuées sur les salaires au profit de la caisse de secours dépassent-elles celles des caisses de malades allemandes. Alors qu'elles atteignent seulement une vingtaine de francs par tête à Hayange ou Moyeuvre, elles s'élèvent environ à 30 francs à Jœuf; il est vrai que la situation de la caisse de Jœuf est

beaucoup plus prospère puisqu'elle a effectué en 1907, 90.376 francs de recettes contre 73.874 francs de dépenses seulement, alors que les deux caisses réunies d'Hayange et de Moyeuivre, faisaient respectivement 239.485 et 236.170 marks de recettes et de dépenses. La proportion des dépenses aux recettes atteignait ainsi 81.73 % seulement à Jœuf contre 98,61 % à Hayange et Moyeuivre.

La Caisse de secours mutuels de Jœuf fonctionne depuis le 1^{er} avril 1906. Le seul exercice complet est donc actuellement celui de 1907. Les versements ouvriers se sont élevés à 57.360 francs pour 1876 membres : les médicaments payés par le patron ont atteint une valeur de 21.073, ce qui fait 11 fr. 28 par tête d'ouvrier. Encore faut-il rappeler que le patron fournit le service médical. Le nombre de journées de secours a été moindre que pour Hayange et Moyeuivre, 7 par tête environ au lieu de 10. La durée moyenne de chaque cas de maladie n'a guère dépassé 8 jours au lieu d'une dizaine.

A côté de la caisse des forges, fonctionne une caisse, légale celle-ci, en faveur des ouvriers mineurs. C'est la loi du 29 juin 1894 qui a organisé ces caisses en France : elles sont alimentées un tiers par les patrons, deux tiers par les ouvriers, comme les Krankenkassen. Les cotisations ne doivent pas dépasser, au maximum 3 % des salaires. Les versements patronaux à la caisse de Jœuf ont atteint pour les cinq dernières années.

	Sommes versées	Nombre d'ouvriers
1903	843	162
1904	971	189
1905	986	194
1906	1.365	204
1907	1.571	220

Ce qui fait environ $1.571 : 220 = 7$ fr. 60 par tête d'ouvrier. De plus MM. de Wendel mettent gratuitement leurs médecins au service de la caisse.

Le nombre de journées de secours a été légèrement supérieur à 4 (exactement 4,291) par membre faisant partie de la caisse; la durée de chaque cas n'atteint pas 7 jours.

Conformément à la loi, la caisse est administrée par un Conseil de neuf membres dont trois désignés par l'exploitant, six élus par les ouvriers participants.

La situation financière de cette caisse est assez difficile à déterminer à cause de ses variations. La proportion des dépenses aux recettes a été de :

91.9	.....	en 1902
116.5	.....	en 1903
117.6	.....	en 1904
108.4	.....	en 1905
104.4	.....	en 1906
88.7	.....	en 1907

D'une façon générale, la caisse semble plutôt en déficit; elle reçoit pourtant, en plus des cotisations, toutes les amendes infligées aux ouvriers mineurs. Sa situation, au rebours de ce qui se passe à Hayange, est donc beaucoup moins bonne que celle de la caisse des forges. Cela tient à la provenance différente de ses recettes. A Hayange au contraire où les caisses des mines sont alimentées de même que celles des forges, les premières sont plus riches parce que, les salaires des mineurs étant plus élevés, les cotisations sont plus fortes. La proportion des dépenses aux recettes du dernier exercice s'élevait à 78,6 et 78,4 pour les caisses des mines d'Hayange et de Moyeuve.

D) Assurances contre les accidents.

La loi du 27 juin 1884 a organisé, en Allemagne, l'assurance obligatoire contre les accidents. Y sont astreints les patrons d'usines, carrières, chantiers, fabriques, fonderies, pour tous leurs ouvriers ainsi que pour ceux de leurs employés dont le salaire ne dépasse pas 2.000 marks par an. Les gains annuels sont déterminés en multipliant par 300 les salaires quotidiens moyens de la dernière année, sans que toutefois ceux-ci puissent excéder 4 marks. Seules les exploitations d'Empire, d'Etat ou de département sont exemptées de l'obligation d'assurance.

Les caisses d'assurances sont alimentées par les cotisations patronales; elles se présentent elles aussi sous la forme de mutuelles.

Les fonds de la caisse servent à assurer aux ouvriers en cas d'accident :

a) Les frais de guérison à partir de la quatorzième semaine (1).

b) Une rente en cas d'invalidité (2).

L'invalidité peut être totale ou partielle; au premier cas, la rente servie sera de 66 $\frac{2}{3}$ %, du salaire; dans le second, la rente devra être déterminée d'après la faculté de travail conservée par le blessé.

(1) C'est la caisse des malades qui supporte les frais pendant les 13 premières semaines; toutefois, au cas où l'accident serait suivi de mort, la Berufsgenossenschaft aurait à rembourser ces débours à la caisse des malades.

(2) Quand le titulaire d'une rente quitte l'Allemagne, il peut être désintéressé une fois pour toutes par le versement d'un capital.

Si l'accident est suivi de mort, la caisse aura à payer les frais d'enterrement qui seront représentés par 20 jours de salaire avec un minimum de 30 marks; elle devra en outre servir aux survivants, parents de la victime, les rentes suivantes, toujours basées sur le salaire.

20 % à la veuve, plus 15 % par enfant de moins de 15 ans sans que le total puisse dépasser 60 %;

20 % à chaque enfant, avec la même restriction;

20 % aux ascendants lorsque la victime était leur seul soutien.

La veuve qui se remarie est désintéressée définitivement par le versement d'une indemnité égale à 3 fois son annuité.

Les caisses de corporation (*Berufsgenossenschaften*) groupent les industries similaires d'une même région: c'est ainsi que la caisse à laquelle sont affiliés les Petits-Fils de François de Wendel porte le nom bien caractéristique de *Sudwestdeutschen-Eisen-Berufsgenossenschaft*. Les cotisations versées par les patrons sont proportionnelles aux salaires, mais en faisant intervenir un coefficient de risques professionnels qui varie de 5 à 70 suivant le danger. Il y a dix classes de dangers, mais la maison de Wendel n'a pas d'ouvriers appartenant à une catégorie de danger dont le coefficient soit supérieur à 40 (service des chemins de fer).

L'Assemblée générale de la Corporation est formée par les chefs d'établissements auxquels il est attribué une première voix, puis une voix par groupe de 20 ouvriers, de 20 à 200, et, à partir de 200, une voix par groupe de 100 ouvriers.

Les Corporations doivent former un fonds de réserve. Quand celui-ci atteint le double des charges annuelles de la société, il n'est plus nécessaire de l'augmenter et les

intérêts du fonds de réserve s'ajoutent aux cotisations qui peuvent être diminuées. Le fonds de réserve peut être entamé avec l'autorisation de l'Office impérial.

Les ouvriers sont représentés au sein des Corporations par des délégués nommés par les bureaux des caisses de malades ou de Knappschaften.

La fixation des indemnités est abandonnée aux tribunaux d'arbitrage composés d'un fonctionnaire, président, et d'assesseurs, représentants, en nombre égal, des ouvriers et des chefs d'établissement. L'appel des tribunaux d'arbitrage est l'Office impérial de Berlin qui se compose de trois membres permanents nommés à vie par l'Empereur et de huit membres non permanents désignés, quatre par le Bundesrath, deux par les bureaux des Corporations et deux par les délégués ouvriers.

Le service bancaire des Berufsgenossenschaften est fait par les Caisses postales; les avances consenties par celles-ci sont ensuite recouvrées comme impôts.

Telle est brièvement l'organisation de ces caisses d'assurances mutuelles. Elles occasionnent aux chefs d'industrie des dépenses assez élevées, à Hayange environ 30 marks par ouvrier, un peu plus de 3 % des salaires. Toutefois, si on isole les forges des houillères, la charge par tête d'ouvrier ne ressort plus qu'à 23 ou 24 marks. La somme payée de ce chef en 1907 par la société des Petits-Fils s'est élevée à 516.000 marks dont 260.000 pour ses houillères de Petite-Rosselle et de Hamm. La quote-part de la maison dans la Sudwestdeutschen-Eisen-Berufsgenossenschaft s'élève à 14 à 15 %, ce qui indique bien son importance dans le bassin. Le tableau ci-dessous donnera quelques indications sur les charges occasionnées à la société par la loi d'assurances. On

ne trouvera pas sur ce tableau les chiffres concernant Hamm. La charge ouvrière est un peu plus forte à Hamm qu'à Rosselle, s'y étant toujours maintenue au-dessus de 40 marks en ces dernières années, alors que ce chiffre n'était atteint à Rosselle qu'en 1907 où il passait brusquement de 32 marks à 40.

La très forte augmentation que présente l'exercice 1907 sur le précédent, est la conséquence de l'accident du 15 mars 1907 à la suite duquel la houillère de Petite-Rosselle jusqu'alors classée comme non grisouteuse fut relevée comme catégorie de dangers.

ANNÉES	FORGES ET MINES DE FER		HOUILLÈRES DE ROSSELLE		TOTAL	
	m.	par ouvrier m.	m.	par ouvrier m.	m.	par ouvrier m.
1900	94.665	12,26	77.780	18,55	172.445	14,48
1901	154.400	18,65	111.884	25,43	266.285	21,01
1902	155.822	19,34	131.316	39,20	287.135	22,88
1903	160.375	18,67	142.650	30,61	303.000	22,87
1904	175.000	20,46	149.560	30,98	324.061	24,26
1905	213.000	22,85	158.880	32,99	373.819	26,31
1906	234.000	21,80	163.535	32,02	397.580	26,19
1907	252.024	23,50	228.347	40,47	480.372	29,36

En France, nous ne trouvons rien d'analogue. Les industriels sont, bien entendu, responsables des accidents survenus à leurs ouvriers dans leurs mines ou ateliers, mais la loi n'a pas organisé d'assurance obligatoire. L'industriel est donc libre de s'assurer auprès d'une compagnie d'assu-

rances ou de rester son propre assureur. A Jœuf, MM. de Wendel se sont affiliés à la Caisse syndicale du Comité des Forges qui assure non seulement les ouvriers des forges, mais aussi ceux des mines de fer. Cette caisse syndicale se présente sous la forme d'une mutuelle et a été réorganisée en 1899 en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail; on sait que cette loi prévoyait le droit de l'ouvrier, victime d'un accident, à une rente pouvant atteindre au maximum 66 % de son salaire; auparavant les tribunaux étaient entièrement libres de fixer l'indemnité suivant leur bon plaisir.

La Caisse syndicale, comme la Berufsgenossenschaft, se charge de payer, outre la rente d'invalidité, les indemnités de chômage ainsi que les frais médicaux et pharmaceutiques à partir du 91^e jour de la cessation de travail (de la quatorzième semaine, par la Berufsgenossenschaft), l'exploitant restant son propre assureur pendant les 90 premiers jours. Les cotisations payées par les industriels sont aussi proportionnelles aux salaires et il est fait la différence des risques professionnels mais sur une beaucoup moins grande échelle qu'à la Suddeutsche-Eisen-Berufsgenossenschaft, où ils varient dans la proportion de 1 à 14, alors que les chiffres maxima de la Caisse syndicale n'ont entre eux que l'écart de 0,75 à 5,50 (primitivement 0,75 et 2.35).

Les sommes payées par la maison de Wendel à la Caisse syndicale se sont élevées, en ces dernières années, aux chiffres suivants :

	Cotisations		Nombre d'ouvriers	Par tête d'ouvrier
	m.			m.
1900.	57.617	»	1.378	36,46
1901.	52.387	»	1.604	32,65
1902.	48.096	»	1.604	29,99

	Cotisations	Nombre d'ouvriers	Par tête d'ouvrier
1903.	39.335 (3 trim.)	1.637	39,68
1904.	76.309 (5 trim.)	1.781	
1905.	55.249 »	1.925	28,65
1906.	90.000 »	2.077	43,33
1907.	103.787 »	2.281	45,50

On voit que le chiffre des cotisations reste sensiblement stationnaire jusqu'en 1906, pour s'élever brusquement les deux années suivantes. Cela tient, en partie à ce que les chiffres de cotisations primitifs étaient trop faibles; mais il faut accuser surtout la propension actuelle des tribunaux et des médecins à accorder trop facilement des rentes, soit partielles, soit totales.

A la demande de MM. de Wendel, on introduisit dans les statuts de la Caisse une clause portant que les usines dont le chiffre d'accidents dépasserait la normale verraient relever proportionnellement le taux de leurs cotisations. La proportion d'accidents de Jœuf étant inférieure à la moyenne, MM. de Wendel se trouvaient en effet avoir à déboursier annuellement, du fait de leurs cotisations, des sommes sensiblement supérieures à celles qu'ils touchaient comme assurés.

Comparaison entre les charges allemandes et françaises.

Les différentes caisses que nous venons de passer en revue finissent par constituer pour l'industriel qui les alimente, une charge globale extrêmement considérable. Les Institutions de prévoyance ont coûté à la firme des Petits-Fils, pour l'exercice 1906-07 une somme d'au total 1.240 mille marks soit 1.550.000 francs, à la société Wendel et C^{ie}

plus de 250.000 francs. Encore dans ces chiffres ne sont compris ni l'intérêt, ni l'amortissement des capitaux consacrés aux logements ouvriers, cantines, bâtiments d'hôpitaux ou écoles. Etant donné le nombre d'ouvriers employés par les deux sociétés, la dépense par tête d'ouvrier ressortirait *grosso modo* à 108 francs pour l'usine française contre 87 francs pour l'usine allemande.

Toutefois ces chiffres ne peuvent être acceptés sans discussion et demandent à être rectifiés. Aussi bien est-on surpris à première vue que la dépense soit plus élevée en France où cependant les charges légales sont infiniment moins nombreuses. Mais il faut remarquer que, sur les 250.000 francs payés de ce chef par l'usine française, la moitié à peine représente une dépense légalement obligatoire. Encore comprenons-nous dans les charges légales la caisse d'assurances mutuelles, estimant que ses dépenses correspondent réellement à une charge légale puisque le patron est responsable des accidents de travail. Les seules dépenses strictement légales seraient sans cela la contribution patronale à la caisse des mines (1.571 francs en 1907) et les retraites de mineurs. Or les cultes, écoles et service médical constituent à Jœuf une charge de 113.000 francs, les pensions et secours une autre de plus de 25.000, ce qui fait un total d'environ 140.000 francs sur les 250.000 précités. A Hayange, au contraire, le chapitre écoles et service médical ne dépasse pas 20.000 marks, ce qui, avec les 30.000 de la houillère de Rosselle, forme une ensemble de 50.000 marks. Si l'on y joint le service des pensions de la maison, on trouve un total d'environ 300.000 francs sur 1.550.000, tout le reste représentant des dépenses légalement obligatoires. En s'en tenant exclusivement aux dépenses légales ou y

assimilables (assurances françaises), les chiffres par tête d'ouvriers se trouvent ramenés respectivement à 45 ou 50 fr. en France et 70 en Allemagne, proportion inverse de la précédente. Encore faut-il tenir compte de ce fait que le taux des assurances est très notablement plus élevé en France qu'en Allemagne : Si l'assurance française n'était pas plus chère que l'assurance allemande, le chiffre de 50 francs tomberait à 35 francs environ.

Dans les chiffres qui précèdent, il n'a pas été fait abstraction des houillères. C'est un tort, car Jœuf ne possédant pas de houillère, le parallèle se trouve faussé entre l'usine française et l'usine allemande. Les charges que supportent les charbonnages en Allemagne sont en effet bien plus lourdes que celles des forges. L'importance des cotisations payées par la houillère de Petite-Rosselle s'est élevée à 595.000 marks, soit près de 750.000 francs, en 1907 : cela fait environ 125 francs par tête d'ouvrier. Pour les forges et mines d'Hayange et Moyeuvre, la dépense n'a atteint que 450.000 marks pour près de 11.000 ouvriers, soit un peu plus de 50 francs se décomposant principalement ainsi :

Caisses de malades, 10 francs;

Retraite d'Empire, 9 fr. 50;

Assurances, 29 fr. 50. (France 45 à 50 francs.)

Il est assez intéressant aussi de comparer les frais dont se trouve grevée la tonne de minerai en France et en Allemagne, du fait des différentes caisses subventionnées par l'industriel. Nous comparerons à cet égard les mines de Jœuf et de Gross-Moyeuvre appartenant toutes deux à la société française de Jœuf, mais situées, celle-ci en territoire allemand, celle-là en territoire français.

La mine de Gross-Moyeuvre fait partie de la même Kran-

kenkasse que la mine de Moyeuivre. La subvention de la maison à cette caisse s'est élevée en 1907 à 6.831 marks; la production des deux mines a atteint 1.325.000 tonnes.

La tonne de minerai est grevée à Jœuf des frais suivants :

Accidents (assurance).....	franc	0,022
Retraites	—	0,004
Caisse de Secours mutuels..	—	0,018

franc 0,044

A Moyeuivre et Gross-Moyeuivre :

Assurances accidents.....	mark	0,023
Caisses de malades.....	—	0,005
Retraites d'Empire.....	—	0,005
Knappschaft.....	—	0,010

mark 0,043 = fr. 0,054

La tonne de minerai vaut 3 à 4 marks; elle est donc grevée assez lourdement.

Progression des charges.

Ce qu'il y a d'inquiétant pour l'industrie dans les charges qui lui sont ainsi occasionnées, c'est leur tendance à croître sans cesse. Un des éléments, non le moindre, de cette croissance, c'est la propension de plus en plus grande des médecins comme des tribunaux à accorder sans examen ni difficulté secours et retraites. Des abus se commettent ainsi tous les jours au préjudice des industriels impuissants à y mettre un frein. Cependant, il y a quelques mois, un Syndicat patronal obtenait en France la condamnation sévère d'un médecin convaincu d'avoir délivré des certificats de

complaisance à un ouvrier, l'aidant ainsi à frauder l'employeur. Il est à souhaiter que de pareils exemples préviennent l'extension des abus commis dans cette voie.

Le développement des charges résultant des institutions de prévoyance, charges surtout volontaires, a suivi à Joruf, depuis 1900, la marche suivante, doublant en l'espace de 8 ans :

ANNÉES	ASSURANCES Caisse syndicale	CAISSE PATRONALE (Retraites)	PENSIONS et SECOURS	CULTES ÉCOLES et SERVICE médical	ENSEMBLE
1900	57.616 85	8.018 50	9.249 51	53.213 62	128.098 48
1901	52.386 59	8.165 38	9.442 22	46.409 55	116.403 74
1902	48.096 38	11.737 60	9.208 05	46.842 91	115.884 94
1903	39.335 18	12.517 02	10.099 05	51.692 08	113.643 33
1904	76.309 15	12.566 50	15.142 74	83.181 43	177.199 82
1905	55.249 22	9.695 61	17.960 44	82.842 08	165.747 35
1906	90.000 13	15.534 96	23.394 67	101.232 07	230.161 83
1907	103.797 30	8.391 38	25.763 48	113.621 62	251.573 78

La progression est aussi rapide qu'incessante; deux facteurs y contribuent particulièrement : le chapitre culte et écoles dont l'extension, due en majeure partie aux lois récentes qui ont dissous les congrégations enseignantes, ne semble plus devoir se poursuivre; le chapitre assurances, dont le développement particulièrement inquiétant est le résultat de la tendance signalée plus haut dans le corps médical.

Hayange fournit des chiffres analogues. Il y a 30 ans,

l'ensemble des charges atteignait 339.437 francs, dont plus de la moitié, 172.673 francs exactement, pour les retraites de la maison. Dix ans plus tard, ces mêmes chiffres passaient à 476.114 et 212.678. Le nombre des ouvriers était resté sensiblement stationnaire, s'élevant seulement de 7.721 à 7.927.

Le tableau suivant résume l'accroissement des charges durant les dix dernières années.

EXERCICES	RETRAITES de la maison	CAISSE des malades	ASSURANCES contre les accidents	INVALIDITÉ et vieillesse	Knappschaft	DIVERS	TOTAL
	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.
1898-1899	184.049	53.011	90.390	52.029	»	13.320	392.799
1899-1900	186.482	53.716	91.658	54.458	»	15.116	400.430
1900-1901	181.670	56.587	124.532	58.961	»	15.854	437.604
1901-1902	179.795	59.143	155.116	61.090	»	19.820	474.954
1902-1903	179.781	65.065	158.103	62.063	»	20.505	485.517
1903-1904	172.641	70.131	167.437	66.749	»	21.701	498.663
1904-1905	180.639	73.412	193.720	68.824	»	24.327	540.922
1905-1906	178.438	80.203	223.494	75.519	30.787	24.291	612.732
1906-1907	183.926	86.448	242.000	81.099	33.112	19.844	646.599
1907-1908	213.892	89.923	249.350	83.648	45.045	20.476	702.336

Il est juste de dire que dans l'intervalle le nombre des ouvriers avait passé de 7.800 à 10.000. Toutefois l'accroissement provient uniquement des charges légales, le service des retraites de la maison n'ayant pas sensiblement varié.

Nous joindrons encore le tableau suivant concernant les houillères de Rosselle qui ont une comptabilité distincte.

EXERCICES	ASSURANCES accidents	Knappschafts- kasse	CAISSE des malades	INVALIDITE et vieillesse	TOTAL
	M.			M.	
1898.....	66.197	40.057	32.646	21.538	173.088
1899.....	69.844	62.416	33.544	27.081	192.880
1900.....	76.203	67.760	37.883	33.836	215.682
1901.....	109.813	71.285	44.200	35.221	260.519
1902.....	127.684	75.938	44.960	35.674	284.356
1903.....	139.224	95.840	46.904	37.032	319.000
1904.....	145.761	138.344	48.368	38.918	368.491
1905.....	155.341	137.770	48.893	38.498	380.502
1906.....	160.621	148.590	52.238	41.701	402.655
1907.....	233.951	258.358	59.182	45.102	596.591

La progression ici devient formidable. En l'espace de dix ans, pendant que le nombre des ouvriers assurés à la Berufsgenossenschaft passait seulement de 3.865 à 5.501, les charges légales montaient de 173.000 marks à 596.000. Nous avons vu en temps et lieu que partie de cet accroissement était due à l'accident du 15 mars 1907, mais même en s'en tenant aux chiffres de 1906, l'augmentation n'en est pas moins colossale. 1908 marquera d'ailleurs un nouveau progrès dans le sens de l'accroissement des charges.

Nous nous sommes placés jusqu'ici, pour comparer la répercussion des charges résultant des institutions de pré-

voyance, au point de vue de la charge ressortant par tête d'ouvrier. Peut-être serait-il plus juste de comparer l'importance de ces charges avec celle des ventes effectuées ou des tonnages produits.

En 1906-07 Hayange a produit 627.000 tonnes de fonte; les charges ouvrières ont atteint environ 650.000 marks, dont 450.000 du fait des institutions légales. Cela fait sensiblement 1 mark par tonne, soit fr. 1, 25 dont fr. 0, 90 de dépenses obligatoires. En 1907, la production de Jœuf s'est élevée à 276.000 tonnes; le chapitre institutions de prévoyance et secours à 250.000 francs : la dépense ressort donc à moins de 1 franc par tonne, environ 0 fr. 91. Sur ce chiffre, 0 fr. 45 à peine correspondent à des dépenses obligatoires ou y assimilables; c'est moitié de la charge légalement supportée par la tonne en Allemagne.

Ces chiffres, bien entendu, ne sont pas rigoureux. Nous ne prétendons pas dire que la proportion indiquée soit toujours vraie; c'est seulement celle qui ressort des chiffres de cotisations payés par les établissements d'Hayange et de Jœuf.

Il faut ajouter d'ailleurs que le fini de la fabrication, est poussé beaucoup plus loin à Hayange qu'à Jœuf. Jœuf à l'inverse d'Hayange, vend beaucoup de demi-produits. Le nombre d'ouvriers employés à Jœuf par rapport au tonnage fonte produit, est donc proportionnellement moindre. Les ouvriers de laminoirs y sont bien moins nombreux qu'à Hayange où les ateliers sont également beaucoup plus développés et travaillent d'ailleurs aussi pour Jœuf. Comme les charges sont proportionnelles au nombre d'ouvriers, il s'ensuit que la charge par tonne de fonte produite est beaucoup plus élevée. La différence serait déjà sensiblement

atténuée si nous nous plaçons au point de vue de la tonne d'acier. Hayange produit autant d'acier que de fonte grâce à son aciérie Martin; la charge par tonne d'acier ressort donc au même taux que pour la tonne de fonte. A Jœuf au contraire le tonnage acier tombe à 212.000 tonnes pour 276.000 tonnes de fonte. De fr. 0,91, la charge passe donc à fr. 1,19 de dépense effective et de 0,45 à 0,60 de dépenses pouvant être considérées comme obligatoires.

Il serait donc plus juste de rapporter la masse des charges ouvrières aux ventes effectuées : on tiendrait compte ainsi du surplus de valeur incorporé à la tonne par une transformation poussée plus loin. Malheureusement les prix de vente ne sont nullement les mêmes en France qu'en Allemagne; actuellement surtout, ils sont beaucoup plus bas en Allemagne. C'est ainsi que la moyenne des prix pour les fers marchands est tombée à 100 marks et même au-dessous, tandis que sur les produits A le Verband était obligé de consentir à une réduction de 15 marks.

A quelque point de vue que l'on se place, les charges financières qui grèvent l'industrie métallurgique dans l'un comme dans l'autre pays, apparaissent donc comme très considérables. Provisoirement moins élevées en France, elles menacent d'atteindre très rapidement un niveau égal, sinon supérieur.

Mais il est une autre charge qui pèse également d'un poids considérable sur l'industrie du fer, c'est l'impôt.

Nous l'étudierons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE VII

SOMMAIRE :

Charges fiscales. — Comparaison des charges incombant aux industries française et allemande du fait de la législation tant fiscale qu'ouvrière. — Législation industrielle : Le régime d'octroi des concessions de mines dans les deux pays. — Les *Gewerkschaften*. — Prospérité de l'industrie française et de l'industrie allemande. — Importance du rôle que joue dans la vie économique d'une région un établissement comme Hayange.

Nous ne nous étendrons pas autrement sur le système fiscal français, bien connu de tous. Il nous suffira de dire que les forges de Jœuf ont payé en 1907 : 142.000 francs d'impôts.

Les impôts auxquels sont soumis les établissements Wendel, en Alsace-Lorraine, sont les suivants :

Impôt foncier;

Impôt sur les bâtiments;

Impôt professionnel.

Les deux premiers ne constituent pas une charge bien lourde. La houillère de Petite-Rosselle, qui paye 220 mille marks d'imposition, a payé en 1907, comme impôt foncier : 665 marks de principal et 688 marks de centimes addi-

tionnels; comme impôt sur les bâtiments : mark 6.431 et 7.652.

IMPÔT FONCIER. — L'impôt foncier tel qu'il résulte des lois du 31 mars 1884 et du 6 avril 1892, comporte un taux de 3 ½ % du revenu des terrains non bâtis ni utilisés industriellement, revenu évalué par une Commission d'experts.

Cet impôt est augmenté en moyenne, dans les communes sur le territoire desquelles s'étendent les usines Wendel :

- de 1,80 % pour fonds de non-valeur;
- de 46,368 % centimes additionnels départementaux (Lorraine 1908).
- de 55,67 % centimes additionnels communaux.

La province, les communes surtout, sont en effet très obérées. Pour ces dernières, les dépenses obligatoires pour écoles, service et canalisation d'eau constituent une charge très élevée.

IMPÔT SUR LES BATIMENTS. — L'impôt sur les bâtiments touche tous les bâtiments habitables et industriels y compris les surfaces non couvertes servant de magasins.

Son taux est de 4 % du revenu; ce taux sera ramené à 3 ½ à partir du 1^{er} avril 1909.

Le principal de l'impôt est plus que doublé par :

- 2,50 centimes pour fonds de non-valeur;
- 46,92 centimes provinciaux;
- 55,67 centimes communaux.

L'évaluation du revenu est faite par des Commissions d'arrondissement présidées par des contrôleurs de cadastre. Ces commissions procèdent à la taxation en se transportant

sur place. La taxation actuelle date de 1892; elle est en cours de révision. Provisoirement on se borne à taxer les bâtiments nouveaux.

La base de taxation est le montant brut du loyer. Pour les logements ouvriers appartenant aux usines et dont les loyers sont consentis à des taux de complaisance, le montant du loyer est relevé à la hauteur de celui des logements similaires de la localité. Il y aurait beaucoup à redire au sujet de cette pratique. Dans certaines localités industrielles, plus de 90 % des logements ouvriers appartiennent aux usines : les loyers pris pour base d'évaluation ne constituent donc dans ce cas qu'une infime minorité, et il est manifestement abusif de les prendre seuls en considération.

Quant aux bâtiments industriels non loués, ils sont taxés d'après leur coût d'établissement multiplié par 4.65 %. Ce coût d'établissement ne comprend pas les bâtis, installations de machines, ni renforcements spéciaux exigés par la nature même de l'industrie. Au cas où l'industriel refuserait de déclarer le coût d'établissement de ses bâtiments, l'administration évaluerait elle-même leur prix de revient.

Ces impôts sont supportés, on pourrait dire accidentellement par l'industrie; ils ne la visent pas directement. Il en est tout autrement de l'impôt professionnel qui équivaut en somme à notre patente.

IMPÔT PROFESSIONNEL. — Créé par la loi du 8 juin 1896, précisément en remplacement de la patente, c'est un impôt de taxation. Les industries sont taxées, non pas sur leur revenu déclaré ou contrôlé, mais d'après leur capacité de rapport évaluée par le fisc. Tous les ans, celui-ci attribue à chaque usine un chiffre de revenu qu'il considère comme

normal, étant donnée une certaine production. Il n'est pas besoin de faire remarquer combien ce système est arbitraire. Les bénéfices d'une usine, d'une année sur l'autre, ne sont nullement proportionnels à sa production. La production de l'exercice en cours ne sera pas sensiblement inférieure à Hayange de ce qu'elle était l'année précédente : mais comme dans l'intervalle, les prix de vente ont baissé de 25 % sans que pour cela les prix de revient diminuent, il est clair que les bénéfices seront nettement inférieurs. Or, si l'administration n'hésite pas à relever le revenu normal dans les années de prospérité, elle est beaucoup moins pressée de le réduire en cas de crise. En fait, les impositions ne sont jamais diminuées du moins d'une façon appréciable.

L'administration se refuse d'ailleurs complètement depuis deux ans à indiquer la base d'évaluation adoptée par elle.

Il est bien évident que, dans ces conditions, l'évaluation du revenu étant laissée entièrement à l'arbitraire du fisc, la quotité de l'impôt ne présente plus un grand intérêt, puisque l'administration peut majorer, comme bon lui semble, le revenu normal, sans accepter d'autre recours qu'un recours gracieux.

L'impôt professionnel est un impôt progressif dont la quotité varie de 0,475 % à 1,90 % à partir de 20.000 marks de revenu. Le maximum est donc toujours la règle pour toute industrie de quelque importance. Ce taux serait, en soi, assez léger. Il faut ajouter cependant que, comme pour les autres impôts, il vient s'ajouter au principal de l'impôt :

- 5,00 centimes pour fonds de non-valeur ;
- 48,30 centimes provinciaux (Lorraine) ;
- 55,67 centimes communaux (Hayange et commune voisine).

L'ensemble des impositions payées par les usines de Wendel n'a cessé de croître d'année en année. De 250.000 M, il y a dix ans, il passait presque sans transition à 555.000 M. en 1900-01, l'année de l'exposition qui fut une année d'exceptionnelle prospérité pour la métallurgie allemande. Ramené à 438.000 marks en 1902-03, il a repris depuis sa marche ascendante, 443.000 marks en 1903-04, 474.210 en 1904-05, 534.781 en 1905-06, 517.070 en 1906-07, 538.731 en 1907-08.

Les chiffres d'impôts ci-dessus ne comprennent pas les charbonnages de Petite-Rosselle ni de Hamm dont les contributions en 1907-08 atteignent 250.000 marks (1). Ils sont constitués surtout par l'impôt professionnel.

Celui-ci est certainement plus élevé que notre ancienne patente. Lors de sa création, en 1896, les impositions d'Hayange passèrent de 160.983 francs en 1896-97 à 311.212 francs en 1897-98.

IMPÔT SUR LES MINES. — Les mines étaient soumises jusqu'ici à un régime spécial. Elles n'étaient pas assujetties à l'impôt professionnel, mais payaient une redevance de 2 % du bénéfice net de la mine. Ce bénéfice net était établi de la façon suivante : on retranchait les dépenses effectuées par la mine du produit des ventes, ou, s'il s'agissait, comme à Hayange, d'une mine appartenant à une industrie consommant elle-même son minerai, de la valeur marchandée de la production.

On ne devait pas toutefois faire rentrer dans les dépenses

(1) Rosselle qui paie aujourd'hui 200.000 francs d'impôts n'en payait que 80.000 il y a 10 ans.

à déduire du produit brut les dépenses correspondant à des travaux d'extension (1) de la mine.

La quotité de l'impôt était de 2 % un peu plus que doublée par les centimes additionnels.

Cet impôt équivalait donc à peu de choses près à l'impôt similaire perçu en France et dont la quotité est de 5 %. Il avait l'avantage de reposer sur une base facilement évaluable.

Cependant les Délégations d'Alsace-Lorraine ont cru devoir le supprimer pour le remplacer par l'impôt professionnel dont la quotité a été fixée à 1,75 %. Le nouvel impôt présentera donc tous les inconvénients reprochés à l'impôt industriel et, d'une façon générale, à tous les impôts de taxation. De plus on aura soin de calculer le revenu normal des mines de façon à faire produire au nouvel impôt sensiblement plus que l'équivalent de l'ancien impôt sur les mines. Il en résultera donc une aggravation de charges pour l'industrie quoique théoriquement le nouvel impôt doive simplement remplacer l'ancien.

D'ailleurs, les délégations d'Alsace-Lorraine ne s'en sont pas tenues là. Elles ont aussi voté une redevance de tonnage s'élevant à 0,75 % de la valeur marchande de la production arrêtée d'après les cours de l'année. Le minerai de fer valant 3 marks la tonne, cette redevance coûterait aux Petits-Fils de François de Wendel, pour une production de 2 millions de tonnes, la somme de 45.000 marks (2). Pour la

(1) Cette règle n'était pas d'ailleurs spéciale à l'impôt minier. — Les travaux neufs ne venaient pas non plus en déduction dans l'évaluation du revenu normal pour l'impôt professionnel.

(2) En 1908, première année d'application de la redevance de tonnage, les mines d'Hayange ont eu à supporter 153.748 marks d'impôts au lieu de 82.745 l'année précédente.

houillère de Rosselle la dépense atteindra 100.000 marks.

C'est donc un accroissement de charges très considérable qui va résulter pour les mines de la nouvelle législation fiscale. Il est en outre un élément qui faussera complètement les évaluations du fisc et cela pour le plus grand dam des industriels, en ce qui concerne les mines de fer. Comme celles-ci appartiennent presque toutes à des établissements métallurgiques, les quantités de minerai vendues sont relativement peu considérables, et c'est cependant sur ces ventes seules que l'administration pourra se baser pour évaluer le cours du minerai. Or il est bien évident que celui-ci serait tout différent si les producteurs apportaient tous leur minerai sur le marché.

Il ne nous appartient pas toutefois d'escompter l'avenir. Sous le régime fiscal actuel, la Société des Petits-Fils paie environ 800.000 marks d'impôts (1). Distrayons-en les impositions des houillères : nous nous trouvons encore en présence d'un total de quelque 540.000 marks, ce qui représente pour le dernier exercice une charge, par tonne de fonte produite, de mark 0,86, soit 1 fr. 07 ; par tonne d'acier, de mark 0,90 et par tonne de produit fini vendu, de mark 1,15, soit environ 1 fr. 43.

Ces impositions sont beaucoup plus élevées qu'en France. Les impositions de Jœuf en 1906 et 1907 ont atteint un peu plus de 100.000 francs pour une production d'environ 270.000 tonnes de fonte et 280.000 d'acier, ce qui fait seule-

(1) L'exercice social des Petits-Fils clôturant au 30 juin ne coïncide pas avec l'année fiscale. — Les impôts payés par la société en 1908 ont en réalité dépassé notablement 800.000 marks, puisque Hayange seul a acquitté effectivement 650.000 marks de contribution en 1908, alors que l'exercice 1907-08 n'en accuse que 550.000.

ment 40 et 50 centimes par tonne, impôt sur les mines de fer compris. Il est vrai qu'en 1908, ces mêmes impôts se sont élevés à 142.774 francs pour un tonnage sensiblement égal; mais la majeure partie de cette augmentation provient de la redevance des mines (55.729 francs au lieu de 33.769), redevance qui s'est trouvée fortement accrue parce que l'extraction du minerai a été développée à la mine de Jœuf aux dépens de la mine allemande de Gross-Moyeuvre.

Ce chiffre de 142.774 francs se décompose ainsi :

Foncier	1.295	
Propriété bâtie....	28.772	
Portes et fenêtres..	3.848	86.533
Patente	52.618	
Redevance des Mines.....	55.969	

La charge fiscale par tonne produite se sera donc élevée en 1908 à fr. 0,50 par tonne de fonte et 0,65 par tonne d'acier; en en distraquant la redevance des mines à 0,32 et 0,39.

Au point de vue des charges tant fiscales qu'ouvrières, la situation de la métallurgie apparaît donc comme meilleure en France qu'en Allemagne, puisque dans ce dernier pays la tonne d'acier se trouve avoir à supporter, du fait des institutions légales ou fiscales, une charge qu'on peut évaluer à près de 2 francs tandis qu'elle ne dépasse pas 1,25 en France. Nous faisons ici abstraction des sacrifices que MM. de Wendel s'imposent librement en faveur de leurs ouvriers dans l'un comme dans l'autre pays, et nous en tenons strictement aux dépenses obligatoires. Toutefois, cette différence de 75 centimes par tonne pour un produit d'une valeur de 80 à 100 francs n'a peut-être pas une extrême importance; bien d'autres éléments en effet inter-

viennent dans la question. La législation n'est-elle pas, par ailleurs, plus favorable au développement de l'industrie métallurgique en Allemagne qu'en France et ne peut-il y avoir là pour l'industriel une ample compensation aux charges plus lourdes qu'il supporte !

LÉGISLATION INDUSTRIELLE ET MINIÈRE. — Toute loi ne vaut que par la façon dont elle est appliquée. Or il est incontestable que l'administration allemande, hormis les questions fiscales, se montre beaucoup plus favorable à l'industriel que l'administration française. Pour celle-ci le patron est trop souvent un ennemi; auprès de l'administration allemande, il est au contraire assuré de trouver un appui. Et c'est là pour lui une force morale très grande, que de se sentir soutenu. L'État allemand, quoiqu'il soit entré dans la pratique du socialisme d'État longtemps avant nous, et peut-être à cause de cela même, est infiniment plus conservateur et respectueux des droits acquis que le gouvernement de la République. Patron lui-même, il a senti et connu le danger des grèves fomentées et envenimées à tout propos. Aussi l'Allemagne et l'industrie allemande ne connaissent-elles guère les grèves qui sévissent en France à l'état endémique. Ce n'est pas à dire qu'elles en soient exemptes, et les grèves allemandes, si elles sont rares, sont généralement très sérieuses. Mais du moins le gouvernement, au lieu de protéger les fauteurs de troubles, sévit-il rigoureusement contre eux et s'efforce-t-il de prévenir les mouvements grévistes, bien loin de les encourager par une coupable tolérance. Il sait se montrer en toute occasion, plus soucieux d'assurer la liberté de travailler que celle d'empêcher le travail.

Il est d'ailleurs bien d'autres points sur lesquels la législation allemande se montre en fait bien plus favorable à l'industriel que la législation française. Prenons par exemple le régime d'octroi des concessions minières. On sait qu'en cette matière nous sommes encore sous le régime de la loi de 1810; les concessions sont en théorie accordées à titre purement gratuit. Rien de plus libéral, en apparence, que cette disposition qui ne demande aucun sacrifice à l'industriel et lui accorde librement les richesses du sous-sol. Les seuls frais qu'ait à supporter le concessionnaire, ce sont, d'une part, les frais d'enregistrement, d'ailleurs sans importance; d'autre part la redevance tréfoncière, redevance infime qui ne ressemble en rien à ces splendides royalties que les industriels anglais paient annuellement aux propriétaires fonciers dont ils exploitent le sous-sol; ce sont d'ailleurs ces royalties qui, dans une grande partie de l'Angleterre, constituent aujourd'hui le plus clair des revenus des propriétaires terriens dont les fermages, depuis quelques années, tendent à tomber à rien.

Ce régime de la loi française serait donc des plus avantageux pour les industriels : il se justifie d'ailleurs pleinement quand il joue bien effectivement en leur faveur. Quand des contrées entières vivent d'une industrie, et c'est par exemple le cas de la Meurthe-et-Moselle, il est naturel qu'un gouvernement prévoyant cherche à favoriser cette industrie; c'est ce qu'il fait en assurant un long avenir aux grandes sociétés métallurgiques par l'octroi de concessions nouvelles : rien de plus légitime et l'État y gagne certainement davantage au point de vue économique, qu'il ne pourrait le faire, au point de vue fiscal en soumettant l'obtention des concessions à des conditions plus ou moins onéreuses.

La médaille, malheureusement, a son revers, c'est que l'octroi des concessions reste ainsi abandonné à l'absolu arbitraire du gouvernement. Rien, en effet, ne peut créer en faveur de qui que ce soit, un droit à l'obtention d'une concession. Ni le propriétaire de la surface, ni l'inventeur du gîte n'ont droit à une préférence quelconque; tout au plus, ce dernier, s'il n'obtient pas la concession, peut-il se faire dédommager de ses frais de sondage par le concessionnaire.

L'usage était cependant, à défaut de prescription légale, qu'un sondage heureux fût pour son auteur, sinon un droit, au moins un titre, à l'octroi d'une concession. Cet usage, aujourd'hui n'est plus respecté.

C'est ainsi que lors de la découverte du nouveau bassin de Briey, à laquelle ils contribuèrent cependant par leurs sondages de la façon la plus effective, MM. de Wendel ne purent obtenir de concession nouvelle, mais seulement le remaniement d'une concession ancienne.

Bien plus, la concession qu'ils demandaient fut accordée, non pas à une société métallurgique, comme on aurait pu le croire, mais bien à un syndicat politico-financier de la Loire qui n'avait que les plus vagues rapports avec l'industrie du fer et ne voyait là qu'une grosse affaire d'argent. Il est vrai qu'il s'agissait alors, au moment des élections, de ménager à un homme politique influent, bon accueil dans son département.

Beaucoup de concessions furent accordées dans ces conditions. Le gouvernement pouvait estimer que les Wendel possédaient déjà suffisamment de concessions, et accorder la préférence à d'autres maîtres de forges. En agissant de la sorte il n'eût pas lésé les intérêts de nos métallurgistes. Mais il n'en allait plus de même quand ces concessions étaient

accordées à des syndicats financiers. La valeur marchande des très bonnes concessions de fer en Lorraine a atteint jusqu'à 8 ou 10.000 francs l'hectare. L'obtention d'une concession se présentait donc pour les gens de finances comme une pure mais profitable spéculation consistant à revendre fort cher 4 ou 500 hectares qui n'auraient coûté que quelques intrigues. Il y a là réellement, une sorte de gain illicite que la justice naturelle réprouve et qui est bien fait pour exciter les revendications sociales.

Ce fait se trouve aggravé de cette circonstance que plusieurs concessions ont été ainsi revendues à des étrangers, telle certaine concession qui fut payée par la société de Gelsenkirchen Rote Erde, le prix fabuleux de plus de 6 millions.

Il est certain que, dans ces conditions, la loi française, bien souvent, ne répond plus à son but; dans le cas que nous venons de citer, l'octroi gratuit de la concession n'aura servi qu'à enrichir quelques banquiers sans que l'industrie française en profite jamais.

Toute autre est la loi alsacienne-lorraine. Le principe qu'elle pose est que la reconnaissance, par un sondage, d'un gisement de minerai, crée à l'auteur de ce sondage, un droit à l'obtention d'une concession dans un certain périmètre (Mutung). Cette disposition n'était d'ailleurs que la reproduction de la loi prussienne, loi qui fut abrogée en 1907 par le gouvernement prussien.

L'exécution d'un sondage en terrain minéralisé donne droit à une concession de 200 hectares. Le bénéficiaire peut d'ailleurs tracer à son gré le périmètre de sa concession autour du sondage, et rien ne l'oblige à la délimiter immédiatement. C'est même cette faculté que lui laissait la loi

qui a entraîné les abus dont la fréquence a motivé la suspension de la loi en Prusse.

Il se produisait en effet ce fait que certains spéculateurs réussissaient à accaparer presque entièrement tout un bassin en opérant seulement quelques sondages de place en place. S'abstenant de délimiter leurs concessions, ils paralyssaient ainsi tout autour d'eux l'activité de leurs concurrents qui n'osaient entreprendre de coûteux sondages au risque de les voir englober dans un tracé de concession. Cela était d'ailleurs surtout vrai des mines de charbon qui, beaucoup plus profondes que les mines de fer, provoquent des frais de sondages beaucoup plus élevés. Certaines compagnies de sondages avaient ainsi réussi à monopoliser à leur profit d'immenses étendues. Nous pourrions citer telle de ces *Bohrgeellschaften* qui a distribué l'an dernier plus de 300 % de dividende sur les bénéfices réalisés par la vente des *Mutungen* qu'elle avait obtenues.

Là aussi la loi se trouvait détournée de son but; mais encore le bénéfice réalisé par la *Bohrgeellschaft* n'était-il pas sans juste cause : elle avait à courir des aléas non négligeables et à entreprendre à ses risques et périls des travaux onéreux puisqu'un sondage poussé à 800 ou 1.000 mètres ne coûte pas, en moyenne, moins de 200.000 francs.

La loi alsacienne-lorraine n'est donc pas parfaite non plus; cependant, dans la pratique, elle n'a pas donné lieu pour les mines de fer aux abus qu'on a relevés en Prusse pour les concessions houillères, et elle est une garantie pour les industriels qui assument les risques d'effectuer des sondages.

Les abus signalés plus haut n'ont d'ailleurs pas été la seule cause de l'abrogation de la loi prussienne; ils furent

bien plutôt un prétexte. L'état prussien est, on le sait, grand propriétaire et exploiteur de mines. Entré fort avant dans la voie du socialisme d'État, il se trouve, par la force des choses, pris dans l'engrenage, et entraîné à persévérer dans cette voie. Pour ne pas être à la merci des producteurs de charbon pour les besoins des chemins de fer royaux, il lui faut développer sa production houillère actuellement insuffisante. Après avoir infructueusement tenté de racheter certains gros charbonnages, tels que Hibernia, il a jugé que mieux valait se réserver l'avenir en se réservant les nouvelles concessions. Il est probable que tel sera le sens de la législation nouvelle, comme il peut aussi se faire que, pressé d'argent, le gouvernement soit amené à vendre fort cher à l'industrie les gisements nouveaux qu'il ne voudrait pas exploiter lui-même.

Si tel n'était pas le but réel poursuivi par l'État prussien, il eût été facile de remédier aux inconvénients de la loi abrogée, en obligeant par exemple l'inventeur à tracer immédiatement les limites de sa concession, et à observer certaines règles notamment en ce qui concerne le choix des emplacements pour les trous de sondage.

Nous croyons intéressant de signaler, pendant qu'il est question de législation minière, une forme de société toute particulière, très répandue aujourd'hui en Allemagne, et spéciale aux exploitations minières; c'est celle des *Gewerkschaften*. Les titres de ces sociétés, sans valeur nominale, ont un caractère immobilier; ils sont portés sur une sorte de registre analogue à un cadastre, et ne peuvent être transmis qu'au moyen d'une transcription comparable à celle que la loi française exige au bureau des hypothèques pour les aliénations d'immeubles. Tous ces titres sont nominatifs,

et (c'est là la caractéristique de cette sorte de société) contrairement à la règle qui veut que, dans les sociétés par actions, les actionnaires ne soient responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions, dans les *Gewerkschaften*, tout propriétaire de couse est responsable personnellement pour sa part des dépenses faites par la société : autrement dit, étant donnée une *Gewerkschaft* de 1.000 couses, si les travaux exécutés au cours d'une année, atteignent par exemple 3 millions, dépassant de 2 millions le capital versé, chaque propriétaire de couse devra rapporter 2.000 francs. S'il ne le fait pas, son titre est annulé et la quote-part y afférente est répartie entre les 999 autres couses dont la valeur se trouve parallèlement augmentée.

La loi prévoit la résolution de la société au cas où toutes les parts viendraient à se trouver réunies en mêmes mains. Aussi, quand, ce qui est assez fréquent, une grosse société acquiert une *Gewerkschaft*, on a toujours soin de mettre un certain nombre de couses au nom d'un gérant ou d'un administrateur, pour éviter la confusion des titres. La société peut en effet trouver intérêt à ce que la *Gewerkschaft* conserve sa forme propre et continue à constituer une société distincte. Peut-être serait-il intéressant de voir introduire en France cette sorte de société.

Il est un autre point sur lequel l'administration alsacienne-lorraine se montre souvent moins tracassière que l'administration française; c'est en matière de réglementation de travail. Nous ne traiterons pas ici cette question trop compliquée et trop ardue, mais nous tenons à constater qu'au dire des industriels, l'administration allemande se montre plus tolérante, admet plus facilement les dérogations, se plie plus volontiers aux exigences de l'industrie qui, à cer-

taines périodes, peut avoir à fournir un coup de collier momentané. La durée de la journée de travail n'est d'ailleurs pas limitée en Lorraine.

Il ne s'agit pas seulement d'ailleurs de savoir si la législation allemande est intrinsèquement plus favorable à l'industrie métallurgique que la législation française et si elle la grève de charges plus ou moins lourdes. Il faut voir aussi si la métallurgie allemande n'est pas apte à supporter des charges légales plus lourdes, et elle le peut assurément si elle travaille dans de meilleures conditions économiques.

Question bien difficile à trancher. La métallurgie allemande est-elle plus prospère que la métallurgie française. Pas un Allemand n'en doutait il y a un an. Hypnotisés par le prodigieux développement de leur industrie, nos voisins n'avaient que de la commisération pour les petits tonnages de nos usines. Qu'était-ce qu'une production de 200.000 tonnes d'acier à côté des 1.200.000 du Phœnix, du quasi-million de Thyssen ou de Krupp? Un rien négligeable.

Sans doute la force d'expansion de notre industrie métallurgique n'est pas comparable à celle de la métallurgie allemande qui doit son prodigieux développement à la constante augmentation de la consommation intérieure. Nous ne pouvons prétendre, comme nos voisins teutons, vendre nos produits sur les bords de la Tamise. Nous ne pouvons lutter avantageusement contre eux sur le marché de l'exportation : encore, telle usine comme Jœuf pourrait-elle fort bien le faire si ses frais de transport aux centres de consommation ou d'exportation n'étaient plus considérables, mais en revanche la prospérité de la métallurgie française est infiniment plus stable et moins aléatoire. 1908, année de

famine pour l'industrie allemande, n'aura été marquée en France que par un simple ralentissement des affaires.

Aussi est-il bien malaisé de dire si l'industrie allemande peut plus aisément porter une surcharge fiscale que l'industrie française. Quand la métallurgie allemande passe par une ère de prospérité, elle ne sent même pas le poids des charges légales qui la grèvent; autant, au contraire, le faix lui en est lourd dans les périodes de crise.

Il ne saurait d'ailleurs être question ici d'établir la supériorité de l'industrie française ou de l'industrie allemande. Le caractère français diffère profondément du caractère allemand. Cette différence apparaît naturellement dans les mœurs commerciales comme dans la vie industrielle. D'autre part les conditions économiques et physiques de la production sont différentes d'un pays à l'autre. Rien d'étonnant donc à ce que le régime de la métallurgie ne soit pas identique dans les deux pays. Chacun des deux peuples peut d'ailleurs être également fier de son industrie à laquelle il a donné le cachet particulier à sa race.

Les conditions physiques sont certainement plus favorables au développement de l'industrie métallurgique en Allemagne qu'en France. Le sous-sol allemand est plus riche puisque, à côté du fer, il produit le charbon en quantités abondantes; d'autre part la situation géographique des centres producteurs est plus avantageuse au point de vue des transports par eau dont la supériorité au point de vue de l'économie n'est pas contestable.

D'autre part, les capitaux allemands groupés en masses plus importantes produisent l'acier par quantités plus considérables : il semble donc qu'il doive en résulter une certaine économie.

La métallurgie allemande paraîtrait donc pouvoir supporter des charges un peu plus lourdes que la métallurgie française.

A l'heure qu'il est, il n'est d'ailleurs pas douteux que tel ne soit son lot; toutefois le législateur français semble disposé à ne pas la laisser jouir beaucoup plus longtemps de ce discutable avantage.

IMPORTANCE ÉCONOMIQUE D'UN ÉTABLISSEMENT COMME HAYANGE. — Quoi qu'il en soit, l'industrie de l'acier joue nu rôle particulièrement important dans la vie des peuples modernes. En Allemagne comme en France la subite expansion de cette industrie a transformé des contrées, déplacé des centres d'activité économique : jamais époque n'aura mieux mérité le nom d'âge de fer.

Partout celui-ci trouve son emploi. Qu'il s'agisse de construire un navire ou d'élever une maison, de jeter un pont sur une rivière ou de fabriquer du matériel roulant, c'est toujours à l'acier qu'on a recours; son emploi est devenu universel.

Aussi ne peut-on s'étonner du développement pris en ces derniers temps par les grands établissements métallurgiques dont l'importance moderne a singulièrement grandi.

Encore ne mesure-t-on pas toujours du premier coup d'œil toute cette importance. Assurément on ne peut considérer comme un organe négligeable celui qui fait vivre 20.000 travailleurs — tel est le cas des établissements Wendel — mais on se tromperait étrangement si on croyait que son action ne sort pas de ces limites.

Les forges d'Hayange et de Jœuf emploient directement 20.000 ouvriers auxquels elles distribuent 35 millions de salaires; mais se figure-t-on le nombre d'hommes qui vivent indirectement de cette industrie ?

La consommation de coke des usines d'Hayange, Moyeu-vre et Jœuf dépasse un million de tonnes. Si l'on admet qu'il faut à peu de chose près 2 tonnes de houille pour faire une tonne de coke, c'est 2 millions de tonnes de houille qu'il faut extraire annuellement des entrailles de la terre pour alimenter les hauts fourneaux Wendel. En évaluant à 200 tonnes par an la capacité d'extraction d'un ouvrier mineur, c'est 10.000 hommes encore que fait vivre indirectement l'usine de fer.

Citerons-nous aussi les ouvriers du bâtiment, puisque la construction aujourd'hui remplace les poutres en bois et les murailles en pierre par la poutrelle d'acier, et, sous sa forme la plus récente, le ciment armé, fait encore appel à ce même acier, sous forme de fil de fer, pour donner au tout la cohésion et la solidité nécessaires.

C'est l'industrie métallurgique, elle encore, qui fournit la matière première aux chantiers maritimes, comme aux manufactures d'automobiles, industries qui emploient des milliers d'ouvriers.

Quant aux chemins de fer, on sait quel est l'énorme trafic que leur procurent les usines de fer. Une tonne de produit sortant d'un établissement métallurgique représente au minimum pour la voie ferrée, un mouvement de 7 tonnes de marchandises. Nous avons vu que pour produire une tonne de fonte, il faut 4 tonnes de matières premières, coke ou minerai, et que pour obtenir une tonne d'acier, il faut 1.150 kilos de fonte et 200 kilos de chaux. La quantité de matières brutes à amener à l'usine est donc de :

$$(1.150 \times 4) + 200 = 4.800 \text{ kilos;}$$

il en ressort 350 kilos de scories et 1 tonne d'acier d'où un mouvement de 6.150 kilos. Si l'on prend garde que l'acier

ne sort jamais de l'usine à l'état de lingot, mais seulement à l'état de demi-produit, bloom ou billette, ou de produit fini, on a vite fait de constater que la tonne d'acier sortant de l'usine représente 12 à 1.300 kilos. le Rohstahl, c'est-à-dire un mouvement de marchandises de $6.150 \times 1.200 = 7.380$ kilos, ce qui fait par conséquent, tant à l'entrée qu'à la sortie, un peu plus de 7 tonnes.

Encore n'est-il pas tenu compte dans ce calcul de la houille consommée à l'aciérie ou aux laminoirs, environ 300 kilos par tonne, non plus que des autres facteurs moins importants.

Le trafic auquel donne lieu une usine comme Jœuf peut donc être évalué à 14 ou 1.500.000 tonnes; celui de tous les établissements Wendel réunis représente sans doute plus de 4.500.000 tonnes. Nous avons d'ailleurs vu que le mouvement du chemin de fer Wendel s'était élevé en 1906-07 à 6.586.000 tonnes; mais il faudrait en défalquer un certain va-et-vient de marchandises ainsi que le transport des crasses.

Le trafic que les usines Wendel procurent aux chemins de fer publics n'atteint évidemment pas sept fois leur tonnage : nous savons en effet que le transport du minerai aux fourneaux s'y effectue exclusivement par les voies Wendel.

Le mouvement de tonnage auquel donnent lieu les usines n'en reste pas moins considérable.

Il faudrait y joindre aussi le trafic de denrées de toute sorte qui résulte des agglomérations humaines entourant les grands centres métallurgiques. Il est bien certain que les campagnes environnantes ne peuvent suffire à l'approvisionnement de localités telles qu'Hayange où 12 à 15.000

individus se pressent autour des usines, tandis qu'à quelques kilomètres de là se trouvent encore d'autres centres miniers ou industriels également très populeux.

Aussi la gare d'Homécourt-Jœuf qu'alimentent les deux grosses usines de Jœuf et d'Homécourt a-t-elle un mouvement de marchandises qui représente le quinzième du tonnage total de l'Est français. Encore cette gare ne bénéficie-t-elle que dans une médiocre mesure du tonnage Wendel, puisque par suite du non-raccordement Wendel-Est-français, l'usine de Jœuf reçoit ses matières premières exclusivement par les voies allemandes et n'expédie par Homécourt-Jœuf que ses produits dont le tonnage est bien inférieur à celui des matières premières.

L'importance des centres métallurgiques au point de vue trafic est d'ailleurs tellement notoire, tellement avérée que la C^{ie} de l'Est n'a pas hésité à entreprendre récemment dans la région de Briey la construction de voies extrêmement coûteuses dans le seul but de transporter les minerais de la région.

Les grandes usines métallurgiques se présentent donc aujourd'hui comme une des rouages les plus importants de la vie moderne. Par leur importance propre, par le courant d'activité humaine qu'elles suscitent, par toutes les autres industries qui travaillent pour elles ou qui emploient leurs produits, elles détiennent une situation hors pair dans l'économie nationale. Aussi ne sauraient-elles trop mériter la bienveillante attention du législateur. Tout ce qui les touche a une répercussion plus ou moins directe sur le pays lui-même, et on ne saurait porter une main trop prudente sur l'édifice social qu'elles représentent et le régime sous lequel elles prospèrent.

Ce n'est donc pas sans une certaine inquiétude qu'il faut considérer les charges nouvelles dont elles sont menacées. A multiplier sans cesse ces charges, on risque d'enrayer le magnifique essor de leur prospérité.

La tâche que devrait s'assigner un gouvernement avisé, c'est, au contraire, de favoriser par tous les moyens à sa disposition, le développement d'une industrie aussi pleine d'avenir. Puisque les capitaux français auxquels on reproche souvent, et non sans raison, leur timidité excessive, paraissent disposés à sortir de leur torpeur et viennent, en relative abondance, s'offrir aux métallurgistes, il appartient à nos hommes d'État de ne pas les décourager par une réglementation abusive et par l'ingérence répétée des pouvoirs publics.

Non que nous repoussions absolument le principe même de toute législation ouvrière et en particulier les retraites de vieillesse; mais il semble qu'il eût été préférable de laisser à l'initiative privée le soin de résoudre cette question déjà plus qu'à demi-résolue par elle; nous avons vu la maison de Wendel affiliée à la Caisse patronale de Retraites du Comité des Forges: il en est de même de la plupart des usines.

D'ailleurs, si la nouvelle loi sur les retraites se bornait à demander aux industriels les sacrifices qu'ils consentent bénévolement aujourd'hui, nul ne songerait à s'en plaindre. Ce que redoute l'industrie, c'est la tendance des pouvoirs publics à lui imposer, sans la consulter, des charges toujours nouvelles. Quand au contraire l'action législative ne fait que sanctionner un usage établi, nul ne saurait trouver matière à critique.

Le seul effet de la mesure est de faire disparaître les inégalités qui peuvent subsister çà et là : les grands industriels

sont les premiers à y applaudir; c'est ainsi qu'à Jœuf, la société Wendel et C^{ie} n'a pu voir d'un mauvais œil la loi du repos hebdomadaire que, respectueuse du repos du dimanche, elle pratiquait avant la lettre depuis de longues années.

Quand l'intervention de l'Etat se manifeste dans ce sens (sanction d'un usage), nous n'y faisons nulle objection : tout au plus pourrait-on arguer de son inutilité, parce qu'un usage réellement établi ne tarde pas à s'imposer de lui-même aux dissidents de la première heure. On peut être convaincu que si la plupart des sociétés métallurgiques accordent à leurs ouvriers le bénéfice de retraites, la généralisation de l'institution ne tardera pas à être complète dans l'industrie du fer et à s'opérer d'elle-même, d'une façon automatique et inévitable.

Que l'Etat prête son concours aux retraites ouvrières en majorant les versements ouvriers, rien de mieux : c'est encourager l'esprit de prévoyance sociale, esprit qui ne sera jamais trop développé. Mais ce concours devra être assez restreint, de manière à ne pas grever exagérément le budget national et ne jamais dépasser les limites d'un simple encouragement.

L'action législative doit toujours s'inspirer de la plus grande prudence.

Quand l'État légifère, il ne peut le faire qu'en termes généraux et sans entrer dans le détail des cas particuliers. Aussi telle loi générale qui ne produira pas d'effet perturbateur dans une industrie apportera-t-elle un bouleversement complet dans certaines autres.

Telle la loi du repos hebdomadaire.

La loi ignore nécessairement les espèces; quand elle ne fait que sanctionner un usage établi, elle est toujours sûre d'être

admise sans difficulté, mais elle est, de fait, inutile; quand, au contraire, elle introduit une réglementation nouvelle, elle risque de provoquer des effets de répercussion imprévus.

Il est certain que, dans le cas particulier des retraites ouvrières, les maîtres de forges souscriraient volontiers au principe de leur établissement, si elles étaient calculées à un taux modéré. Ils ne demanderaient pas mieux que de consentir en faveur de leurs ouvriers un sacrifice que beaucoup font déjà de leur gré propre, et, en demandant aux ouvriers une contribution égale à la leur, il serait possible d'assurer le fonctionnement d'une Caisse de Retraites servant des rentes très suffisantes.

La Caisse patronale pourrait aisément se charger de ce soin en ce qui concerne les ouvriers du fer.

Si le projet de retraites ouvrières ne comportait pas d'autres exigences il rencontrerait sans doute peu d'hostilité dans les milieux métallurgiques.

Personnellement cependant nous aurions préféré que le législateur s'abstînt de toute intervention, convaincus que nous aurions vu se réaliser le programme de prévoyance sociale que prétend être le projet de retraites ouvrières par le simple jeu de l'initiative privée en présence des aspirations des populations ouvrières.

L'Allemagne est aujourd'hui à la mode : c'est pourquoi l'on nous propose de copier la législation allemande. Il nous semble que la France n'a pas à aller chercher au dehors, d'inspiration à sa politique intérieure. Restons nous-mêmes sans plagier personne. Aussi bien, malgré les apparences, le législateur français a-t-il plus fait pour la démocratie que d'autres peuples dont la législation est plus démocratique d'aspect que d'essence...

L'intérêt que présentent ces questions nous a entraînés à une digression un peu longue. Nous avons été amenés à aborder les sujets les plus divers et cependant nous en avons volontairement négligé un grand nombre. C'est qu'à propos du fonctionnement normal de ce grand rouage économique des nations modernes qu'est un grand établissement métallurgique, se posent la plupart des grands problèmes qui passionnent aujourd'hui l'esprit humain. Problèmes sociaux pour la plupart; problèmes économiques aussi. Mais ces derniers ont, moins que les autres, le don d'agiter l'opinion publique; ils n'intéressent, en dehors des chefs d'industrie eux-mêmes, qu'un petit nombre d'esprits qui travaillent à l'écart, le plus souvent dans le silence du cabinet. Ils ne sont traités que dans des journaux spéciaux, peu répandus dans la foule. Au contraire la discussion des grands problèmes sociaux modernes est passée dans le journalisme le plus courant; elle est devenue la pâture quotidienne des polémistes qui d'ailleurs, trop souvent, traitent ces graves questions sans bien les connaître. C'est qu'aussi elles sont d'un intérêt plus immédiat, plus angoissant. La lutte pour la vie, ardente, est devenue la règle impitoyable.

Les revendications sociales se font tous les jours plus nombreuses, plus violentes. Encouragés par la faiblesse des défenseurs naturels de l'ordre établi, les apôtres de ces revendications se montrent de jour en jour plus arrogants, plus exigeants aussi. Le collectivisme pointe, menaçant, à l'horizon social. On parle de la socialisation des mines, de l'industrie des chemins de fer. Espérons que le danger est plus apparent que réel, que les défenseurs de l'ordre sauront se ressaisir et faire reculer le flot montant du socialisme, qu'il s'abrite sous l'étiquette du collectivisme ou sous celle

de l'étatisme. Nous avons eu l'occasion de voir quel magnifique développement l'initiative privée avait su donner à l'industrie. Sans parler du respect dû aux droits acquis et à la propriété individuelle, il faut espérer que nous n'aurons jamais la folie de détruire un état de choses qui s'est montré si favorable aux progrès de la prospérité nationale et de la richesse universelle. L'exemple des pays qui se sont laissés entraîner aux utopies du socialisme révolutionnaire, n'est certes pas fait pour nous inciter à suivre cette voie d'aventures que nous aurons, espérons-le, la sagesse d'éviter.

VU ET APPROUVÉ :

Le Président de la Thèse,

PAUL BEAUREGARD.

VU :

Le doyen,

Signé : CH. LYON-CAEN.

EXERCICE 1907-1908.

RELEVÉ DES SOMMES PAYÉES PAR LA MAISON POUR :

USINES	TOTAL du personnel à fin de l'exercice	RETRAITES PENSIONS ET SECOURS I	CAISSES des MALADES II	CAISSE D'INVALIDITÉ ET VIEILLESSE III	KNAPPSCHAFTS IV	SERVICE MÉDICAL V	SERVICE DES ÉCOLES ET DES CULTES VI	ASSURANCES contre LES ACCIDENTS VII	IMPOTS ET REDEVANCES DES MINES VIII
		m.	m.	m.	m.	m.	m.	m.	m.
Hayange	6.195	116.528 97	61.457 77	55.397 87	23.815 65	10.101 18	6.595 10	158.588 90	538.371 25
Moyeuvre	3.616	50.649 71	28.466 36	28.250 52	15.736 15	1.980 »	1.800 »	90.673 40	
Stiring-Wendel ..	» »	23.514 82	» »	» »	» »	» »	» »	» »	
Petite-Rosselle ..	6.425	18.531 97	64.250 07	48.149 33	270.192 »	3.325 90	26.999 56	225.718 41	218.222 94
Hamm	1.125	» »	26.838 80	9.103 94	32.890 66	2.334 »	» »	36.190 42	28.178 50
Odenvald	143	» »	925 75	1.109 65	590 65	» »	» »	2.629 10	2.275 38
Hirschbach	229	2.581 80	1.600 11	1.663 35	» »	» »	» »	2.762 65	12.483 65
Seraing.	» »	2.085 »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Total	17.733	213.892 27	183.538 86	143.674 66	343.225 11	17.741 08	35.394 66	516.562 88	799.531 72

Charges de Prévoyance.	facultatives, I, V, VI...	m. 267.028 01	m. 15 par tête
	légales, II, III, IV, VII.	1.187.001 51	67 par tête
Total		1.454.029 52	82 par tête
Charges Fiscales, VIII		799.531 72	45 par tête
Total ..		2.253.561 24	127 par tête

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
I. — Antiquité de la Métallurgie du fer en Lorraine. . . .	11
II. — Historique des Forges de la Maison de Wendel. — Leur développement.	22
III. — Une grande usine moderne. — Outillage et moyens de productions des Forges d'Hayange, Moyeuvre et Jœuf. — Les Moteurs à gaz. — Importance du Do- maine minier et houiller des deux Sociétés: Auto- nomie qu'il leur confère	60
IV. — La Métallurgie allemande et la Métallurgie française. — Le Stahlwerksverband. — Les Fusions de Sociétés. — Tendances de l'industrie allemande. — Politique de la maison de Wendel	90
V. — Caractère particulier des Sociétés d'Hayange et de Jœuf.	123
VI. — Les charges de Prévoyance sociale à Hayange et à Jœuf.	
a) Logements ouvriers; Cantines; Économats	129
b) Pensions et Retraites	138
c) Caisses de Malades et de Secours.	161
d) Assurances contre les accidents	167
Comparaison entre les charges allemandes et françaises.	172
Progression des charges.	175

VII. — Charges fiscales. — Comparaison des charges incombant aux industries française et allemande du fait de la législation tant fiscale qu'ouvrière. — Législation industrielle : Le régime d'octroi des concessions de mines dans les deux pays. — Les Gewerkschaften. — Prospérité de l'industrie française et de l'industrie allemande. — Importance du rôle que joue dans la vie économique d'une région un établissement comme Hayange	181
ANNEXE. — Tableau récapitulatif des charges supportées par la Société des petits-fils de François de Wendel (exercice 1907-08).	

